



ORGANISATION INTERNATIONALE DU TRAVAIL

Département des activités sectorielles

Reprise de l'emploi: analyse par secteur

**Présentation générale des tendances de l'emploi et
des conditions de travail par activité économique**

Premier trimestre 2010

Erick J. Zeballos
Stefanie Garry

BUREAU INTERNATIONAL DU TRAVAIL GENEVE

Copyright © Organisation internationale du Travail 2010
Première édition 2010

Les publications du Bureau international du Travail jouissent de la protection du droit d'auteur en vertu du protocole no 2, annexe à la Convention universelle pour la protection du droit d'auteur. Toutefois, de courts passages pourront être reproduits sans autorisation, à la condition que leur source soit dûment mentionnée. Toute demande d'autorisation de reproduction ou de traduction devra être adressée à Publications (Droits et licences), Bureau international du Travail, CH-1211 Genève 22, Suisse, ou par courriel: pubdroit@ilo.org. Ces demandes seront toujours les bienvenues.

Bibliothèques, institutions et autres utilisateurs enregistrés auprès d'un organisme de gestion des droits de reproduction ne peuvent faire des copies qu'en accord avec les conditions et droits qui leurs ont été octroyés. Visitez le site www.ifrro.org afin de trouver l'organisme responsable de la gestion des droits de reproduction dans votre pays.

ISBN 978-92-2-124157-7 (imprimé)
ISBN 978-92-2-124158-4 (pdf Web)

Données de catalogage du BIT

Les désignations utilisées dans les publications du BIT, qui sont conformes à la pratique des Nations Unies, et la présentation des données qui y figurent n'impliquent de la part du Bureau international du Travail aucune prise de position quant au statut juridique de tel ou tel pays, zone ou territoire, ou de ses autorités, ni quant au tracé de ses frontières.

Les articles, études et autres textes signés n'engagent que leurs auteurs et leur publication ne signifie pas que le Bureau international du Travail souscrit aux opinions qui y sont exprimées.

La mention ou la non-mention de telle ou telle entreprise ou de tel ou tel produit ou procédé commercial n'implique de la part du Bureau international du Travail aucune appréciation favorable ou défavorable.

Les publications imprimées ou électroniques du Bureau international du Travail peuvent être obtenues dans les principales librairies ou auprès des bureaux locaux du BIT. On peut aussi se les procurer directement, de même qu'un catalogue ou une liste des nouvelles publications, à l'adresse suivante: Publications du BIT, Bureau international du Travail, CH-1211 Genève 22, Suisse, ou par courriel: pubvente@ilo.org.

Visitez notre site Web: www.ilo.org/publns

Imprimé à Genève, Suisse

Avant-propos

Conformément aux priorités établies dans le Pacte mondial pour l'emploi de l'OIT, le Département des activités sectorielles (SECTOR) a publié en 2009 une série de mises à jour statistiques pour fournir aux mandants de l'Organisation des informations sur les fluctuations récentes et à court terme d'un certain nombre d'indicateurs du marché dans des secteurs spécifiques, tant dans les économies développées que dans les économies en développement. Compte tenu de la nature du ralentissement économique à ses premiers stades, ces informations ont généralement été fournies sur une base trimestrielle, afin de permettre de suivre de près l'évolution des différents secteurs.

En 2010, l'économie mondiale semble être entrée dans une nouvelle phase, où les disparités et l'instabilité se sont considérablement renforcées sur un certain nombre de marchés du travail, et où l'incertitude quant à la stabilité de la reprise demeure très vive. Ces tendances, présentes dans tous les secteurs, varient d'un pays à l'autre.

La compréhension des causes fondamentales de cette situation et l'identification de certains enjeux politiques nouveaux dans différents secteurs semblent aussi importantes que les données recueillies à ce jour. Dans ce contexte, ce nouveau numéro de la série de documents de travail publiés par SECTOR sur le ralentissement économique et la reprise vise à fournir un plus grand nombre d'éléments d'analyse sur les caractéristiques de la reprise dans 13 secteurs d'activité économique et 51 pays développés et en développement, pour lesquels on disposait d'informations au premier trimestre 2010.

Si le présent document n'a pas pour objet de fournir une analyse approfondie de chaque secteur au regard de tous les aspects du travail décent, il offre un panorama comparatif global des résultats de certains secteurs au premier trimestre 2010, en mettant en évidence à la fois les activités qui contribuent à la reprise de l'emploi et celles dans lesquelles les progrès sont plus lents ou en demi-teinte. Ce document examine également certains des éléments qui semblent déterminants pour la reprise au niveau sectoriel à court terme, tels les facteurs qui limitent la consommation privée et les éventuelles répercussions des plans de consolidation budgétaire dans certains secteurs et pays, tout en attirant l'attention sur d'autres effets importants susceptibles de provoquer des changements structurels à long terme dans certains secteurs d'activité.

Tout comme les documents précédents, le présent document est le fruit d'une collaboration suivie entre le Département des activités sectorielles et le Département de statistique du BIT, qui s'inscrit dans le cadre du Pacte mondial pour l'emploi. Il vise à apporter une aide aux mandants de l'OIT en leur fournissant, sur une base trimestrielle, des informations fiables et actualisées sur des secteurs spécifiques, à mesure que la reprise évolue.

Elizabeth Tinoco,
Directrice,
Département des activités sectorielles

Remerciements

Le présent document a été élaboré par le Département des activités sectorielles (SECTOR), sous la direction de Elizabeth Tinoco, directrice de SECTOR. Le manuscrit a bénéficié de l'apport et des commentaires de spécialistes de SECTOR, en particulier Carlos Carrión-Crespo (spécialiste des services publics), Yasuhiko Kamakura (spécialiste des industries chimiques), Rajendra Paratian (spécialiste de l'agriculture), Myroslava Protsiv (technicienne de la santé), Bill Ratteree (spécialiste de l'éducation), David Seligson (spécialiste des entreprises mécaniques et électroniques), Wolfgang Weinz (spécialiste de l'hôtellerie-restauration et du tourisme) et Edmundo Werna (spécialiste de la construction).

Melissa Hinton et Constance Spearnak ont apporté un précieux soutien à la collecte de données et aux activités de recherche.

La production du présent document n'aurait pu être possible sans une collaboration continue entre le Département de statistique du BIT, les bureaux régionaux de l'OIT et les bureaux de statistique nationaux.

Table des matières

Principaux repères	x
Chapitre 1: Contexte macroéconomique	1
Chapitre 2: Evolution du marché du travail	5
Chapitre 3: Nouvelles questions de politique générale	21
Notes méthodologiques	32
Annexes statistiques	34

Figures

Figure 1. Croissance du PIB réel par région (évolution annuelle en %)	1
Figure 2. PIB réel (pays sélectionnés, évolution trimestrielle en %)	1
Figure 3. Indice PMI global du secteur manufacturier	2
Figure 4. Indice mensuel de la production industrielle (pays sélectionnés)	2
Figure 5. Indice des activités de services	2
Figure 6. Indice du volume des ventes au détail (pays sélectionnés)	3
Figure 7. Volume global des exportations (en millions de dollars des Etats-Unis)	3
Figure 8. Volume des exportations dans les économies avancées orientées vers l'exportation (pays sélectionnés, en millions de dollars des Etats-Unis)	3
Figure 9. Volume des exportations dans les économies émergentes orientées vers l'exportation (pays sélectionnés, en millions de dollars des Etats-Unis)	4
Figure10. Evolution de l'emploi dans les principales activités économiques (pays sélectionnés, en milliers)	6
Figure11. Evolution du nombre moyen d'heures de travail hebdomadaires effectuées du T1 2008 au T2 2010 dans les principales activités économiques	7
Figure 12. Secteur manufacturier	8
Figure 13. Evolution de l'emploi selon le sexe dans les principales activités économiques (pays sélectionnés, en milliers)	10
Figure14. Construction	11
Figure15. Transports, entreposage & communication	11
Figure16. Commerce de gros et de détail	13
Figure17. Agriculture, foresterie & pêche	14
Figure18. Hôtellerie-restauration	15
Figure19. Services de santé	16
Figure 20. Education	17
Figure 21. Fonction publique	18
Figure 22. Croissance des dépenses de consommation privée (pays sélectionnés, évolution trimestrielle en %)	22
Figure 23. Dépenses privées aux Etats-Unis (en milliards de dollars des Etats-Unis)	22
Figure 24. Dépenses de consommation privée en termes réels (évolution trimestrielle en %)	23
Figure 25. Dépenses de consommation de produits alimentaires, boissons et tabac (pays sélectionnés, en dollars des Etats-Unis)	23
Figure 26. Immatriculations de véhicules particuliers (pays sélectionnés)	25
Figure 27. Royaume-Uni: Evolution (en %) de l'emploi et du PIB durant la crise, du T1 2008 au T1 2009	27
Figure 28. Royaume-Uni: Evolution (en %) de l'emploi et du PIB durant la période de reprise, du T2 2009 au T2 2010	27
Figure 29. Fédération de Russie: Evolution (en %) de l'emploi et du PIB durant la crise, du T1 2008 au T1 2009	27
Figure 30. Fédération de Russie: Evolution (en %) de l'emploi et du PIB durant la période de reprise, du T2 2009 au T2 2010	28
Figure 31. France: Evolution (en %) de l'emploi et du PIB durant la crise, du T1 2008 au T1 2009	28
Figure 32. France: Evolution (en %) de l'emploi et du PIB durant la période de reprise, du T2 2009 au T2 2010	28
Figure 33. France: Valeur ajoutée du PIB par secteur	29
Figure 34. France: Emploi dans le secteur manufacturier (en milliers)	29
Figure 35. Afrique du Sud: Valeur ajoutée du PIB par secteur	29
Figure 36. Afrique du Sud: Emploi dans le secteur manufacturier et dans l'agriculture (en milliers)	30
Figure 37. Afrique du Sud: Evolution (en %) de l'emploi et du PIB durant la crise, du T1 2008 au T1 2009	30
Figure 38. Afrique du Sud: Evolution (en %) de l'emploi et du PIB durant la période de reprise, du T2 2009 au T2 2010	30

Tableaux

Tableau 1. Evolution des salaires dans le secteur public en 2010 (pays sélectionnés)	20
Tableau 2. Aperçu des programmes de consolidation budgétaire dans les pays du G20 et de l'Union européenne	26

Annexes statistiques

Annexe 1: Niveau et évolution de l'emploi dans les principales activités économiques (pays sélectionnés, en milliers)	35
Annexe 2: Niveau et évolution de l'emploi dans les principaux secteurs économiques dans les pays développés et les économies émergentes et en développement (pays sélectionnés, en milliers)	36
Annexe 3.1: Niveau et évolution de l'emploi dans les principales activités économiques en Asie et dans le Pacifique (pays sélectionnés, en milliers)	37
Annexe 3.2: Niveau et évolution de l'emploi dans les principales activités économiques dans les Amériques (pays sélectionnés, en milliers)	38
Annexe 3.3: Niveau et évolution de l'emploi dans les principales activités économiques en Europe (pays sélectionnés, en milliers)	39
Annexe 4: Niveau et évolution de l'emploi selon le sexe dans les principaux secteurs économiques (pays sélectionnés, en milliers)	40
Annexe 5: Nombre moyen d'heures de travail hebdomadaires effectuées dans les principales activités économiques (pays sélectionnés)	41
Annexe 6. Agriculture, foresterie & pêche	42
Annexe 7. Industrie minière	43
Annexe 8. Secteur manufacturier	44
Annexe 9. Services publics de distribution	45
Annexe 10. Construction	46
Annexe 11. Commerce de gros et de détail	47
Annexe 12. Hôtellerie-restauration	48
Annexe 13. Transports, entreposage & communication	49
Annexe 14. Intermédiation financière	50
Annexe 15. Immobilier, locations & activités de services aux entreprises	51
Annexe 16. Fonction publique	52
Annexe 17. Education	53
Annexe 18. Services de santé	54
Annexe 19.1 Salaire mensuel moyen dans l'agriculture, la foresterie & la pêche	55
Annexe 20.1 Salaire hebdomadaire moyen dans l'industrie minière	56
Annexe 20.2 Salaire mensuel moyen dans l'industrie minière	56
Annexe 21.1 Salaire hebdomadaire moyen dans le secteur manufacturier	57
Annexe 21.2 Salaire mensuel moyen dans le secteur manufacturier	57
Annexe 22.1 Salaire hebdomadaire moyen dans les services publics de distribution	58
Annexe 22.2 Salaire mensuel moyen dans les services publics de distribution	58
Annexe 23.1 Salaire hebdomadaire moyen dans la construction	59
Annexe 23.2 Salaire mensuel moyen dans la construction	59
Annexe 24.1 Salaire hebdomadaire moyen dans le commerce de gros et de détail	60
Annexe 24.2 Salaire mensuel moyen dans le commerce de gros et de détail	60
Annexe 25.1 Salaire hebdomadaire moyen dans l'hôtellerie-restauration	61
Annexe 25.2 Salaire mensuel moyen dans l'hôtellerie-restauration	61
Annexe 26.1 Salaire hebdomadaire moyen dans les transports, l'entreposage & la communication	62

Annexe 26.2 Salaire mensuel moyen dans les transports, l'entreposage & la communication	62
Annexe 27.1 Salaire hebdomadaire moyen dans l'intermédiation financière	63
Annexe 27.2 Salaire mensuel moyen dans l'intermédiation financière	63
Annexe 28.1 Salaire hebdomadaire moyen dans l'immobilier, les locations & les activités de services aux entreprises	64
Annexe 28.2 Salaire mensuel moyen dans l'immobilier, les locations & les activités de services aux entreprises	64
Annexe 29.1 Salaire hebdomadaire moyen dans la fonction publique	65
Annexe 29.2 Salaire mensuel moyen dans la fonction publique	65
Annexe 30.1 Salaire hebdomadaire moyen dans l'éducation	66
Annexe 30.2 Salaire mensuel moyen dans l'éducation	66
Annexe 31.1 Salaire hebdomadaire moyen dans les services de santé	67
Annexe 31.2 Salaire mensuel moyen dans les services de santé	67

Principaux repères

Le rythme de la reprise n'est pas assez rapide pour permettre de rétablir les millions d'emplois perdus depuis le début de la crise.

- Malgré un raffermissement de l'activité tout au long du premier trimestre 2010, le rythme de la reprise économique semble s'être ralenti ces derniers mois au niveau mondial. La croissance du PIB au deuxième trimestre a été modérée tant dans les pays développés que dans les économies émergentes dynamiques, en particulier aux Etats-Unis, dans la zone euro, au Japon, en Chine, en Afrique du Sud et au Brésil.
- Les économies émergentes et les économies axées sur les exportations d'Asie, d'Amérique latine et d'Afrique ont continué de montrer la voie à suivre vers la reprise au premier semestre 2010, soutenues par la demande intérieure, les améliorations du cycle des stocks et l'augmentation des échanges commerciaux et des produits de base. Le rôle joué par ces économies dans la reprise s'est considérablement renforcé, puisqu'elles contribuent à près de la moitié de la croissance mondiale.

L'emploi dans les économies avancées est globalement à la traîne dans plusieurs secteurs, tandis que, dans les économies émergentes et en développement, la reprise semble progresser plus rapidement.

- Dans tous les secteurs l'emploi a connu une lente progression au premier semestre 2010. Au niveau mondial, le secteur manufacturier et la construction ont globalement continué d'enregistrer les plus fortes pertes d'emplois au cours du premier semestre 2010, bien qu'à un rythme plus lent. Ces secteurs ont perdu respectivement près de 3 et de 2,2 millions d'emplois au premier trimestre 2010 (par rapport à l'année précédente), tandis qu'au deuxième trimestre 2010 (par rapport à l'année précédente) la baisse était plus prononcée dans le secteur de la construction (1,4 millions) que dans le secteur manufacturier (1,1 millions). Les marchés du travail dans le secteur manufacturier demeurent perturbés, notamment en Europe.
- Le rythme des pertes d'emplois a également diminué dans le commerce de gros et de détail (-0,8 pour cent) ainsi que dans les transports, l'entreposage & les communications (-0,6 pour cent) au deuxième trimestre 2010 (par rapport à l'année précédente), ce qui laisse entrevoir une reprise lente dans ces secteurs, toujours fortement tributaires de l'instabilité observée au premier semestre 2010, tant sur les marchés intérieurs que sur les marchés d'exportation.
- L'instabilité persiste également dans l'intermédiation financière. Après les premiers signes de la reprise au premier semestre 2009, les niveaux d'emploi ont, contre toute attente, connu une forte baisse au troisième trimestre 2009 et n'ont, depuis lors, cessé de suivre une courbe en dents de scie, trimestre après trimestre, ce qui confirme que le secteur est toujours en phase de restructuration, en particulier au Royaume-Uni et aux Etats-Unis.
- Le secteur de l'agriculture a continué à faire preuve d'une bonne capacité de résistance dans toutes les régions au premier semestre 2010, par rapport à 2009, non sans une certaine instabilité observée au niveau mondial au premier trimestre 2010 (-1,1 pour cent) (par rapport à l'année précédente) (voir

figure 10). Les effets du phénomène El Niño dans plusieurs économies d'Asie pourraient expliquer ces tendances. Les niveaux d'emploi dans cette région ont diminué de 5,9 pour cent au premier trimestre 2010 (par rapport à l'année précédente) (voir annexe 3.1).

- La reprise semble se poursuivre dans l'hôtellerie-restauration, ainsi que dans l'immobilier, les locations & les activités de services aux entreprises. Les niveaux d'emploi dans ces deux secteurs ont augmenté respectivement de 1,5 et de 1,1 pour cent au deuxième trimestre 2010 par rapport à 2009. L'activité dans le secteur du tourisme est plus robuste en Asie, dans le Pacifique et en Amérique latine.
- Les niveaux d'emploi dans l'éducation, les services de santé et la fonction publique sont restés positifs au premier semestre 2010, malgré les mesures d'austérité annoncées dans un certain nombre d'économies développées. Le secteur de la santé a, de loin, été le plus actif en matière de création d'emplois durant la période de ralentissement économique. Près de 2,8 millions d'emplois ont été créés au cours du premier trimestre 2010 (par rapport à la même période en 2008). Cette tendance s'est maintenue au cours du deuxième semestre 2010.
- Les ajustements des marchés de l'emploi se sont poursuivis dans tous les secteurs au cours du premier semestre 2010, avec des variations non seulement dans les niveaux de l'emploi, mais aussi dans la durée du travail. Après avoir diminué de manière constante tout au long de l'année 2009, la durée du travail a commencé à se rétablir aux premier et deuxième trimestres 2010 (par rapport à l'année précédente) dans presque tous les secteurs, à l'exception de l'agriculture, de la sylviculture et de la pêche.

La rapidité d'évolution de la situation laisse entrevoir que la reprise se poursuivra dans tous les pays et secteurs d'ici la fin 2010, à un rythme toutefois irrégulier et modéré.

- Au cours du premier semestre 2010, la faible consommation privée dans les économies développées et l'incertitude quant à l'impact des plans de consolidation budgétaire sur la détermination de la durée de la reprise à court terme ont suscité de plus en plus d'inquiétude. De même, on relève des signes de reprise sans création d'emplois dans certains secteurs où le ralentissement économique aurait pu entraîner une réduction plus durable de l'emploi. Cela semble être le cas dans le secteur manufacturier. Le profil et l'intensité de la reprise tendront à dépendre de l'évolution de cette tendance à long terme.
- Dans l'ensemble, les perspectives du marché du travail pour le second semestre 2010 demeurent incertaines dans tous les secteurs. Selon l'enquête menée par Manpower dans 36 pays du monde entier, les employeurs prévoient une amélioration de l'embauche dans 32 pays sur 36 au cours du dernier trimestre 2010 (par rapport à l'année précédente). Or, lorsque les réponses sont analysées sur une base trimestrielle, les perspectives d'embauche se réduisent à 14 pays sur 36. Les employeurs sont plus optimistes dans les Amériques et la région Asie Pacifique qu'en Europe, au Moyen-Orient et en Afrique.

Chapitre 1

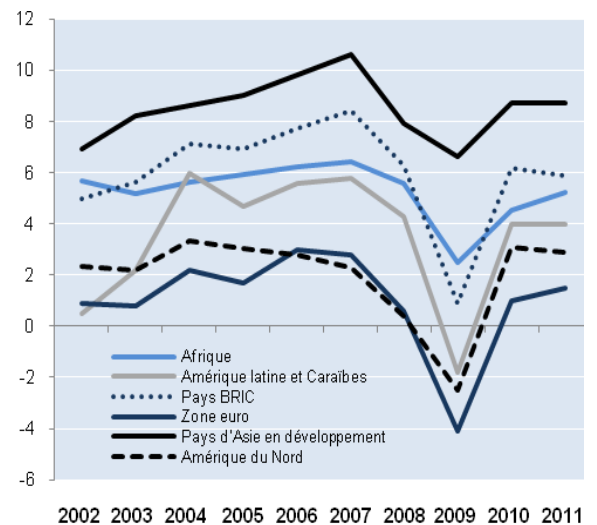
Contexte macroéconomique

Le rythme de la reprise n'est pas assez rapide pour permettre de rétablir les millions d'emplois supprimés depuis le début de la crise¹.

Malgré un raffermissement de l'activité enregistré jusqu'en mai 2010, le rythme de la reprise économique semble s'être ralenti ces derniers mois au niveau mondial. Les estimations de croissance du PIB pour le deuxième trimestre 2010 (en comparaison avec le trimestre précédent) étaient modérées dans un certain nombre d'économies avancées, en particulier aux Etats-Unis (1,6 pour cent), en République de Corée (1,4 pour cent), au Canada (0,5 pour cent) et au Japon (0,1 pour cent)². Même des économies émergentes dynamiques comme la Chine (10,3 pour cent), le Brésil (1,2 pour cent) et l'Afrique du Sud (3,2 pour cent) affichaient une croissance économique modérée durant la même période³. Les récentes inquiétudes au sujet de la viabilité budgétaire pourraient aussi freiner les projections de croissance du PIB, supérieures aux estimations, pour le deuxième trimestre 2010 (1,4 à 1,8 pour cent) dans la zone euro⁴. La reprise en Europe, à l'exception de l'Allemagne, a pris du retard par rapport à d'autres régions, et la croissance dans les pays de l'OCDE demeure précaire (voir figure 2).

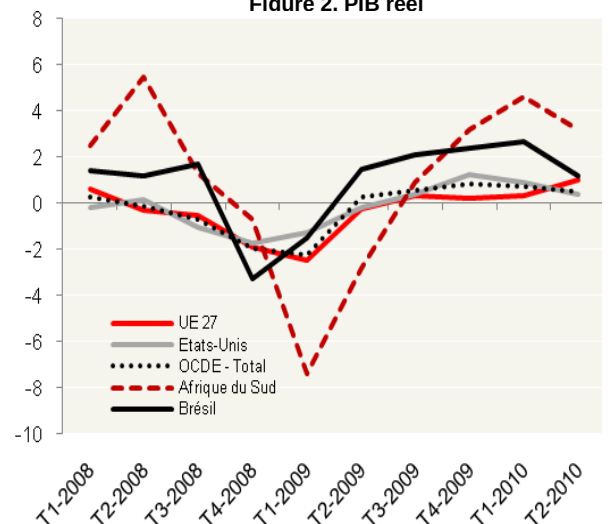
A contrario, les économies émergentes et les économies axées sur les exportations ont continué de mener la reprise au cours du premier semestre 2010, soutenues par la demande intérieure, les améliorations du cycle des stocks et l'augmentation des échanges commerciaux et des produits de base. Les projections de croissance réelle du PIB (par rapport à l'année précédente) demeurent robustes pour l'année 2010 en Asie (7,5 pour cent), en Afrique (4,5 pour cent) et en Amérique latine (4 pour cent)⁵. Le rôle joué par ces économies dans la reprise s'est considérablement renforcé, puisqu'elles contribuent à près de la moitié de la croissance mondiale⁶ (voir figure 1).

Figure 1. Croissance du PIB réel par région (évolution annuelle en %)



Source: BIT sur la base des Perspectives de l'économie mondiale du FMI, avril 2010.

Figure 2. PIB réel



Source: BIT sur la base des Comptes nationaux trimestriels de l'OCDE. Les données sont corrigées des variations saisonnières. Les données relatives à l'Afrique du Sud proviennent du Bureau de statistique national de l'Afrique du Sud.

¹ Selon le Rapport sur le travail dans le monde 2010 publié par le BIT, il faudrait créer en 2011 près de 15 millions d'emplois dans 35 économies avancées et 7 millions d'emplois dans 33 économies émergentes et en développement pour revenir aux niveaux d'emploi d'avant la crise.

² Données fournies par l'OCDE et le Département américain du Commerce.

³ Données fournies par les Bureaux de statistique nationaux de la Chine, du Brésil et de l'Afrique du Sud.

⁴ Estimations de la Banque centrale européenne, septembre 2010.

⁵ FMI, *Mise à jour des Perspectives de l'économie mondiale*, juillet 2010.

⁶ Banque mondiale, *La reprise à la croisée des chemins: rôle des pays en développement et conséquences pour ces pays*, document de travail élaboré pour le Sommet du G20 de Toronto, juin 2010.

Les indicateurs économiques avancés laissent entrevoir que la reprise se poursuivra dans tous les pays et secteurs d'ici la fin 2010, à un rythme toutefois irrégulier et modéré.

Les tendances dans la production manufacturière semblent correspondre au ralentissement modéré observé dans l'activité économique mondiale. Après avoir atteint un niveau record en avril 2010 depuis le début de la crise, l'indice PMI global J.P. Morgan de la production⁷ a enregistré un recul durant tout le deuxième trimestre 2010 (voir figure 3). La production industrielle s'est ralentie dans la zone euro, dans certains pays de l'OCDE et dans les grandes économies émergentes comme l'Inde et le Brésil, ce qui semble indiquer que l'accumulation de stocks s'est stabilisée et que les commandes des entreprises ne se limitent désormais qu'à ce dont elles ont besoin pour satisfaire la demande actuelle (voir figure 4). Le recul a été plus net dans la production de biens intermédiaires et de biens durables. Ces tendances seront étudiées plus en détail au chapitre 3, section A. Le taux de croissance de l'indice PMI global demeure pourtant supérieur à la moyenne enregistrée avant la crise, et les niveaux de production industrielle continuent de remonter dans des pays tels que les Etats-Unis, le Mexique et la République de Corée, stimulés essentiellement par la demande extérieure.

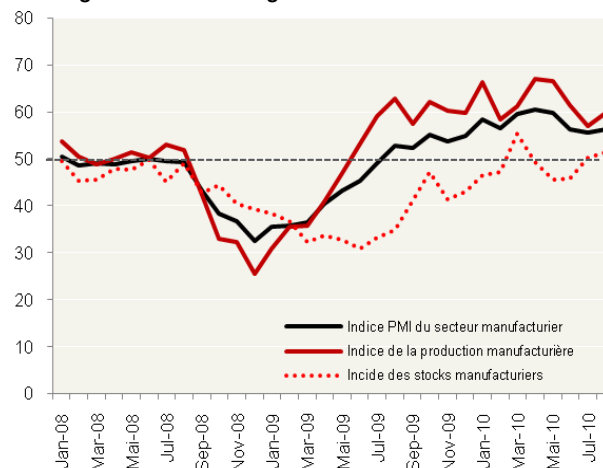
Les activités de services ont progressé à un rythme plus lent que prévu. L'indice PMI global des activités de services⁸ indiquait une tendance à la baisse au deuxième trimestre 2010, après avoir connu une progression ininterrompue depuis le deuxième trimestre 2009 (voir figure 5).

Au deuxième trimestre 2010, la vente au détail a progressé à un rythme plus lent que prévu au Royaume-Uni et au Japon, et elle a baissé de 0,1 pour cent (par rapport au trimestre précédent) dans la zone euro. On observe cependant des disparités croissantes: en Espagne et en Italie, le secteur est quasi léthargique, tandis qu'en

⁷ Le PMI (*Purchasing Managers Index*) est un indicateur composite basé sur des indices de diffusion corrigés des variations saisonnières pour cinq indicateurs de valeur égale: les nouvelles commandes, la production industrielle, l'emploi, les performances des fournisseurs et les stocks. Un indice PMI supérieur à 50 points est signe de croissance ou d'expansion dans le secteur manufacturier par rapport au mois précédent, tandis qu'un indice inférieur à 50 points est signe de contraction de l'activité manufacturière.

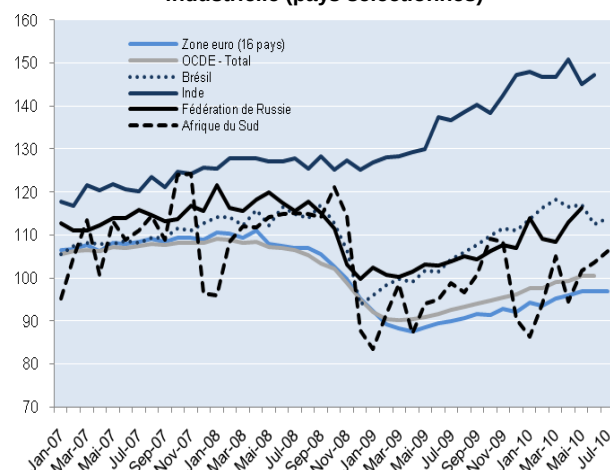
⁸ Il s'agit d'un indicateur composite qui mesure l'activité dans le secteur des services. Les données se présentent sous la forme d'indices de diffusion, un indice supérieur à 50 points étant signe d'expansion dans les activités de services par rapport au mois précédent, tandis qu'un indice inférieur à 50 points est signe de contraction de l'activité dans ce secteur.

Figure 3. Indice PMI global du secteur manufacturier



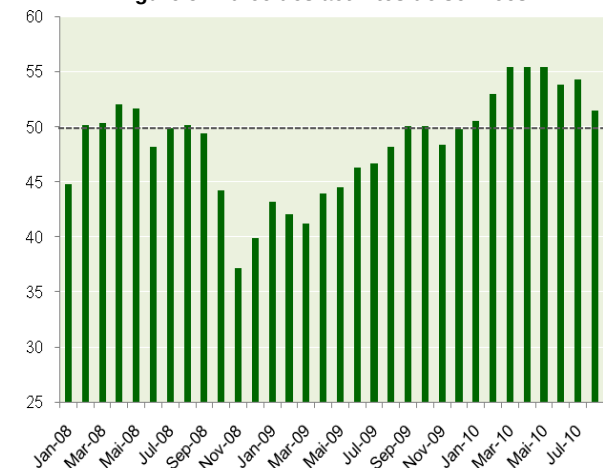
Source: BIT sur la base du Rapport de l'ISM sur l'état des affaires des industries manufacturières et de l'indice manufacturier PMI global J.P. Morgan.

Figure 4. Indice mensuel de la production industrielle (pays sélectionnés)



Source: BIT sur la base des Comptes nationaux trimestriels de l'OCDE. Les données sont corrigées des variations saisonnières. Indice 2005 = 100. Les données relatives à l'Afrique du Sud proviennent du Bureau de statistique national de l'Afrique du Sud.

Figure 5. Indice des activités de services



Source: BIT sur la base de l'indice global J.P. Morgan du secteur manufacturier.

Allemagne et en France, il fait preuve d'une bonne capacité de résistance⁹. Dans l'ensemble, les ventes de biens durables, d'automobile notamment, ont accusé un fort recul.

En revanche, la consommation intérieure et les échanges commerciaux ont continué de stimuler les ventes dans les économies émergentes au cours du premier semestre 2010. En Chine, le volume total des ventes au détail de biens de consommation s'est accru de près de 18 pour cent en juillet 2010 par rapport à la même période de l'année précédente¹⁰. Une tendance similaire a été observée en Afrique du Sud, dans la Fédération de Russie, au Mexique et aux Philippines (voir figure 6). L'augmentation des niveaux de transferts de fonds dans ces pays a également contribué à dynamiser la consommation intérieure¹¹. Quant au commerce de détail, l'activité se situe sur plusieurs fronts, en particulier les biens durables, les biens intermédiaires et les biens non durables. Globalement, la confiance tant des consommateurs que des entreprises reste forte dans ces économies.

La croissance du commerce mondial, pourtant vigoureuse depuis le troisième trimestre 2009, s'est ralentie au deuxième trimestre 2010. Le volume des exportations mondiales a augmenté de 21,4 pour cent en juin 2010 (par rapport à l'année précédente), contre 24 pour cent le mois précédent¹². Cette situation reflète des tendances variables, tant dans les économies avancées que dans les économies émergentes et en développement (voir figure 7).

Les exportations nettes en volume ont commencé à marquer le pas dans les économies où le reprise dépend essentiellement des échanges, notamment au Japon, en Allemagne, en République de Corée et aux Etats-Unis. Aux Etats-Unis, les importations ont nettement plus augmenté que les exportations, aggravant ainsi l'actuel déficit commercial. A l'inverse, dans la zone euro, les exportations et les importations ont progressé de 4,4 pour cent au cours du deuxième trimestre 2010 (par rapport au trimestre précédent) tandis que, dans le même temps, la part du volume net d'échanges dans le PIB des pays hors

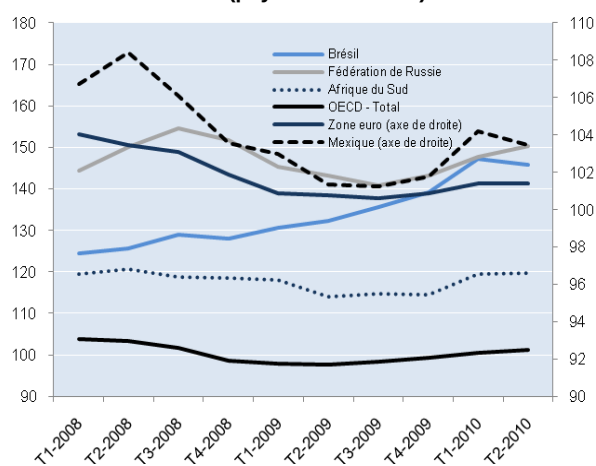
⁹ Markit Economic Research, août 2010.

¹⁰ Bureau de statistique national de la Chine, juillet 2010.

¹¹ D'après les rapports du Conseil national de coordination statistique des Philippines (août 2010) et de la Banque centrale du Mexique (juillet 2010).

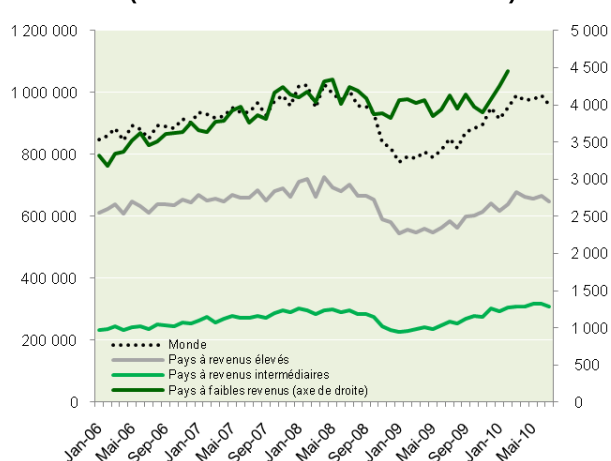
¹² Banque mondiale, Base de données du Moniteur économique mondial.

Figure 6. Indice du volume des ventes au détail (pays sélectionnés)



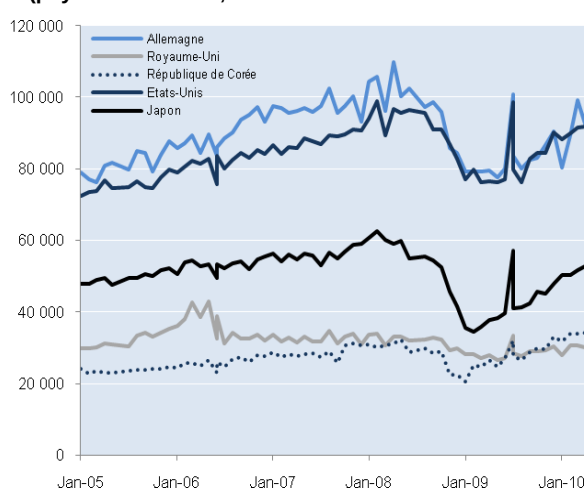
Source: Source: BIT sur la base des Comptes nationaux trimestriels de l'OCDE. Les données sont corrigées des variations saisonnières. Indice 2005 = 100.

Figure 7. Volume global des exportations (en millions de dollars des Etats-Unis)



Source: BIT sur la base du Moniteur économique mondial de la Banque mondiale. Les pays sont classés selon la classification des groupes de revenu de la Banque mondiale. Les données sont des volumes corrigés des variations saisonnières exprimés en millions de dollars des Etats-Unis.

Figure 8. Volume des exportations dans les économies avancées orientées vers l'exportation (pays sélectionnés, en millions de dollars des Etats-Unis)



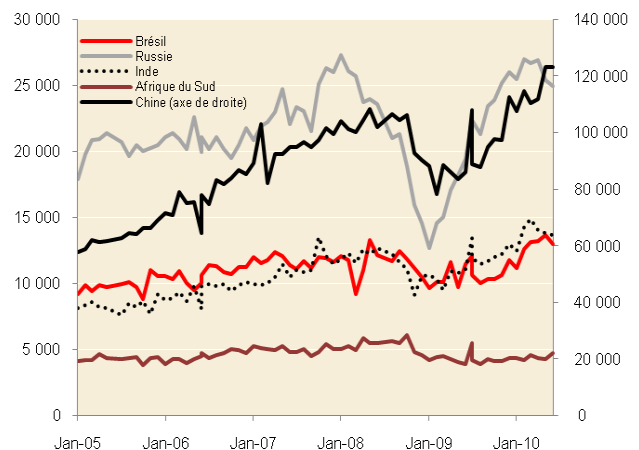
Source: BIT sur la base du Moniteur économique mondial de la Banque mondiale. Les pays sont classés selon la classification des groupes de revenu de la Banque mondiale. Les données sont des volumes corrigés des variations saisonnières exprimés en millions de dollars des Etats-Unis.

zone euro, comme le Royaume-Uni, restait au même niveau¹³ (voir figure 8).

Le volume des exportations a également diminué dans certains pays BRIC, notamment la Fédération de Russie, l'Inde et le Brésil, tandis qu'il a bien résisté en Chine et en Afrique du Sud au cours de la même période (voir figure 9). On a par ailleurs observé un maintien du flux des échanges commerciaux dans d'autres économies en développement jusqu'au premier trimestre 2010. Les prix relativement stables des produits de base, la composition des exportations par produit et par pays, ainsi que l'expansion du commerce Sud-Sud expliquent en partie ce résultat. Certaines particularités de ces tendances seront étudiées plus en détail au chapitre 3, section A¹⁴.

En résumé, au lieu d'être en forme de V et favorisée par le dynamisme des économies émergentes et en développement, la reprise pourrait davantage s'apparenter à une «racine carrée», en raison de la médiocrité des performances économiques des pays avancés. Dans ces circonstances, la production comme l'emploi pourraient, à court terme, s'enliser dans un marasme durable, après la relance relativement rapide de l'activité économique observée depuis le deuxième trimestre 2009.

Figure 9. Volume des exportations dans les économies émergentes orientées vers l'exportation (pays sélectionnés, en millions de dollars des Etats-Unis)



Source: BIT sur la base du Moniteur économique mondial de la Banque mondiale. Les pays sont classés selon la classification des groupes de revenu de la Banque mondiale. Les données sont des volumes corrigés des variations saisonnières exprimés en millions de dollars des Etats-Unis.

¹³ Banque centrale européenne, Bulletin mensuel, septembre 2010.

¹⁴ Selon la Banque mondiale, le commerce Sud-Sud représente actuellement un tiers des échanges commerciaux mondiaux. Voir Banque mondiale, *La reprise à la croisée des chemins: rôle des pays en développement et conséquences pour ces pays*, document de travail élaboré pour le Sommet du G20 de Toronto, juin 2010.

Chapitre 2

Evolution du marché du travail

La reprise de l'emploi est nuancée et demeure instable dans un certain nombre de secteurs.

Dans la logique de certains phénomènes macro-économiques, les marchés du travail continuent de déployer des efforts considérables pour préparer le terrain de la reprise¹⁵. L'emploi a connu une lente progression au cours du premier semestre 2010 dans tous les secteurs. Au niveau mondial, les secteurs manufacturier et de la construction ont globalement continué d'enregistrer les plus fortes pertes d'emplois au cours du premier semestre 2010, bien qu'à un rythme plus lent. Ces secteurs ont perdu respectivement près de 3 et de 2,2 millions d'emplois au premier trimestre 2010 (par rapport à l'année précédente), tandis qu'au deuxième trimestre 2010 (par rapport à l'année précédente) la baisse était plus prononcée dans le secteur de la construction (1,4 millions) que dans le secteur manufacturier (1,1 millions) (voir figure 10).

Le rythme des pertes d'emplois s'est également ralenti dans le commerce de gros et de détail (-0,8 pour cent) ainsi que dans les transports, l'entreposage & les communications (-0,6 pour cent) au deuxième trimestre 2010 (par rapport à l'année précédente), ce qui laisse entrevoir une reprise lente dans ces secteurs, qui demeurent toujours fortement tributaire de l'instabilité observée au premier semestre 2010, tant sur les marchés intérieurs que sur les marchés d'exportation (voir annexe 1).

L'instabilité persiste également dans l'intermédiation financière. Après les premiers

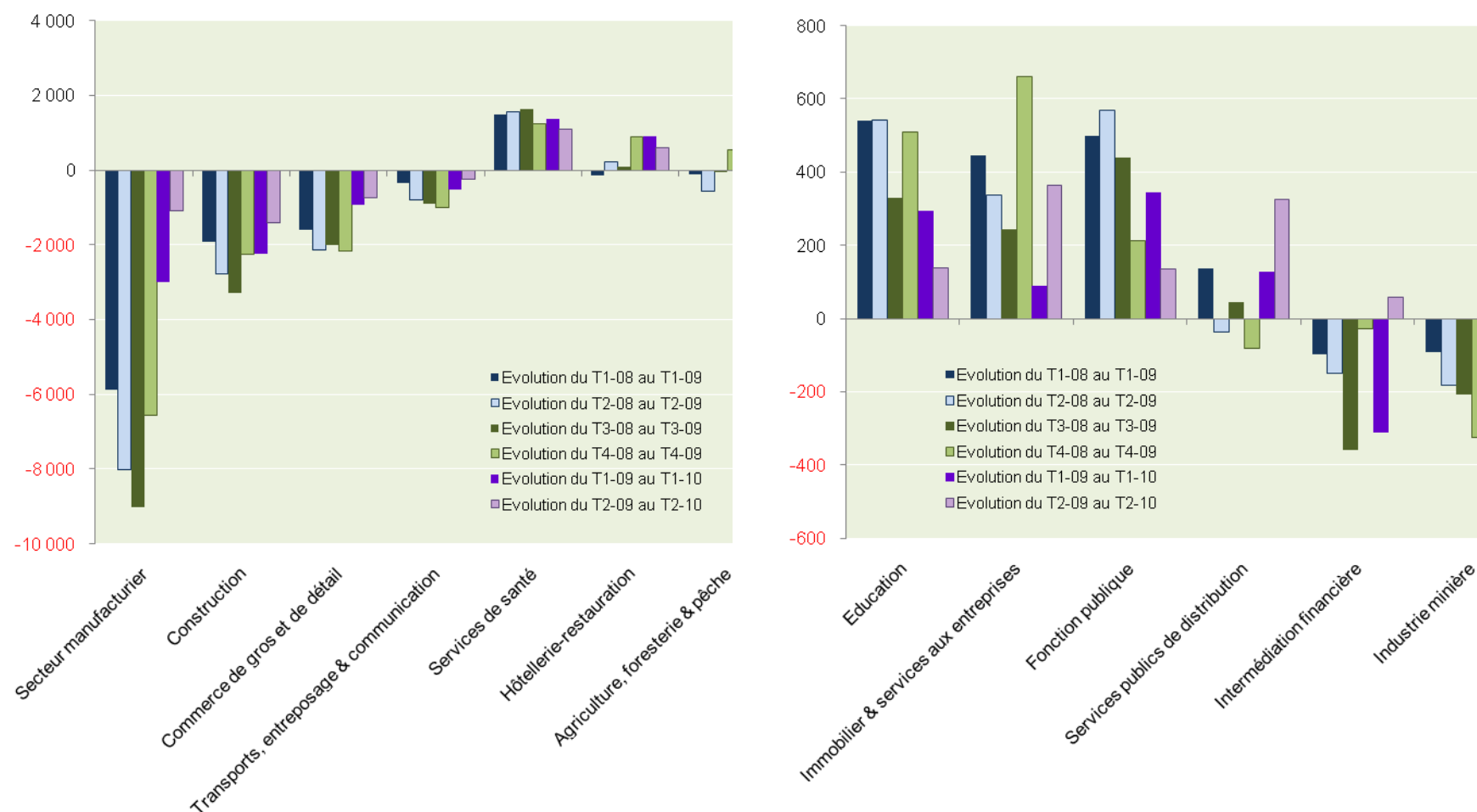
signes de la reprise au premier semestre 2009, les niveaux d'emploi ont, contre toute attente, connu une forte baisse au troisième trimestre 2009 et n'ont, depuis lors, cessé de suivre une courbe en dents de scie, trimestre après trimestre, ce qui confirme que le secteur est toujours en phase de restructuration, en particulier au Royaume-Uni et aux Etats-Unis. Dans le monde entier, les niveaux d'emploi au premier trimestre 2010 étaient 1,4 pour cent inférieurs à ceux de la même période l'année précédente, et ils ont légèrement progressé au deuxième trimestre 2010 (0,2 pour cent) (par rapport à l'année précédente) (voir figure 10 et annexe 1).

Le secteur de l'agriculture a continué à faire preuve d'une bonne capacité de résistance dans toutes les régions au premier semestre 2010, par rapport à 2009, non sans une certaine instabilité observée au niveau mondial au premier trimestre 2010 (-1,1 pour cent) (par rapport à l'année précédente) (voir figure 10). Les effets du phénomène El Niño dans plusieurs économies d'Asie pourraient expliquer ces tendances. Les niveaux d'emploi dans cette région ont diminué de 5,9 pour cent au premier trimestre 2010 (par rapport à l'année précédente) (voir annexe 3.1).

La reprise semble se poursuivre dans l'hôtellerie-restauration, ainsi que dans l'immobilier, les locations & les activités de services aux entreprises. Les niveaux d'emploi dans ces deux secteurs ont augmenté respectivement de 1,5 et de 1,1 pour cent au deuxième trimestre 2010, par rapport à 2009 (voir figure 10). En fait, dans le premier de ces secteurs, l'emploi n'a diminué qu'au premier trimestre 2009 (-0,5 pour cent) (par rapport à l'année précédente) et, dans le second, aucune perte d'emploi (par rapport à l'année précédente) n'a été

¹⁵ Cette section analyse l'évolution du marché du travail sur la base des informations dont disposait l'OIT en octobre 2010 pour 51 pays (28 pays développés et 23 pays émergents et en développement) dans 13 secteurs d'activité économique. La définition des activités économiques se base sur la Classification internationale type, par industrie, de toutes les branches d'activité économique (CITI) des Nations Unies, troisième révision. Pour les besoins de l'analyse, la période de récession se réfère à l'évolution, tant de l'emploi que du PIB, observée au T1 2009 par rapport au T1 2008, et la période de reprise fait référence à l'évolution, tant de l'emploi que du PIB, constatée au T2 2010 par rapport au T2 2009.

Figure 10. Evolution de l'emploi dans les principales activités économiques (pays sélectionnés, en milliers)



Source: BIT sur la base des enquêtes nationales sur la main-d'œuvre et des estimations officielles de chaque pays. Les données concernant l'Union européenne sont fournies par Eurostat.
 Note: Les pays inclus dans chaque secteur figurent à l'annexe 1.

enregistrée depuis le début de la crise (voir annexe 1).

De même, les niveaux d'emploi dans l'éducation, les services de santé et la fonction publique sont restés positifs au premier semestre 2010, malgré les mesures d'austérité annoncées dans un certain nombre d'économies développées (voir figure 10). Des pertes d'emploi sont toutefois prévues dans les services publics d'ici la fin 2010 et en 2011, à mesure que les pays mettent en place des plans de consolidation budgétaire.

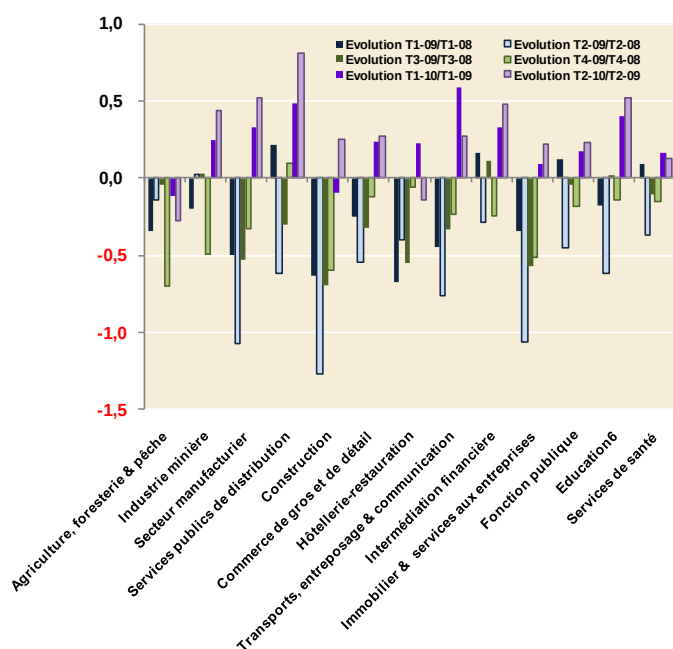
Les ajustements des marchés de l'emploi se sont poursuivis dans tous les secteurs au cours du premier semestre 2010, avec des variations non seulement dans les niveaux de l'emploi, mais aussi dans la durée du travail. Après avoir diminué de manière constante tout au long de l'année 2009, la durée du travail a commencé à se rétablir aux premier et deuxième trimestres 2010 (par rapport à l'année précédente) dans presque tous les secteurs pour lesquels des informations sont disponibles, à l'exception de l'agriculture, de la sylviculture & de la pêche (voir figure 11 et annexe 5). Si le partage du travail et la réduction de la durée du travail ont

été des éléments essentiels pour limiter de nouvelles pertes d'emplois, le retard qu'ils pourraient occasionner dans la reprise de l'emploi à court terme suscite de plus en plus d'inquiétude. Si les employeurs optent pour une augmentation de la durée du travail de leurs employés au lieu d'en embaucher de nouveaux, on s'expose alors à un risque accru de reprise sans création d'emplois. Certains signes de ce type comportement dans différents secteurs seront analysés plus en détail au chapitre 3, section C.

Dans l'ensemble, les perspectives du marché du travail pour le second semestre 2010 demeurent incertaines dans tous les secteurs. Selon l'enquête menée par Manpower¹⁶ dans 36 pays du monde entier, les employeurs prévoient une amélioration de l'embauche dans 32 pays sur 36 au cours du dernier trimestre 2010 (par rapport à l'année précédente). Or, lorsque les réponses sont analysées sur une base trimestrielle, seuls 14 pays sur 36 font état de perspectives d'embauche. Les employeurs sont plus optimistes dans les Amériques et la région Asie Pacifique qu'en Europe, au Moyen-Orient et en Afrique¹⁷.

L'emploi dans les économies avancées est généralement à la traîne dans plusieurs secteurs, tandis que, dans les économies émergentes et en développement, la reprise semble progresser plus rapidement. Cette situation varie toutefois d'un secteur et d'un pays à l'autre, pour des raisons qui vont de la solidité des fondamentaux économiques aux différences entre les structures et institutions des marchés du travail, en passant par le rôle que jouent les politiques mises en œuvre pour faire face aux fluctuations conjoncturelles de la production et de l'emploi en période de ralentissement économique. Dans l'ensemble, ces facteurs semblent influencer la rapidité d'adaptation des marchés du travail¹⁸.

Figure 11: Evolution du nombre moyen d'heures de travail hebdomadaires effectuées du T1 2008 au T2 2010 dans les principales activités économiques



Source: BIT sur la base des enquêtes nationales sur la main-d'œuvre et des estimations officielles de chaque pays. Les données concernant l'Union européenne sont fournies par Eurostat.

Note: Les pays inclus dans chaque secteur figurent à l'annexe 5.

¹⁶ Le Baromètre Manpower des perspectives d'emploi est une enquête menée chaque trimestre auprès d'employeurs pour connaître leurs intentions de recrutement ou de licenciement pour le trimestre à venir. Cette enquête est menée dans 36 pays et territoires du monde entier auprès des directeurs des ressources humaines et des responsables du recrutement de 62'000 entreprises privées et organismes publics.

¹⁷ Voir *Manpower Employment Outlook Survey Global*, Q4 2010.

¹⁸ Les figures représentées dans cette section sont basées sur des informations provenant de sources nationales officielles et d'Eurostat.

Dans le secteur manufacturier, de moins en moins d'économies émergentes et de pays avancés annonçaient des créations d'emplois au premier semestre 2010, ce qui confirme que la reprise dans ce secteur est loin d'être assurée. Poussés par une expansion diversifiée des activités industrielles et des exportations, les niveaux d'emploi ont augmenté au deuxième trimestre 2010 (par rapport à l'année précédente) en Malaisie (9,8 pour cent), en République de Corée (4,7 pour cent), en Turquie (4,3 pour cent), au Mexique (4 pour cent), au Brésil (6,5 pour cent) et à Taiwan (Chine) (2,9 pour cent). La production manufacturière a également progressé au Canada et au Royaume-Uni (1,6 pour cent respectivement) au cours de la même période (par rapport au trimestre précédent), entraînant une amélioration plus rapide des niveaux d'emploi. Une tendance similaire semble se profiler aux Etats-Unis, bien qu'à un rythme plus lent (voir figure 12).

Les améliorations dans la production d'équipements et de machines, notamment dans l'industrie automobile, semblent stimuler la reprise dans le secteur manufacturier, en particulier en République de Corée, au Mexique et au Brésil. L'Association nationale des constructeurs automobiles du Brésil a annoncé une croissance de 17,6 pour cent (par rapport à l'année précédente) au cours des neuf premiers mois de l'année 2010¹⁹. Au cours de la même période, la production s'est accrue de 26,9 pour cent en République de Corée²⁰, et de 67,4 pour cent au Mexique²¹. En 2010, la Chine est devenue le premier producteur de véhicules automobiles²², tandis qu'aux Etats-Unis et en Europe la production et les ventes stagnent depuis l'arrivée à échéance de certaines mesures gouvernementales temporaires (programmes de prime à la casse), portant ainsi atteinte à la reprise générale de l'emploi dans le secteur manufacturier de l'ensemble des pays concernés.

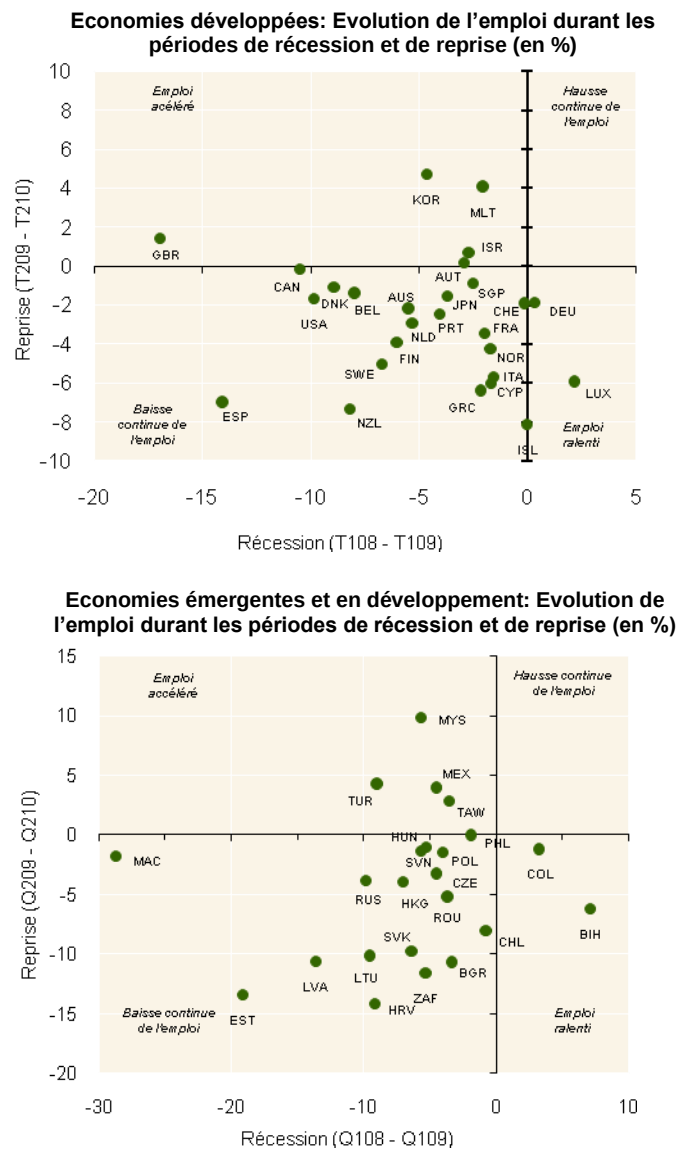
¹⁹ Voir Association nationale des constructeurs automobiles du Brésil, Bulletin statistique mensuel, octobre 2010.

²⁰ Voir Association coréenne des constructeurs automobiles, Statistiques mensuelles, septembre 2010.

²¹ Voir Association mexicaine de l'industrie automobile, Statistiques de juillet 2010.

²² Selon l'Organisation internationale des constructeurs automobiles, la Chine a accru sa production de 48,3 pour cent en 2009 par rapport à l'année précédente.

Figure 12. Secteur manufacturier



En fait, le marché du travail dans le secteur manufacturier reste perturbé en Europe. Si le secteur industriel (à l'exception de la construction) a été le principal moteur de la reprise – la valeur ajoutée a augmenté de 1,9 pour cent dans la zone euro au deuxième trimestre 2010 (par rapport au trimestre précédent)²³ –, l'emploi a, dans le même temps, diminué de 2,4 pour cent (voir annexe 3.3). La tendance à la baisse de l'emploi se poursuit essentiellement en France (-3,4 pour cent), en Italie (-5,7 pour cent), en Grèce (-6,4 pour cent) et en Islande (-8,1 pour cent), tandis que, dans les pays baltes et les pays émergents d'Europe centrale, l'emploi au deuxième trimestre 2010 était en

²³ Banque centrale européenne, Bulletin mensuel, septembre 2010.

moyenne nettement inférieur aux niveaux observés à la même période de l'année précédente (-12 pour cent). L'Autriche, le Danemark, la Hongrie et la Pologne sont les rares exceptions où les niveaux d'emploi se sont accrus au deuxième trimestre 2010 (par rapport au trimestre précédent), bien qu'ils restent très instables.

Parmi les économies émergentes, les Philippines et la Colombie ont connu un fléchissement de la reprise au deuxième trimestre 2010, après une période de création d'emplois observée lors des trimestres précédents (voir figure 12).

En Afrique du Sud, l'emploi a considérablement régressé au cours de la même période, malgré une croissance positive du PIB dans le secteur manufacturier, ce qui laisse entrevoir la possibilité de nouveaux changements structurels. Cette tendance sera analysée de manière plus approfondie au chapitre 3, section C.

Il convient de relever qu'au deuxième trimestre 2010 (par rapport au trimestre précédent), les hommes ayant perdu leur emploi ont eu plus de facilité à retrouver du travail que les femmes, notamment en Europe, tandis que dans plusieurs économies émergentes – Taiwan (Chine) et Colombie – c'est l'inverse qui s'est produit (voir annexe 4). Toutefois, il est encore trop tôt pour tirer des conclusions ou définir des tendances en ce sens, car les données disponibles ne sont pas suffisamment solides et la reprise n'en est qu'à ses prémices. A ce jour, les informations semblent indiquer que, dans l'ensemble, les hommes sont plus nombreux que les femmes à avoir perdu leur emploi dans ce secteur depuis le début de la crise, en raison de leur plus forte représentation dans la structure globale du secteur (voir figure 13).

Malgré un ralentissement général de l'activité manufacturière, les perspectives d'emploi dans ce secteur sont généralement optimistes pour le prochain semestre. Selon le Baromètre Manpower des perspectives d'emploi, dans 26 pays sur 34, les employeurs prévoient d'embaucher des travailleurs au dernier trimestre 2010. L'optimisme est plus prononcé dans les économies émergentes d'Asie et

d'Amérique latine, tandis que les perspectives sont plus sombres dans les pays d'Europe²⁴.

L'activité dans le secteur de la construction est globalement toujours en demi-teinte, et la reprise du marché du travail est inégale dans les pays développés et dans les économies émergentes et en développement. Si le recul des projets d'infrastructure et de génie civil a eu une incidence sur les résultats du secteur, la baisse de la production dans la construction est pour l'essentiel attribuée aux changements constatés dans le secteur de l'immobilier.

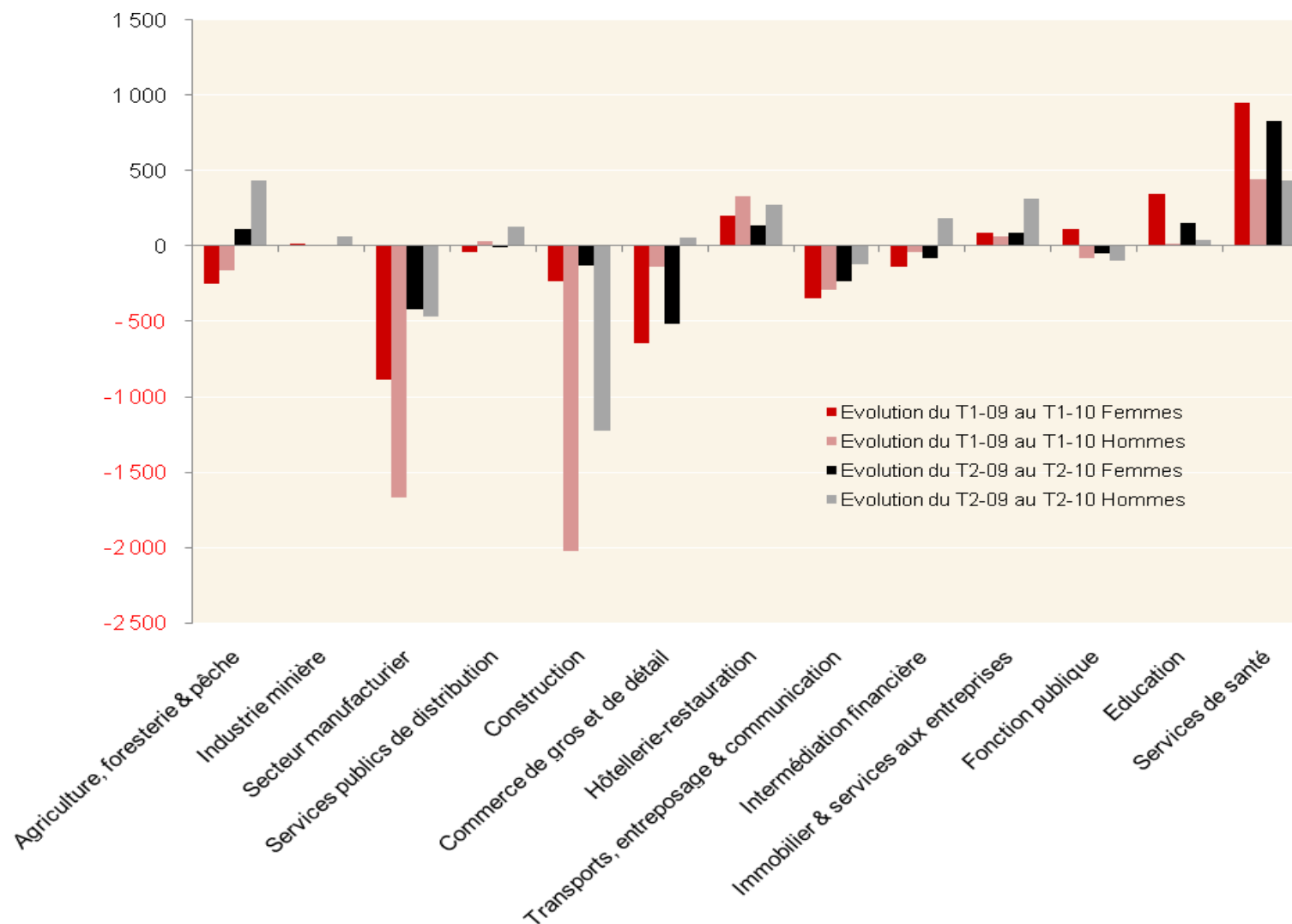
C'est dans les pays européens que la reprise de l'emploi dans ce secteur suscite le plus inquiétude, en particulier dans les pays baltes, où les niveaux d'emploi au deuxième trimestre 2010 (par rapport à l'année précédente) ont chuté de 32 pour cent en Lituanie, par exemple, tandis que l'Irlande, le Danemark, la Grèce, l'Espagne et le Royaume-Uni ont fort à faire pour revenir à leurs niveaux d'emploi antérieurs (voir figure 14). Les plus fortes pertes d'emplois dans ce secteur s'expliquent en partie par la capacité de production excédentaire et par la forte concentration de travailleurs temporaires dans certains pays de la zone euro. La rigueur inhabituelle de l'hiver 2009 pourrait aussi être à l'origine du fléchissement à la fois de l'emploi et de l'activité dans certains pays²⁵.

De même, la fragilité des fondamentaux dans le secteur du logement ainsi que l'insuffisance des investissements dans les structures non résidentielles aux Etats-Unis ont continué de freiner l'emploi dans la construction. Plus de 1,7 millions d'emplois ont été perdus dans ce secteur rien qu'aux Etats-Unis depuis le premier trimestre 2008 (voir annexe 10). Dans certaines économies émergentes, telles que Macao (Chine) et l'Afrique du Sud, l'emploi a considérablement chuté (-20,4 et -9,9 pour cent respectivement) au deuxième trimestre 2010 (par rapport à l'année précédente). L'aboutissement de plusieurs projets

²⁴ Voir *Manpower Employment Outlook Survey Global*, Q4 2010.

²⁵ Banque centrale européenne, Bulletin mensuel, septembre 2010.

Figure 13. Evolution de l'emploi selon le sexe dans les principales activités économiques (pays sélectionnés, en milliers)

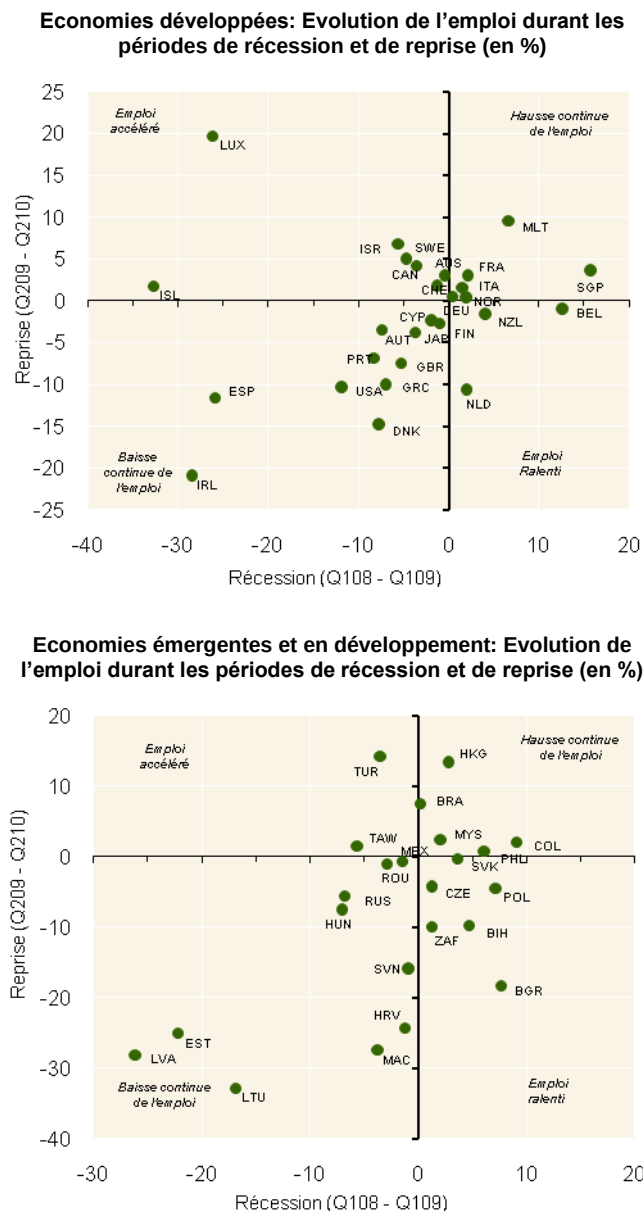


Source: BIT sur la base des enquêtes nationales sur la main-d'œuvre et des estimations officielles de chaque pays. Les données concernant l'Union européenne sont fournies par Eurostat.

Note: Les pays inclus dans chaque secteur figurent à l'annexe 4.

d'infrastructure liés à la Coupe du Monde de la FIFA pourraient en partie expliquer ce soudain changement en Afrique du Sud.

Figure 14. Construction

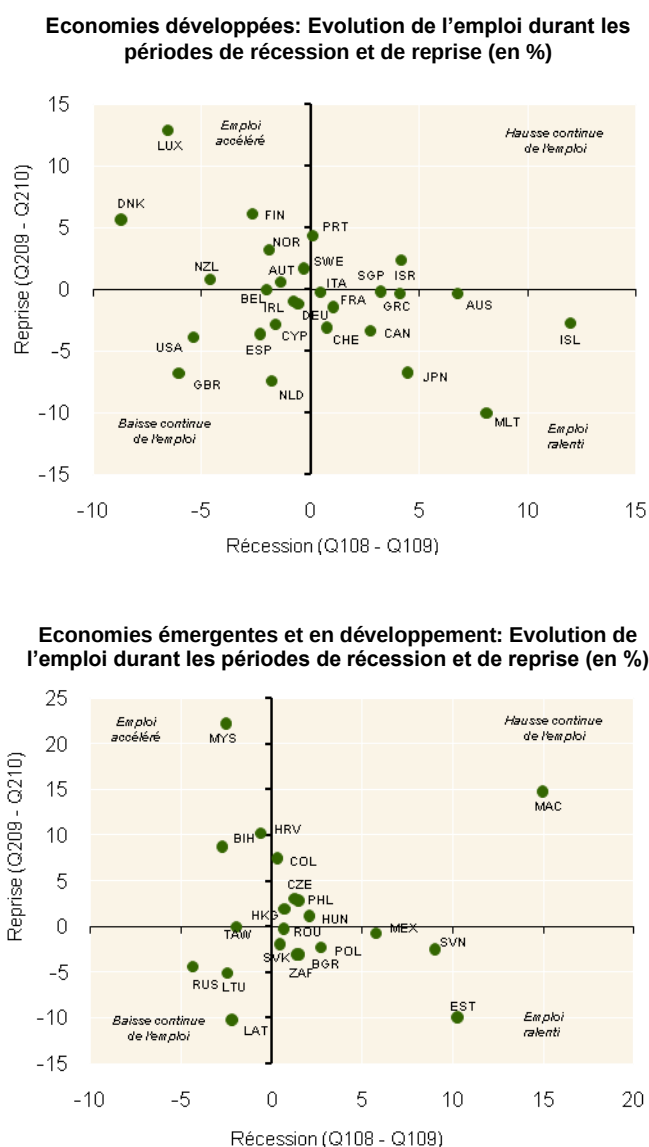


En revanche, la reprise s'accélère dans plusieurs pays d'Asie, notamment Hong Kong (Chine), la Malaisie, Singapour et Taiwan (Chine), ainsi qu'en Amérique latine, avec de bons résultats obtenus au Brésil (voir figure 14). Les politiques anticycliques convenues entre le gouvernement et le secteur privé au Brésil, y compris l'expansion du crédit, la baisse des taux d'intérêt et un vaste programme de travaux

publics, ont fortement contribué à stimuler les performances du secteur de la construction²⁶.

Cette évolution positive semble concorder avec les anticipations des employeurs, qui prévoient de continuer à embaucher aux troisième et quatrième trimestres 2010, en particulier dans des pays comme le Brésil et le Mexique. Les perspectives d'embauche sont toutefois moins optimistes dans les pays européens, notamment en Roumanie, en Grèce et en Italie²⁷.

Figure 15. Transports, entreposage & communication



²⁶ Perfil da Cadeia Produtiva da Construção e da Indústria de Materiais e Equipamentos, Fundação Getulio Vargas et ABRAMAT, 2010. <http://www.abramat.org.br/>

²⁷ Voir Manpower Employment Outlook Survey Global, Q4 2010.

L'activité dans le secteur des services est moins sensible aux phénomènes cycliques que dans les secteurs manufacturier et de la construction. Dans l'ensemble, les marchés du travail dans le commerce de gros et de détail et, dans une moindre mesure, dans les transports, l'entreposage & les communications, semblent avoir réagi favorablement à l'évolution tant des marchés intérieurs que des marchés d'exportation, notamment dans un certain nombre d'économies émergentes et en développement, comme l'indique le chapitre 2 (voir figures 15 et 16). Au deuxième trimestre 2010 (par rapport à l'année précédente), les niveaux d'emploi ont continué de progresser dans le commerce de gros et de détail au Mexique (4,2 pour cent), en Pologne (2,1 pour cent), à Hong Kong (Chine) (2 pour cent) et au Brésil (1,2 pour cent), ce qui confirme la tendance à la hausse observée dans ces pays depuis le troisième trimestre 2009 (voir annexe 11). Toutefois, le ralentissement dans le commerce de détail constaté au deuxième trimestre 2010 semble avoir contribué à faire disparaître une partie des emplois qui avaient été créés au cours des trimestres précédents en Malaisie et aux Philippines, et plus particulièrement dans certains pays émergents d'Europe, comme la Croatie, la Slovénie et la République tchèque. L'Afrique du Sud est l'un des rares pays émergents où la reprise de l'emploi n'a pas encore démarré, malgré les contributions positives apportées par ce secteur à la croissance du PIB au deuxième trimestre 2010²⁸ (voir figure 16).

Dans les économies développées, les tendances à la reprise dans le commerce de gros et de détail semblent plus contrastées. En Europe, le secteur des services enregistrait au deuxième trimestre 2010 une augmentation de 0,6 pour cent en valeur ajoutée, contre 0,3 pour cent au trimestre précédent, ce qui n'a toutefois pas suffi pour stimuler la création d'emplois²⁹. La France et l'Allemagne ont mieux résisté que l'Italie et l'Espagne, où la reprise a plutôt stagné (voir figure 16). En Espagne, près de 340 000 emplois ont été perdus dans ce secteur

rien qu'au deuxième trimestre 2010 par rapport à la même période en 2008 (voir annexe 11). La Belgique est l'une des rares exceptions positives de la région, avec des niveaux d'emploi en augmentation de 5 pour cent au deuxième trimestre 2010 (par rapport à l'année précédente).

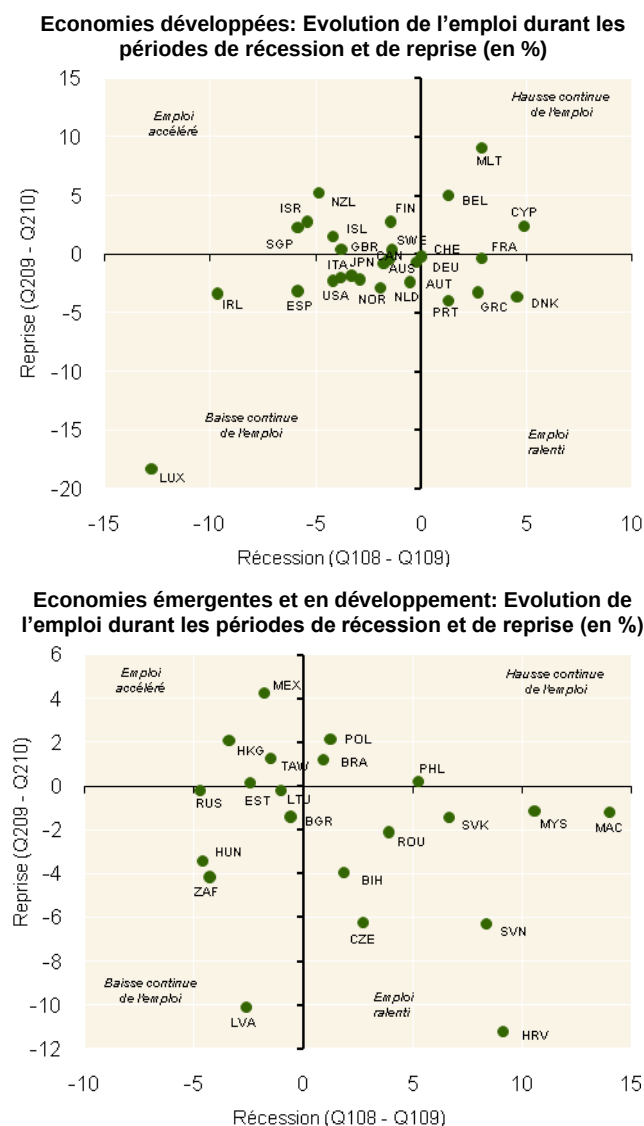
Dans les économies où la consommation privée est habituellement élevée, comme les États-Unis et le Japon, l'emploi dans le commerce de gros et de détail reprend lentement. Une contraction des dépenses de consommation plus forte que prévu durant l'année 2008 et au début de l'année 2009, ainsi que l'intensité des pertes d'emplois observée dans le secteur expliquent en partie les difficultés d'une reprise plus dynamique (pour d'autres informations, voir chapitre 3, section A). Près de 1,4 millions d'emplois ont été supprimés dans ce secteur rien qu'aux États-Unis au deuxième trimestre 2010, par rapport à la même période en 2008, tandis qu'au Japon un demi-million d'emplois ont été perdus entre le plus fort de la crise (premier trimestre 2008) et la période la moins sombre (dernier trimestre 2009) (voir annexe 11).

Contrairement aux secteurs manufacturier et de la construction, la main-d'œuvre dans le secteur des services est essentiellement féminine, notamment dans le commerce de gros et de détail. Dans la logique de la structure de la main-d'œuvre, l'emploi des femmes semble avoir mieux repris que l'emploi des hommes au cours du premier semestre 2010, en comparaison avec l'année 2009. On constate cette tendance tant dans les pays où la reprise est sur la bonne voie que dans ceux où elle est en demi-teinte. Cependant, compte tenu que la reprise n'en est qu'à ses prémices, les niveaux d'emploi demeurent dans l'ensemble inférieurs à ceux observés au deuxième trimestre 2009, tant pour les hommes que pour les femmes (voir figure 13 et annexe 4).

²⁸ Le Bureau de statistique national de l'Afrique du Sud indique que la part du commerce de gros et de détail, du commerce automobile et de l'industrie hôtelière représentait 0,7 pour cent de la croissance du PIB au deuxième trimestre 2010.

²⁹ Banque centrale européenne, Bulletin mensuel, septembre 2010.

Figure 16. Commerce de gros et de détail



A l'inverse de l'évolution timide observée dans les secteurs manufacturier et des services, la reprise semble se consolider dans des secteurs qui ont mieux résisté, comme l'agriculture et l'hôtellerie-restauration. Cette tendance est visible tant dans les économies avancées que dans les économies émergentes. Au cours du premier semestre de l'année, rares étaient les économies qui ont été confrontées à des licenciements dans le secteur de l'agriculture (en comparaison d'autres secteurs). L'Irlande, la Slovaquie, la Slovénie, la Fédération de Russie et l'Afrique du Sud figurent parmi les pays où l'emploi reste en retrait par rapport aux gains de production enregistrés au deuxième trimestre 2010 (voir figure 17). Dans la Fédération de Russie comme en Afrique du Sud, le PIB

agricole a augmenté de respectivement 2,1 et 3,9 pour cent, tandis que l'emploi régressait de 6,5 dans le premier et de 13 pour cent dans le second. Les facteurs structurels (voir chapitre 3, section C) peuvent expliquer les chiffres des marchés du travail en Afrique du Sud.

Les différences dans les structures agricoles et les modèles d'échanges commerciaux qui sont apparues au cours des dix dernières années (pour plus d'informations, voir chapitre 3) pourraient en partie expliquer les meilleurs résultats obtenus sur les marchés du travail dans la région de l'Asie et du Pacifique. L'emploi a continué de progresser de manière constante au deuxième trimestre 2010 (par rapport à l'année précédente) en Nouvelle-Zélande (7 pour cent), en Malaisie (3,6 pour cent) et à Taiwan (Chine) (2,6 pour cent), et il a renoué avec la croissance au cours de la même période en Australie, au Japon, en République de Corée et aux Philippines, après une certaine instabilité au premier trimestre 2010 liée aux effets du phénomène El Niño. Il semblerait que les Philippines et Sri Lanka soient les pays les plus touchés, avec respectivement 759 230 et 628 750 emplois supprimés au premier trimestre 2010 (par rapport à l'année précédente) (voir annexe 6).

Les mesures politiques adoptées en Chine, en Inde et au Bangladesh pour permettre aux agriculteurs d'acquérir des moyens de production et des machines et pour alléger la charge fiscale, associées à d'autres mesures visant à stabiliser les prix des céréales de base³⁰, semblent avoir contribué à maintenir la stabilité dans les activités agricoles et à contrecarrer les effets du ralentissement économique dans ces pays. Ainsi, le taux de croissance du PIB dans le secteur primaire (essentiellement l'agriculture) en Chine était de 3,6 pour cent au deuxième trimestre 2010 (par rapport à l'année précédente)³¹, tandis qu'en Inde la part de l'agriculture dans le PIB s'est accrue de 2,8 pour cent au premier trimestre 2009-2010 (par rapport à

³⁰ Voir BIT, *Review of sector-specific stimulus packages and policy responses to the global economic crisis* (polycopié), Département des activités sectorielles, 2009; et BIT, Rizwanul Islam et Graeme Buckley, *Rising food prices and their implications for employment, decent work and poverty reduction*, document de travail No. 30, Département de l'analyse économique et des marchés du travail, 2009.

³¹ Voir Bureau de statistique national de la Chine, *Rapport sur le PIB*, deuxième trimestre 2010.

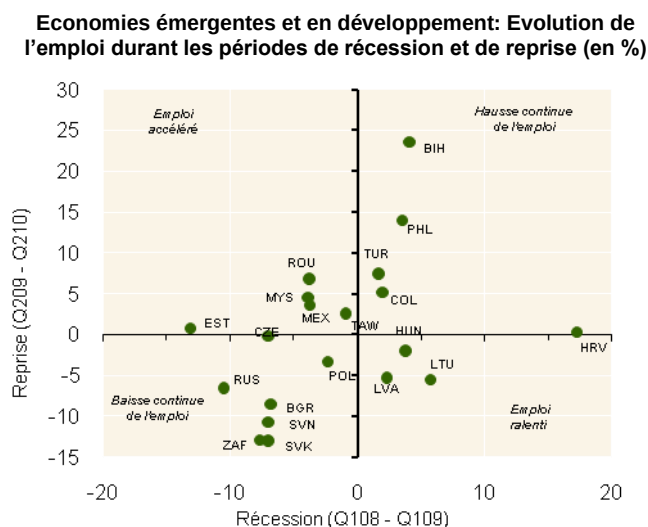
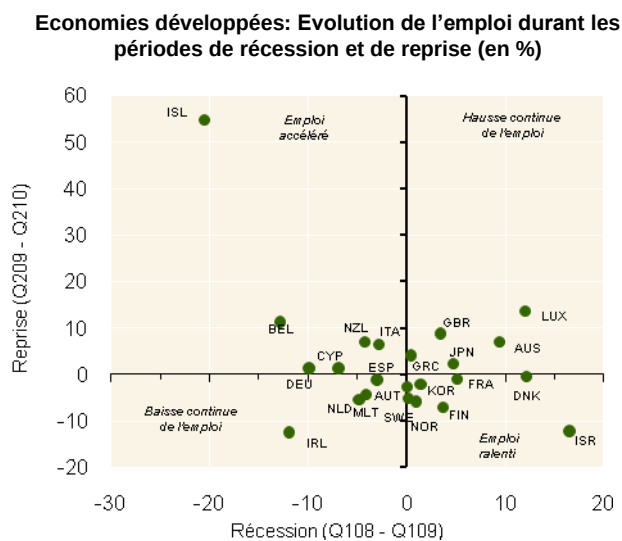
l'année précédente)³².

De même, la reprise en Amérique latine a été constante, notamment en Colombie et au Mexique. Les niveaux d'emploi au premier semestre 2010 étaient supérieurs à ceux enregistrés au cours de la même période l'année précédente dans ces deux pays (voir figure 17 et annexe 6). Cette tendance se calque également sur l'augmentation de la part de l'agriculture dans le PIB qui, dans le cas du Mexique, a atteint 4,8 pour cent au deuxième trimestre (par rapport à l'année précédente)³³.

Le tourisme et l'hôtellerie-restauration comptent parmi les rares secteurs où l'emploi a connu un léger ajustement durant la période de ralentissement économique. Au niveau mondial, l'emploi dans l'hôtellerie-restauration n'a en fait reculé qu'au dernier trimestre 2008 et au début 2009. Depuis lors, la création d'emplois dans ce secteur a été constante, à l'exception du dernier trimestre 2009 et du premier trimestre 2010, du fait sans doute du caractère saisonnier du secteur et de l'incidence des conditions climatiques inhabituelles dans l'hémisphère Nord durant cette période. Reste que l'emploi dans ce secteur a progressé au niveau mondial de 1,5 pour cent au deuxième trimestre 2010 (par rapport à l'année précédente) (voir figure 10 et annexe 1).

Dans les économies développées, les marchés du travail dans l'hôtellerie-restauration ont fait preuve d'un grand dynamisme au deuxième trimestre 2010 (par rapport à l'année précédente), notamment en Australie (6,25 pour cent) et au Royaume-Uni (6,9 pour cent), suivis par la France, l'Italie et les Pays-Bas. On relève quelques exceptions au cours de cette même période, à savoir la Nouvelle-Zélande (-2,9 pour cent), Chypre (-0,35 pour cent), l'Autriche (-0,28 pour cent) et la Norvège (-3,64 pour cent), tandis que les gains d'emplois ont ralenti au Japon, au Danemark et en Islande par rapport aux trimestres précédents. Moins nombreux sont les pays, en particulier la Grèce, l'Espagne et

Figure 17. Agriculture, foresterie & pêche



le Portugal, où les tendances négatives de l'emploi observées depuis le début de la crise ne se sont pas encore inversées. Aux Etats-Unis, enfin, la reprise reste peu soutenue (voir figure 18 et annexe 12).

Plusieurs pays d'Europe centrale (Bulgarie et Slovaquie), les pays baltes et la Fédération de Russie comptent parmi les rares économies émergentes où l'emploi n'a pas encore repris dans ce secteur. En revanche, les gains d'emplois semblent se consolider en Asie et en Amérique latine, notamment à Taiwan (Chine), à Hong Kong (Chine), en Malaisie, à Singapour et au Mexique. Les niveaux d'emploi dans tous ces pays au premier trimestre 2010 étaient sensiblement supérieurs à ceux de 2009 (voir figure 18).

³² Voir Bureau central de statistique, Ministère de la Statistique et de mise en œuvre du programme, Estimations du PIB pour le premier trimestre 2010.

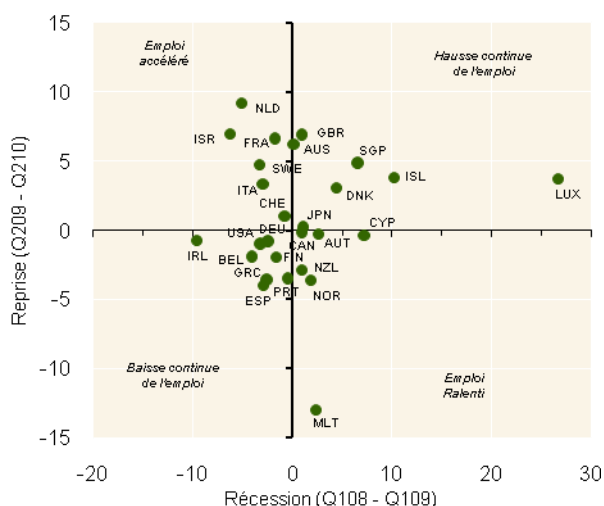
³³ Voir Institut national de statistiques et de géographie du Mexique, août 2010.

Dans l'ensemble, l'activité touristique en 2010 a eu une influence positive sur l'évolution des marchés du travail. Ainsi, les arrivées de touristes internationaux ont progressé de 6,7 pour cent dans le monde entier au deuxième trimestre 2010 (par rapport à l'année précédente), contre une baisse de -4,2 pour cent (sur l'année) enregistrée en 2009. Au cours de la même période, on relevait une augmentation des arrivées de touristes internationaux dans toutes les régions, plus particulièrement au Moyen-Orient (17 pour cent) et dans la région de l'Asie et du Pacifique (15,3 pour cent), suivis des Amériques (8 pour cent), de l'Afrique (6,3 pour cent) et de l'Europe (2,4 pour cent). Les projections de croissance pour le reste de l'année 2010 sont globalement positives³⁴.

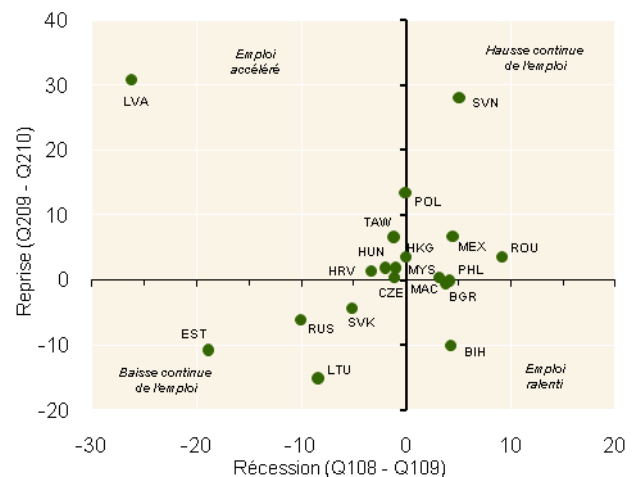
Selon le Baromètre Manpower des perspectives d'emploi, les perspectives d'embauche des entreprises dans ce secteur au cours des prochains mois sont très positives dans 11 des 16 pays à l'étude. Et elles sont encore nettement plus élevées en Irlande, en Autriche et aux Etats-Unis³⁵.

Figure 18. Hôtellerie-restauration

Economies développées: Evolution de l'emploi durant les périodes de récession et de reprise (en %)



Economies émergentes et en développement: Evolution de l'emploi durant les périodes de récession et de reprise (en %)

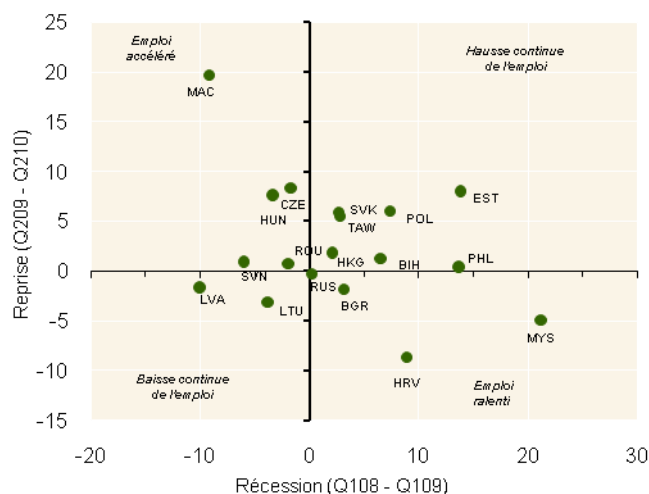


A mesure que la reprise s'installe et que davantage d'informations sont disponibles, de nouvelles recherches devraient être menées afin de mieux comprendre dans quelle mesure la qualité des emplois sur le lieu de travail a évolué dans ces secteurs en raison de la crise.

Les créations d'emplois dans les services publics ont continué de progresser au premier semestre 2010, bien qu'à un rythme plus lent, compensant ainsi certaines des pertes d'emploi enregistrées dans le secteur privé. Le secteur de la santé a, de loin, été le plus actif dans la création d'emplois durant la période de ralentissement économique. Au premier trimestre 2010, près de 2,8 millions d'emplois ont été créés par rapport à la même période en 2008, tendance qui s'est poursuivie durant tout le premier semestre 2010.

Les niveaux d'emploi dans 49 pays pour lesquels on dispose de données ont augmenté de 1,3 et de 1,1 million aux premier et deuxième trimestres 2010 respectivement (par rapport à l'année précédente) (voir figure 10 et annexe 1). Dans l'ensemble, on constate des créations d'emplois dans les pays développés et les économies émergentes, aussi bien chez les femmes que chez les hommes (voir figure 13). Rares sont les pays – en particulier la Suède, la Lettonie et la Lituanie – à enregistrer des variations négatives de l'emploi, que ce soit au plus fort de la récession (du premier trimestre 2008 au premier trimestre 2009) ou

Economies émergentes et en développement: Evolution de l'emploi durant les périodes de récession et de reprise (en %)

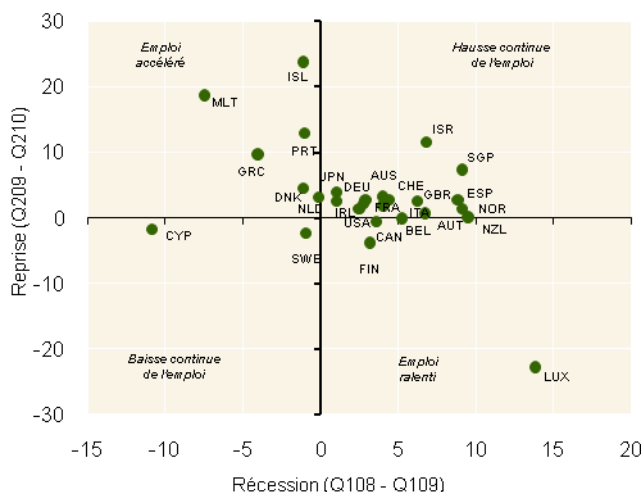


depuis que l'économie a commencé à redémarrer (du deuxième trimestre 2010 au deuxième trimestre 2010). En revanche, l'emploi a progressé de manière ininterrompue au cours de ces mêmes périodes en Israël, en Irlande, au Japon, en Slovaquie et à Taiwan (Chine). La tendance négative des niveaux d'emploi s'est inversée en Grèce, en Islande et dans plusieurs pays émergents d'Europe centrale (voir figure 19).

Cependant, malgré une tendance globalement à la hausse, la croissance de l'emploi semble avoir perdu du terrain au deuxième trimestre 2010 (par rapport l'année précédente) dans plusieurs pays, à savoir la Croatie (-8.7 pour cent), la Malaisie (-4.9 pour cent), la Finlande (-3.8 pour cent), la Bulgarie (-1.8 pour cent), l'Italie, (-0.6 pour cent) et la Fédération de Russie (-0.3 pour cent) (voir figure 19). Dans une certaine mesure, il se peut que ces variations s'expliquent par la mise en œuvre de diverses mesures d'austérité, notamment en Europe. Ainsi, des réductions des dépenses de santé ont d'ores et déjà été annoncées pour 2010 en Irlande (4,8 pour cent)³⁸, en Lettonie (5 pour cent)³⁹ et en Grèce, où les plans d'ajustement visent une réduction des dépenses de santé allant de 0,9 à 1,2 milliards d'euros par an pour la période 2011-

Figure 19. Services de santé

Economies développées: Evolution de l'emploi durant les périodes de récession et de reprise (en %)



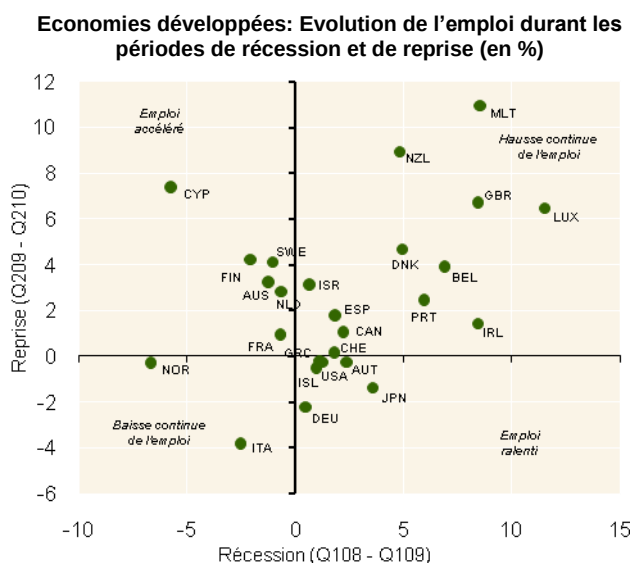
³⁸ Ministère des Finances irlandais, *Irlande – Mise à jour du programme de stabilité*, décembre 2009.

³⁹ Ministère des Finances lituanien, *Programme de convergence actualisé de la Lituanie*, janvier 2010.

2012⁴⁰. A mesure que progressent les programmes de consolidation budgétaire dans les économies développées, certains pays fortement tributaires de l'aide extérieure peuvent aussi voir leurs investissements sociaux compromis. Ainsi, l'Ouganda a annoncé pour 2010-2011 des réductions du budget de la santé (14,5 pour cent), en raison d'une baisse des ressources financières des donateurs⁴¹.

L'emploi dans l'éducation a continué de progresser au premier semestre 2010 dans les pays pour lesquels on dispose de données, bien qu'à un rythme beaucoup plus lent. Près de 138 000 emplois ont été créés au deuxième trimestre 2010 (par rapport à l'année précédente), contre près de 294 000 au trimestre précédent (par rapport à l'année précédente) (voir figure 10). Depuis le début de la crise, 23 des 47 pays développés et économies émergentes et en développement ont maintenu une tendance positive de l'emploi, et l'emploi a commencé à reprendre au deuxième trimestre 2010 (par rapport à l'année précédente) dans 11 pays qui avaient enregistré une baisse au plus fort de la récession (du premier trimestre 2008 au premier trimestre 2009). En Italie et en Bulgarie notamment, les niveaux d'emploi ont continué de

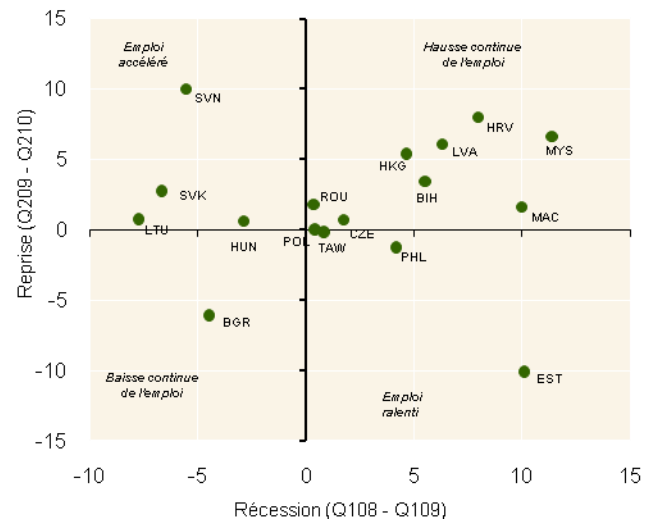
Figure 20. Education



⁴⁰ Ministère des Finances grec, *Mise à jour du Programme grec de stabilité et de croissance*, janvier 2010.

⁴¹ Ministère des Finances, de la Planification et du Développement économique de l'Ouganda, *Cadre général du budget, année budgétaire 2010-11*, juin 2010.

Economies émergentes et en développement: Evolution de l'emploi durant les périodes de récession et de reprise (en %)



stagner, que ce soit durant la période de crise ou lors de la phase d'expansion (voir figure 20).

Des rapports établis précédemment indiquent que si, globalement, il n'y a pas eu de chute spectaculaire de l'emploi dans l'éducation aux premiers stades de la crise, on commence à ressentir les effets d'une récession durable et de la réduction des investissements publics ou du pouvoir d'achat dans certains pays, régions, niveaux d'éducation, niveaux d'enseignement (écoles privées dépendant en totalité ou en partie des frais de scolarité payés par les étudiants) et types d'emplois (personnel non enseignant)⁴². En fait, certaines économies dont les niveaux d'emploi dans l'éducation étaient relativement stables, voire en hausse, durant la période de récession ont commencé à montrer des signes de fléchissement au deuxième trimestre 2010 par rapport à 2009. C'est notamment le cas de l'Estonie (-10 pour cent), de l'Allemagne (-2,2 pour cent), du Japon (-1,4 pour cent), des Philippines (-1,3 pour cent), de la Grèce (-0,24 pour cent), des Etats-Unis (-0,2 pour cent) et de Taiwan (Chine) (-0,2 pour cent) (voir figure 20 et annexe 17).

Le plus souvent, il semblerait que la baisse de l'emploi dans le secteur de l'éducation résulte de mesures prises pour faire face aux difficultés

⁴² Voir BIT, *Impact of the global economic recession on education*, SECTOR Notes, Département des activités sectorielles, Genève, juillet 2009.

budgétaires des gouvernements, que ce soit au niveau national ou local, ou comme conséquence des prêts d'urgence concédés par les institutions financières internationales ou des groupements régionaux tels que l'Union européenne.

Une limitation plus stricte des dépenses publiques pourrait neutraliser en partie les gains d'emplois enregistrés dans le secteur dans plusieurs régions, mais il est plus probable qu'elle suscite des incertitudes à l'égard d'autres ressources opérationnelles, ce qui nuirait à l'ensemble des performances et de la qualité du secteur. Ainsi, au Royaume-Uni, s'il est prévu que le financement direct des écoles augmente de 0,1 pour cent en valeur réelle entre 2010 et 2015, on s'attend à une réduction de 60 pour cent des dépenses consacrées aux bâtiments scolaires, suite à la révision des priorités budgétaires introduite par le nouveau gouvernement⁴³. Des inquiétudes similaires ont été exprimées par différents pays tributaires de l'aide extérieure, qui pourraient voir leurs finances diminuer en cas de nouvelles coupes sombres opérées par les économies développées en matière d'aide publique au développement⁴⁴. Dans ces pays, les déficits financiers affecteront surtout les enseignants, dont les salaires représentent jusqu'à 90 pour cent des dépenses de fonctionnement des gouvernements, et se solderont par de nouvelles réductions dans la fourniture de matériels et d'infrastructures pédagogiques de base⁴⁵.

Les données disponibles pour 49 pays semblent indiquer que l'emploi dans la fonction publique a progressé plus lentement au deuxième trimestre 2010 (134 830 emplois créés) qu'au premier trimestre de la même année (343 920 nouveaux emplois) (par rapport à l'année précédente). Or ce secteur a créé près de 842 000 et 705 000 emplois respectivement aux premier et deuxième trimestres 2010, en comparaison avec la même période en 2008 (voir figure 10 et annexe 1).

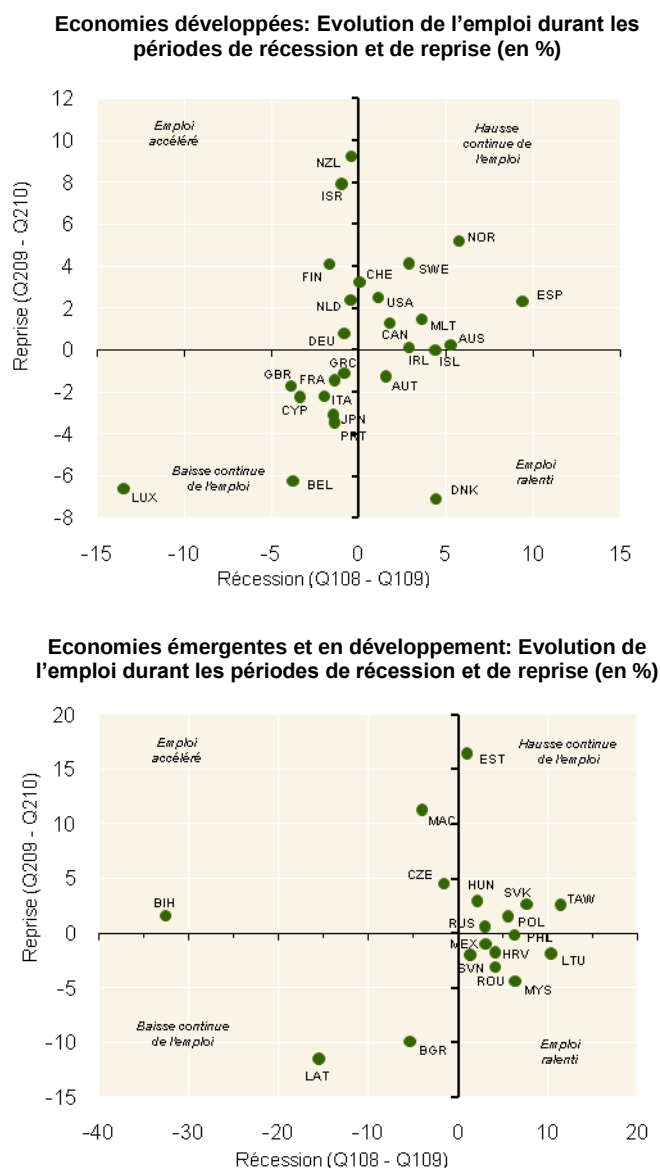
⁴³ Voir Département du Trésor du Royaume-Uni, *Spending Review* 2010, octobre 2010

⁴⁴ *L'éducation pour tous: Atteindre les marginalisés*, Rapport mondial de suivi sur l'Education pour tous 2010, UNESCO, Paris, et Oxford University Press, Londres, 2010.

⁴⁵ Voir BIT, *La crise économique mondiale et son impact sur l'éducation*, note de SECTOR, Département des activités sectorielles, Genève, juillet 2009.

Au premier semestre 2010, on a commencé à observer des divergences quant aux progrès réalisés dans ce secteur dans les pays développés et les économies émergentes et en développement. D'un côté, plusieurs pays ont continué d'enregistrer une croissance de l'emploi au deuxième trimestre 2010 (par rapport à l'année précédente), en particulier Macao (Chine) (11,3 pour cent), la Nouvelle-Zélande (9,2 pour cent), Israël (7,9 pour cent), la République tchèque (4,5 pour cent), la Suède (4,1 pour cent), la Finlande (4 pour cent), la Suisse (3,2 pour cent), la Hongrie (2,9 pour cent) et les Etats-Unis (2,5 pour cent), poursuivant ainsi la progression des tendances actuelles à la hausse (voir figure 21).

Figure 21. Fonction publique



Aux Etats-Unis, toutefois, la progression de l'emploi dans le secteur public résulte des besoins de recrutement temporaire pour le recensement de 2010. De l'autre côté, dans plusieurs pays où les niveaux d'emploi avaient progressé de manière continue durant la crise, on a constaté un essoufflement lors de la phase d'expansion (du deuxième trimestre 2009 au deuxième trimestre 2010). Cette tendance a été observée dans plusieurs économies émergentes et en développement, comme la Malaisie (-4,4 pour cent), la Roumanie (-3 pour cent), la Slovénie (-2 pour cent) et le Mexique (-1 pour cent). Les marchés du travail dans le secteur public ont également enregistré des variations au Danemark, en Autriche et en Espagne au cours de la même période (voir figure 21).

Les préoccupations concernant les déficits budgétaires, les niveaux élevés d'endettement public et les mesures de consolidation annoncées dans un certain nombre d'économies avancées semblent menacer la stabilité de l'emploi dans la fonction publique. Si la plupart des coupes sombres dans les dépenses publiques seront opérées à partir de 2010, les données portent à croire que certaines fluctuations des niveaux d'emploi ont déjà pu être observées auparavant, lors de la période de récession (du premier trimestre 2008 au premier trimestre 2009), et qu'il n'y a guère eu de changement durant la phase d'expansion (du deuxième trimestre 2009 au deuxième trimestre 2010). Cela semble être le cas de la Belgique (-6,2 pour cent), du Japon (-3,5 pour cent), du Portugal (-3,1 pour cent), du Royaume-Uni (-2,2 pour cent), de l'Italie (-2,2 pour cent), de la France (-1,4 pour cent) et de la Grèce (-1,1 pour cent) (voir figure 21 et annexe 16).

Les perspectives des employeurs en matière de création d'emplois dans ce secteur au quatrième trimestre 2010 ont diminué (par rapport au trimestre précédent) tant dans les pays développés que dans les économies émergentes, en particulier au Brésil, au Japon, en Allemagne et en Colombie. Au cours de cette même période, les employeurs en Roumanie, aux Etats-Unis, en Hongrie et en Grèce semblaient également moins enclins à embaucher de nouveaux travailleurs. L'Inde est l'un des rares

pays où les perspectives d'embauche restaient plutôt positives pour le dernier trimestre 2010⁴⁶.

Si d'importants ajustements sont attendus dans les niveaux d'emploi, on constate aussi des changements dans les conditions de travail, notamment les salaires et les avantages sociaux, à mesure que la mise en œuvre des plans de consolidation budgétaire progresse. Ainsi, plusieurs pays ont déjà introduit des mesures de réduction ou de gel des salaires en 2010, en particulier la Grèce, le Portugal, l'Espagne et les Etats-Unis (au niveau local)⁴⁷ (voir tableau 1).

La fin de l'année 2010 sera, certes, marquée par des incertitudes quant à l'évolution des marchés du travail dans la fonction publique, mais il ne faut pas pour autant accorder moins d'attention à l'impact plus large de la crise, à savoir la réduction des moyens dont disposent certains gouvernements pour continuer à stimuler la reprise d'une manière générale. En conséquence, bon nombre de gouvernements pourraient voir leurs choix politiques et leur marge de manœuvre de plus en plus limités (voir aussi chapitre 3, section B).

⁴⁶ Voir *Manpower Employment Outlook Survey Global*, Q4 2010.

⁴⁷ Voir BIT, GB.309/STM/1/1, *Actualisation des aspects sectoriels au regard de la récession économique mondiale: administration publique*, note d'information, novembre 2010.

Tableau 1. Evolution des salaires dans le secteur public en 2010 (pays sélectionnés)

Pays	Augmentation de salaire	Réduction de salaire	Gel des salaires	Réduction des augmentations convenues
Finlande	X			
France	X			
Allemagne	X	X		
Grèce		X	X	
Hongrie		X		
Irlande		X		
Italie			X	
Luxembourg			X	
République de Moldova	X			
Mozambique			X	
Myanmar	X			
Pays-Bas			X	
Portugal		X	X	
Roumanie		X		
Fédération de Russie	X			
Slovénie				X
Afrique du Sud	X			
Espagne		X	X	
Swaziland	X			
Syrie	X			
Ukraine	X			
Royaume-Uni	X		X	
Etats-Unis	X	X	X	

Sources: BIT 309/STM/1/1. Actualisation des aspects sectoriels au regard de la récession économique mondiale: administration publique, note d'information, novembre 2010.

Chapitre 3

Nouvelles questions de politique générale

A mesure que le ralentissement économique s'atténue, les responsables politiques se montrent de plus en plus préoccupés par la stabilité de la reprise. La question fondamentale est de savoir si cette reprise sera ou non riche en emplois. Compte tenu de la complexité des institutions du marché du travail et de la diversité des effets de la crise sur les pays et secteurs, il se peut qu'il n'y ait pas de réponse claire à cette question. Or le présent chapitre se propose toutefois d'examiner quelques-uns des éléments susceptibles d'expliquer certaines tendances qui pourraient modeler la reprise dans tel ou tel secteur. D'une part, il examine les aspects qui limitent la consommation privée, à la fois en termes de niveau et de composition, car ils semblent être déterminants pour la durée de la reprise dans plusieurs secteurs, en particulier les

secteur manufacturier et du commerce de gros et de détail. D'autre part, ce chapitre analyse quelques-uns des enjeux qui se posent dans certains secteurs suite à la mise en œuvre des programmes de consolidation budgétaire, dont la conception peut influencer sur la rapidité de la reprise à court terme et sur la façon dont certains marchés du travail opèrent à long terme. Enfin, il met en évidence certaines vues exprimées précédemment sur les nouveaux changements structurels susceptibles de se produire en raison de la crise dans des secteurs particulièrement touchés, en particulier le secteur manufacturier, et souligne la nécessité d'examiner d'autres réformes politiques, qui pourraient dépasser le cadre de la riposte actuelle face à la crise.

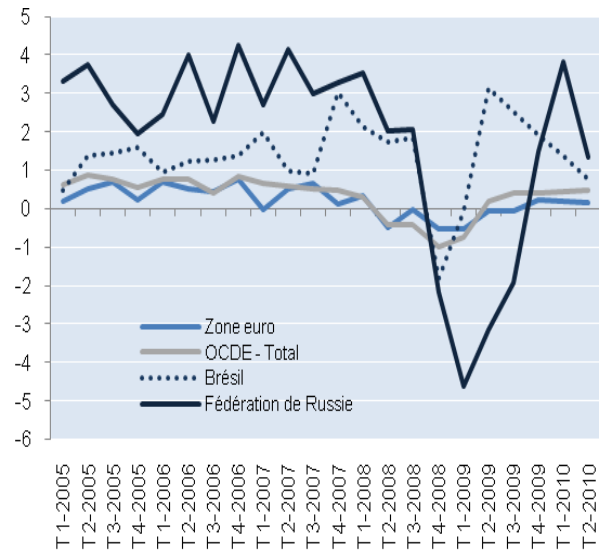
A. La capacité du secteur privé à accroître la consommation et l'investissement semble limiter la durée et la vigueur de la reprise.

Tant les entreprises que les ménages semblent faire preuve de davantage de prudence concernant leurs finances, à mesure que les facteurs initiaux qui ont momentanément dynamisé la reprise économique – par exemple, les mesures de relance budgétaire et le cycle des stocks – commencent à fléchir et que, par ailleurs, l'incertitude quant aux marchés du travail demeure très vive.

Les dépenses des consommateurs, en particulier dans les économies avancées, augmentent plus lentement qu'initialement prévu. Les dépenses de consommation privée en Europe demeurent fragiles, malgré une légère amélioration de 0,5 pour cent au deuxième trimestre 2010, contre 0,1 pour cent au trimestre précédent. Le taux de croissance de la consommation a diminué au cours de la même période, notamment en Grèce (-6,2 pour cent), en Irlande (-0,2 pour cent) et dans certains pays émergents d'Europe. Les principaux pays de l'OCDE comme le Japon, la France, l'Allemagne, le Royaume-Uni et les Etats-Unis ont également affiché une croissance de la consommation anémique (par rapport au trimestre précédent)⁴⁸ (voir figure 22). En outre, aux Etats-Unis, l'épargne des ménages (en pourcentage du revenu personnel disponible) s'est accrue de 6,1 pour cent au deuxième trimestre 2010, contre 5,5 pour cent au trimestre précédent⁴⁹.

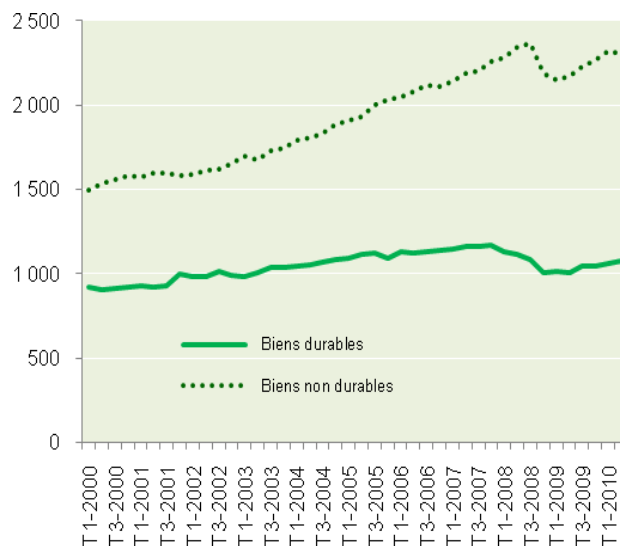
Les ménages ont fait face à des fluctuations de revenu inattendues par un ajustement de leurs dépenses de biens durables. Les données provenant des économies développées semblent indiquer que la consommation de biens durables a diminué plus rapidement que celle de biens non durables. Aux Etats-Unis, les dépenses de biens durables ont diminué de 2,3 pour cent vers la fin de 2008, contre 5,5 pour cent pour les biens non durables⁵⁰ (voir figure 23). Une tendance similaire a été observée au cours de la même période dans la zone euro, où les dépenses de biens durables ont reculé de 4 pour cent, contre 2 pour cent pour les biens non durables⁵¹. Dans la plupart des pays, l'ajustement a été plus prononcé en ce qui concerne les achats de véhicules automobiles.

Figure 22. Croissance des dépenses de consommation privée (pays sélectionnés, évolution trimestrielle en %)



Source: BIT sur la base des Comptes nationaux trimestriels de l'OCDE. Les données sont corrigées des variations saisonnières.

Figure 23. Dépenses privées aux Etats-Unis (en milliards de dollars des Etats-Unis)



Source: BIT sur la base du Bureau de l'analyse économique des Etats-Unis. Les données sont corrigées des variations saisonnières d'une année sur l'autre.

⁴⁸ OCDE, StatExtracts, Données de comptes nationaux trimestriels.

⁴⁹ Bureau de l'analyse économique des Etats-Unis, août 2010.

⁵⁰ Bureau de l'analyse économique des Etats-Unis, août 2010.

⁵¹ Banque centrale européenne, Bulletin mensuel, juillet 2010.

Les entreprises ont également répondu aux fluctuations de la consommation privée par une contraction de l'investissement et une reconstitution des stocks. Les données disponibles laissent entendre que l'augmentation des dépenses des entreprises au premier semestre 2010 résulte essentiellement du remplacement des équipements – lequel avait été ajourné en raison de la récession économique –, et non de l'expansion des investissements des entreprises. Ces tendances semblent correspondre à l'évolution globale de la production et du commerce de biens manufacturés durables observée depuis le début de la récession économique, et elles expliquent en partie l'évolution de l'emploi dans le secteur manufacturier, comme l'indique le chapitre 2.

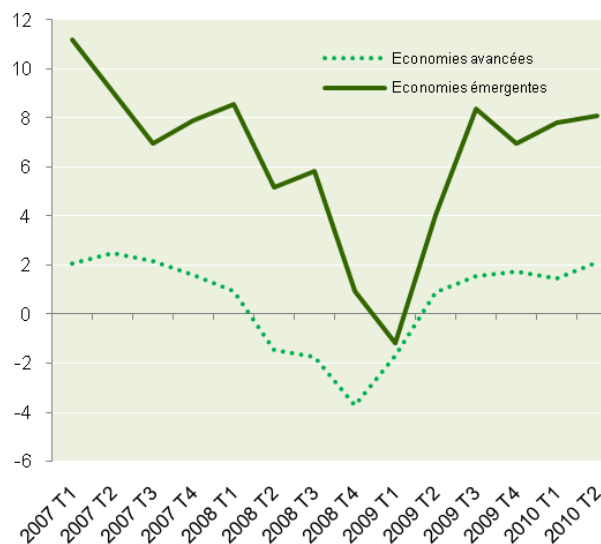
L'expérience des crises précédentes confirme que les ménages modifient leurs dépenses de biens durables relativement lentement, à mesure qu'ils s'adaptent à leurs nouveaux niveaux de revenu. En effet, les données du deuxième trimestre 2010 concernant les économies développées (voir figure 22) laissent entrevoir que la consommation privée devrait continuer de progresser en 2010, bien qu'à un rythme modéré, compte tenu que les effets des mesures politiques sont censés s'estomper et que les conditions du marché du travail demeurent incertaines. Dans ces conditions, la reprise dans le secteur manufacturier notamment pourrait être plus lente que prévu.

En revanche, les perspectives de la demande intérieure dans les économies émergentes et en développement semblent plus vigoureuses. Bien que la consommation globale continue d'être soutenue par les dépenses publiques, il ne faut pas pour autant perdre de vue le rôle des marchés intérieurs dans les économies émergentes (voir figure 24), lesquels pourraient influencer de manière décisive sur le rythme et le profil de la reprise, et contribuer aussi plus généralement à d'autres changements structurels (pour plus de détails, voir chapitre 3, section C).

Des pays comme la Chine, l'Inde et le Brésil ont dégagé d'importants excédents commerciaux au cours des dernières décennies, et la taille et la capacité de leurs vastes marchés intérieurs ne cessent de croître. Certaines études estiment qu'au cours des 20 prochaines années le centre de gravité de la consommation mondiale pourrait radicalement se déplacer: ainsi, la part de l'Europe et des Etats-Unis pourrait passer de 64 pour cent en 2009 à 30

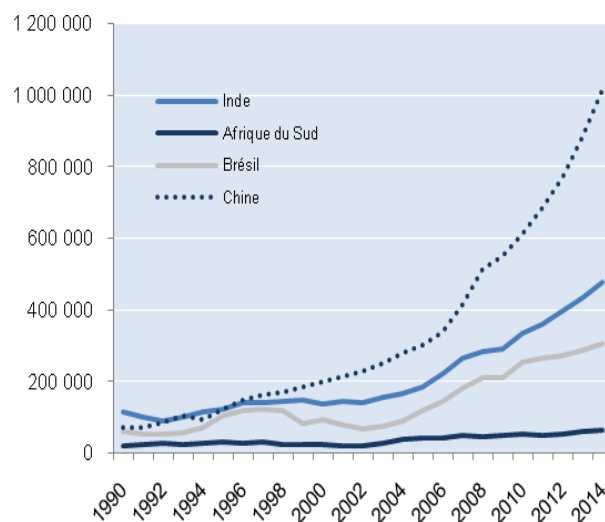
pour cent en 2030, tandis que, dans le même intervalle, la consommation de certains pays en développement, en Asie notamment, pourrait augmenter et représenter 59 pour cent de la consommation mondiale⁵².

Figure 24. Dépenses de consommation privée en termes réels (évolution trimestrielle en %)



Source: BIT sur la base des Perspectives de l'économie mondiale du FMI.

Figure 25. Dépenses de consommation de produits alimentaires, boissons et tabac (pays sélectionnés, en dollars des Etats-Unis)



Source: BIT sur la base de l'Economist Intelligence Unit.

⁵² Voir R. Kaplinsky et M. Farooki, *What are the implications for global value chains when the markets shifts from the north to the south?*, Banque mondiale, Document de travail de recherche sur les politiques 5202, 2010.

La composition de la demande dans les économies émergentes et en développement est aussi importante que le taux de croissance de la consommation. Dans le contexte de la reprise, elle fournit quelques éléments qui permettent de comprendre pourquoi certains secteurs ont mieux résisté au ralentissement économique que d'autres, et quelles sont les perspectives de reprise en comparaison de celles des pays développés.

Compte tenu des niveaux de revenu par habitant, la consommation de produits agricoles et alimentaires et de certains biens intermédiaires est relativement élevée dans les économies émergentes. Ces tendances semblent se renforcer, notamment pour ce qui est de la consommation de certains produits comme la viande, à mesure que les niveaux de revenu s'améliorent (voir figure 25). Contrairement aux économies avancées, la demande de biens durables et de biens d'équipement est moins forte. Comme on l'a vu précédemment, la contraction de la production et de la consommation de biens durables semble plus forte que pour les biens non durables. Cela explique dans une certaine mesure pourquoi, dans les économies émergentes, les marchés intérieurs ont été mieux à même de compenser la diminution de la demande sur les marchés à l'exportation.

En outre, la structure et la configuration de la consommation dans les économies émergentes ont également déterminé la nature des importations, la préférence étant accordée aux produits non transformés, qui sont fortement tributaires tant des métaux que des produits de base autres que les métaux, en particulier dans un pays comme la Chine. Les flux commerciaux entre les économies en développement d'Amérique latine et d'Afrique et les pays d'Asie ont nettement progressé au cours des dernières décennies⁵³. Il se peut que cette forte interdépendance ait, dans une certaine mesure, contribué à atténuer l'impact de la baisse du commerce de produits agricoles ou autres produits de base, faute de demande de leurs marchés traditionnels d'exportation dans les pays développés. Comme l'indique le chapitre précédent, dans les économies en développement, le recul de l'activité et de l'emploi dans un secteur comme l'agriculture a été moins prononcé que dans le secteur manufacturier. Et il se peut que les liens commerciaux Sud-Sud en aient même été renforcés.

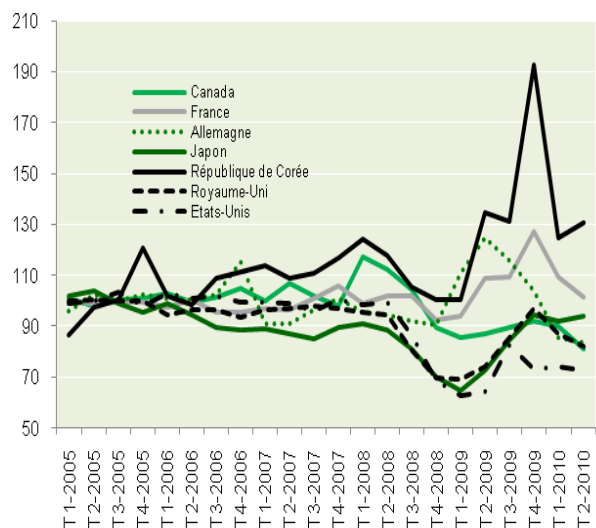
⁵³ Voir M. Farooki, *China's Structural Demand and the Commodity Super Cycle: Implications for Africa*, Université de Leeds, 2009.

B. Les incertitudes concernant la durabilité de la reprise mondiale se sont fortement accrues, sur fond de crise de confiance à l'égard de la stabilité budgétaire et du devenir des mesures prises par les pouvoirs publics.

Les mesures de stabilisation budgétaires en Europe et le retrait progressif du soutien budgétaire dans les pays émergents d'Asie et d'Amérique latine pourraient freiner les dépenses de consommation publique et privée, et ralentir le rythme de la reprise à moyen terme. Une étude de l'OIT portant sur les programmes de consolidation budgétaire annoncés dans les pays de l'Union européenne et certains pays du G20 a mis en évidence les efforts considérables déployés pour stabiliser la dette publique en augmentant les droits indirects, les impôts sur le revenu des personnes physiques et les impôts sur le revenu du capital, et en réduisant les dépenses publiques⁵⁴ (voir tableau 2). Des expériences de consolidation budgétaire menées précédemment dans les pays de l'OCDE semblent indiquer qu'un rééquilibrage budgétaire de 1 pour cent du PIB avait, en deux ans, abouti à une réduction de la demande intérieure d'environ 1 pour cent et à un accroissement du taux de chômage de 0,3 points de pourcentage⁵⁵.

Dans un contexte où le secteur privé n'a pas suffisamment accès au crédit, un ajustement prématuré et trop rigoureux pourrait freiner une demande déjà anémique et compromettre les perspectives de reprise⁵⁶. La diminution des ventes et des immatriculations de véhicules particuliers liée à l'arrivée à échéance des programmes de prime à la casse confirme la forte résistance de la demande à l'augmentation des dépenses (notamment de biens durables) en l'absence de fondamentaux économiques plus solides (voir figure 26). Dans un pays émergent comme le Brésil, une diminution des dépenses de consommation privée a déjà été observée au premier semestre 2010, en partie à cause d'un relâchement de certaines incitations fiscales⁵⁷. S'il convient de traiter les problèmes structurels que posent les taux d'endettement élevés et la vulnérabilité budgétaire, la façon dont les programmes sont conçus, le calendrier de leur mise en œuvre, et les circonstances propres à chaque pays semblent être autant d'éléments

Figure 26. Immatriculations de véhicules particuliers (pays sélectionnés)



Source: BIT sur la base de l'OCDE. Les données sont corrigées des variations saisonnières. Indice 2005 = 100.

⁵⁴ BIT, *Rapport sur le travail dans le monde 2010: D'une crise à l'autre?*

⁵⁵ Leigh et al., *Cela sera-t-il douloureux? Les effets macroéconomiques du rééquilibrage budgétaire*, document du FMI.

⁵⁶ FMI-BIT, *Les défis de la croissance, de l'emploi et de la cohésion sociale*, document de synthèse, septembre 2010.

⁵⁷ IBGE (Institut brésilien de géographie et de statistiques), *Comptes nationaux trimestriels*, avril/juin 2010.

décisifs pour éviter de réduire à néant les premiers avantages de la reprise.

Les données disponibles à ce jour semblent indiquer que les mesures de relance ont largement contribué à favoriser la demande globale et à endiguer de nouvelles pertes d'emplois, tant dans les pays avancés que dans les économies émergentes⁵⁸.

Les responsables politiques doivent relever le défi que posent la conception et la mise en œuvre de plans de consolidation budgétaire crédibles et bien coordonnés, dont les priorités consistent à renforcer la demande globale, à stimuler l'investissement privé et des entreprises, et à encourager un retour à une croissance robuste et riche en emplois, tout en garantissant la viabilité budgétaire.

Il n'existe aucun accord unanime sur la meilleure politique à suivre pour relever ce défi. Cependant, il semble qu'une combinaison de mesures qui stimuleraient temporairement les investissements publics ou privés pourrait se révéler plus efficace pour relancer la production et l'emploi⁵⁹. Des recherches fondées sur des simulations d'équilibre général⁶⁰ montrent que les instruments budgétaires qui stimulent directement la demande globale ou les transferts ciblés (c'est-à-dire à destination des ménages) entraînent des multiplicateurs budgétaires plus importants que les allègements fiscaux à court terme. Dans l'ensemble, cela semble être conforme aux principes d'une triple stratégie suivie jusqu'ici par plusieurs pays durant la période de récession: i) favoriser la demande globale (par des mesures budgétaires et monétaires); ii) réduire la pression sur les marchés du travail (en encourageant notamment le travail à temps partiel); et iii) fournir des aides ciblées (par exemple, aides à l'embauche)⁶¹. En outre, le maintien des dépenses publiques dans les infrastructures et les investissements dans les secteurs de l'éducation et des services de santé sont des politiques qui pourraient améliorer les perspectives de reprise de la croissance à long terme.

⁵⁸ Voir Rapport du BIT sur le travail dans le monde 2010, et l'article intitulé *L'efficacité des politiques budgétaires dans la zone euro*, dans Banque centrale européenne, Bulletin mensuel, juillet 2010.

⁵⁹ Une révision de l'efficacité des politiques budgétaires dans la zone euro mises en œuvre pour lutter contre la crise semble indiquer que les mesures budgétaires basées sur les dépenses temporaires s'accompagnent de multiplicateurs plus importants que les mesures budgétaires basées sur les revenus temporaires. Voir aussi l'article intitulé *L'efficacité des politiques budgétaires dans la zone euro*, dans Banque centrale européenne, Bulletin mensuel, juillet 2010.

⁶⁰ Voir G. Coenen *et al.*, dans Banque centrale européenne, Bulletin de recherche n° 10, 2010.

⁶¹ FMI-BIT, *Les défis de la croissance, de l'emploi et de la cohésion sociale*, document de synthèse, septembre 2010.

Parmi l'ensemble des enjeux de la reprise dans les économies avancées figurent un taux de chômage élevé, la contraction des prêts bancaires et la faiblesse de la consommation privée, tandis que, dans les économies émergentes et en développement, la suppression progressive des mesures de relance, une diminution de la demande de la part des économies avancées, les prix des produits de base, ainsi que les déficits de financement pourraient compromettre la durabilité de la reprise. Le rythme et la viabilité de la reprise dépendront de plus en plus des activités favorisées par le secteur privé et de facteurs structurels à long terme.

Table 2. Aperçu des programmes de consolidation budgétaire dans les pays du G20 et de l'Union européenne

	Augmen- tation effective de la fiscalité	Réduction effective des dépenses de sécurité sociale	Réduction des dépenses du secteur public	Autres réductions des dépenses
Australie	X			
Canada			X	X
Danemark	X	X	X	X
Estonie	X	X		X
France	X	X		
Allemagne	X	X		X
Grèce	X	X	X	X
Hongrie	X		X	
Inde	X	X		
Indonésie	X			
Irlande	X	X	X	
Italie		X	X	
Lettonie	X	X	X	
Lituanie	X	X	X	X
Pays-Bas		X	X	X
Portugal	X		X	X
Roumanie		X	X	
Slovénie				X
Espagne	X	X	X	X
Royaume- Uni		X	X	X

Note: Ce tableau présente les mesures de consolidation envisagées d'ici à 2015 ou déjà mises en œuvre dans quatre principaux domaines. Les mesures fiscales incluent l'augmentation des droits indirects, des impôts sur le revenu des personnes physiques et des impôts sur le revenu du capital, ainsi que la taxation des activités financières. Les réductions des dépenses de sécurité sociale englobent des mesures liées aux régimes publics de retraite, aux soins de santé, à l'éducation et aux systèmes d'assurance chômage. Les réductions des dépenses du secteur public incluent à la fois les réductions de salaires et les réductions d'emplois dans le secteur public. Quant aux autres réductions des dépenses, il s'agit entre autres des réductions tant des dépenses d'infrastructure et militaires que de l'aide extérieure.

Source: BIT, Rapport sur le travail dans le monde 2010: *D'une crise à l'autre?*

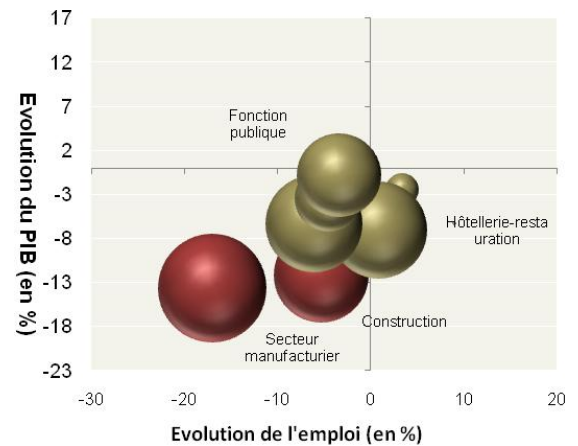
C. La consolidation budgétaire sera, certes, décisive pour déterminer le rythme de la reprise, mais elle ne suffira sans doute pas pour faire face à de nouveaux changements structurels.

Les retards observés en matière de création d'emploi pourraient laisser entrevoir un risque de reprise sans emploi et entraîner certaines restructurations. La reprise sera très douloureuse, en raison des pertes d'emplois considérables enregistrées durant la période de récession économique, dans les secteurs manufacturier et de la construction notamment. Comme l'indique le chapitre 2, compte tenu de la forte concentration d'emplois perdus dans ces secteurs, on peut s'interroger sur la rapidité avec laquelle les travailleurs qui ont perdu leur emploi pourraient (ou non) réintégrer le marché du travail à long terme.

Certains modèles de reprise observés tant dans les pays avancés que dans les économies émergentes semblent indiquer soit que les gains d'emplois restent en deçà des fluctuations du cycle économique actuel soit que des changements d'ordre davantage structurel ont été accentués en raison du ralentissement économique, ce qui laisse entrevoir l'éventualité d'une réduction de l'emploi plus durable dans un certain nombre de secteurs.

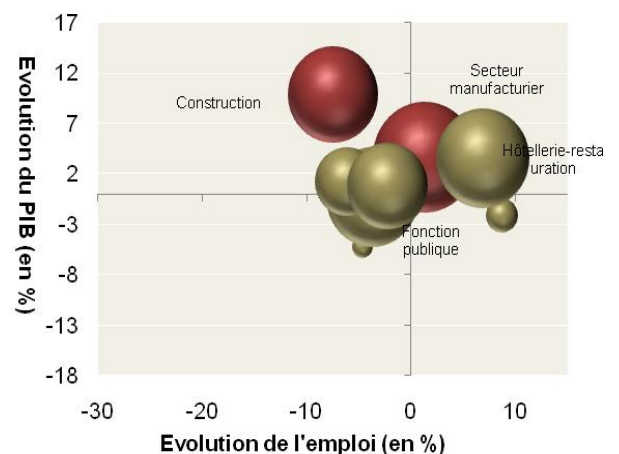
Les données relatives à l'ensemble des secteurs semblent indiquer que les entreprises ne sont pas encore disposées à créer de nouveaux emplois bien que, dans l'ensemble, elles aient déjà enregistré de solides gains de productivité. Ainsi, au Royaume-Uni et dans la Fédération de Russie, l'emploi dans un certain nombre de secteurs, en particulier les secteurs manufacturier et de la construction, accuse un retard par rapport à la reprise du PIB observée dans ces mêmes secteurs depuis le deuxième trimestre 2009 (voir figures 27 à 30). Si ces éléments sont peut-être le signe que la confiance des employeurs dans la durabilité de l'expansion reste faible, ils pourraient aussi donner à penser que les entreprises comptent répondre à tout accroissement de la demande à court terme en augmentant la durée du travail de leur main-d'œuvre actuelle et en renforçant encore la productivité, retardant ainsi la nécessité d'embaucher de nouveaux travailleurs. En fait, après avoir régulièrement diminué depuis 2008, la totalité des heures de travail enregistrées dans tous les secteurs a commencé à augmenter au troisième trimestre 2009 (par

Figure 27. Royaume-Uni: Evolution (en %) de l'emploi et du PIB durant la crise, du T1 2008 au T1 2009



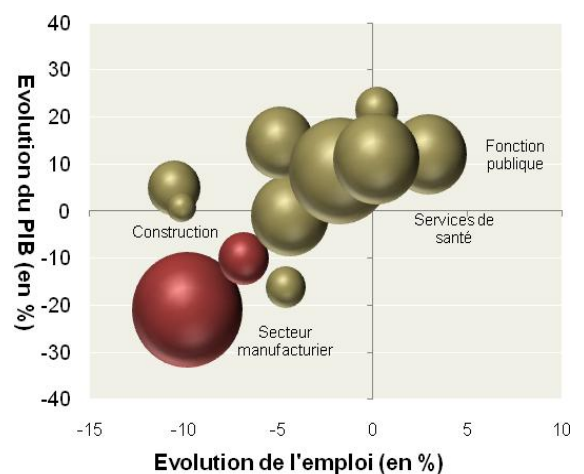
Source: BIT sur la base d'Eurostat et du Bureau de statistique national du Royaume-Uni.

Figure 28. Royaume-Uni: Evolution (en %) de l'emploi et du PIB durant la période de reprise, du T2 2009 au T2 2010



Source: BIT sur la base d'Eurostat et du Bureau de statistique national du Royaume-Uni.

Figure 29. Fédération de Russie: Evolution (en %) de l'emploi et du PIB durant la crise, du T1 2008 au T1 2009



Source: BIT sur la base de Rosstat (Service statistique de l'Etat fédéral de la Fédération de Russie).

rapport à l'année précédente) (voir figure 11). Si les disparités entre l'expansion de emploi et la croissance de la production persistent durant une longue période, on peut s'attendre à une reprise stimulée essentiellement par l'augmentation de la productivité et non par les gains d'emplois.

Toutefois, la vitesse à laquelle les emplois ont été perdus, par rapport au rythme de la croissance tant de la production que de l'emploi observé durant la période de reprise, semble également indiquer que la récession pourrait avoir accentué les changements structurels actuels, qui ont commencé à s'opérer avant la crise. Si les pertes d'emplois sont permanentes et que les travailleurs sont contraints de changer de secteur, de lieu d'affectation ou d'acquies de nouvelles compétences, alors l'ajustement sera structurel⁶².

L'analyse de l'orientation des flux d'emplois durant et immédiatement après la période de récession peut permettre de mieux comprendre si des changements structurels se sont produits dans l'ensemble des secteurs durant la période de ralentissement économique. Si la tendance négative de l'emploi parvient à s'inverser rapidement dans un secteur donné une fois que la relance est amorcée (en termes de PIB), alors il s'agira sans doute d'un ajustement cyclique. A l'inverse, si les pertes d'emplois persistent malgré une reprise du PIB, on parlera alors d'ajustement structurel⁶³.

Les observations de l'évolution du PIB et de l'emploi durant les périodes de récession et de reprise⁶⁴ dans des pays comme la France et l'Afrique du Sud donnent à penser que des changements plus profonds sont en train de s'opérer dans la structure de certains secteurs. En France, par exemple, la part du PIB dans le secteur industriel⁶⁵ a diminué de 10,2 pour cent au premier trimestre 2009 par rapport au premier trimestre 2008, et l'emploi dans le secteur manufacturier a diminué de près de 2 pour cent au cours de la même période. Au deuxième trimestre 2010,

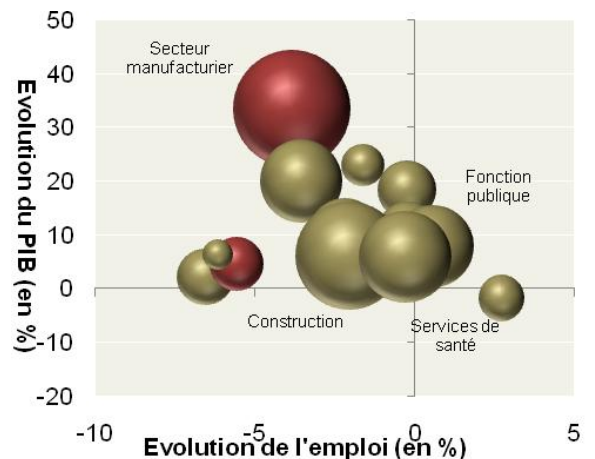
⁶² Voir E. Groshen et S. Potter, *Has structural change contributed to a Jobless Recovery?*, Banque de réserve fédérale de New York, *Current Issues in Economics and Finance*, volume 9, n° 8. 2003.

⁶³ Ibid.

⁶⁴ Pour les besoins de l'analyse, la période de récession fait référence à l'évolution, tant de l'emploi que du PIB, observée au premier trimestre 2009 par rapport au premier trimestre 2008, et la période de reprise se réfère à l'évolution, tant de l'emploi que du PIB, constatée au deuxième trimestre 2010 par rapport au deuxième trimestre 2009.

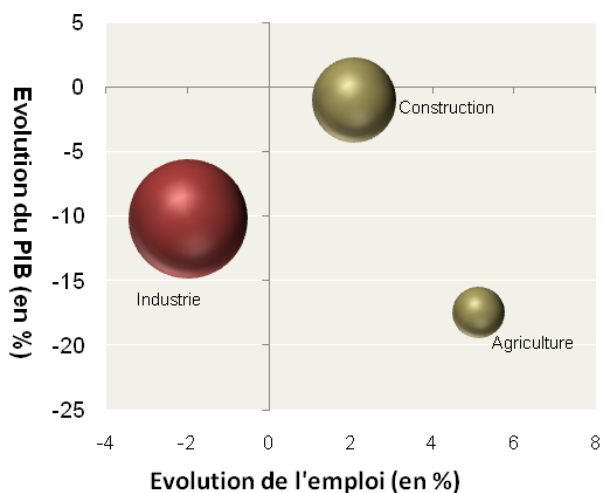
⁶⁵ Y compris dans le secteur de l'énergie.

Figure 30: Fédération de Russie: Evolution (en %) de l'emploi et du PIB durant la période de reprise, du T2 2009 au T2 2010



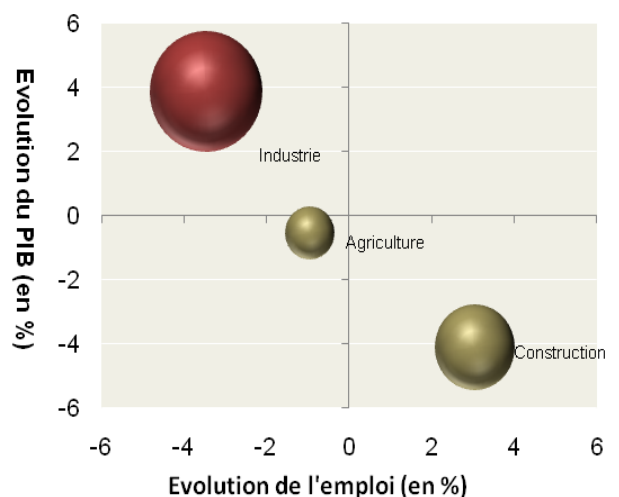
Source: BIT sur la base de Rosstat (Service statistique de l'Etat fédéral de la Fédération de Russie).

Figure 31. France: Evolution (en %) de l'emploi et du PIB durant la crise, du T1 2008 au T1 2009



Source: BIT sur la base d'Eurostat et de la Banque centrale européenne.

Figure 32. France: Evolution (en %) de l'emploi et du PIB durant la période de reprise, du T2 2009 au T2 2010



Source: BIT sur la base d'Eurostat et de la Banque centrale européenne.

l'emploi a encore davantage régressé (-3,5 pour cent) par rapport au deuxième trimestre 2009, malgré une croissance du PIB industriel de 3,5 pour cent enregistrée au cours de la même période (voir figures 31 et 32).

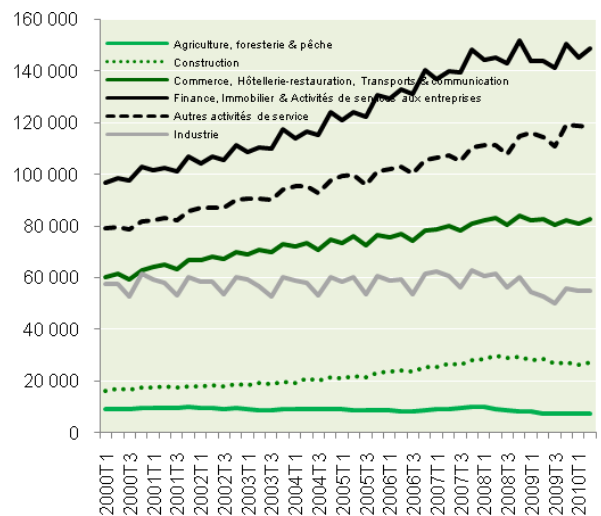
Or cette tendance à la baisse de l'emploi n'est pas un phénomène récent. Le secteur avait déjà supprimé des emplois avant la crise. Entre 2003 et 2007, 165 000 emplois avaient été perdus dans ce secteur, alors que le PIB industriel continuait de progresser à un taux moyen relativement stable (1,5 pour cent par an) (voir figures 33 et 34). Cela tend à indiquer un modèle déterminé par la productivité, où l'on produit davantage avec moins de main-d'œuvre. Le ralentissement économique de 2008 semble avoir accentué cette tendance. Les pertes d'emplois dans le secteur manufacturier relevées au deuxième trimestre 2010, par rapport à la même période en 2008, s'élevaient à 290 000, parmi lesquelles 94 000 enregistrées au cours de la seule année 2008. Près de deux fois plus d'emplois ont été perdus durant cette période qu'au cours des quatre années ayant précédé la crise.

De même, la reprise de l'emploi dans le secteur manufacturier en Afrique du Sud a été difficile, bien que le PIB manufacturier ait considérablement augmenté au deuxième trimestre 2010 (par rapport à l'année précédente) (voir figure 38).

L'emploi a connu une chute spectaculaire durant la récession économique. Plus de 312 000 emplois ont été supprimés au deuxième trimestre 2010 par rapport à la même période en 2008, ce qui équivaut pratiquement au nombre d'emplois créés dans ce secteur entre 2000 et 2008 (voir figure 36). Bien qu'on n'ait observé aucune tendance à la baisse de l'emploi avant la crise, il semble que la reprise dans ce secteur prendra plus de temps et qu'elle sera essentiellement déterminée par les gains de productivité, au moins à court terme. Dans l'ensemble, cela pourrait avoir des conséquences plus décisives sur l'économie en raison de l'importance de ce secteur, qui enregistre la deuxième la croissance la plus rapide, après celui de l'intermédiation financière.

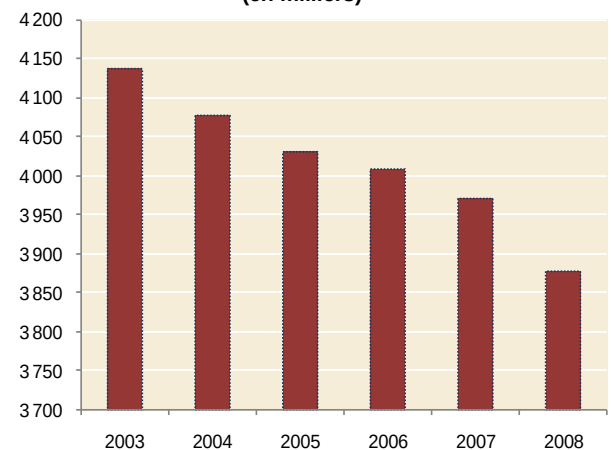
Il se peut qu'un changement d'ordre davantage structurel soit en train de se produire dans le secteur de l'agriculture. Tant l'emploi que la part du secteur dans le PIB ont diminué au cours des dix dernières années. En 2008, on recensait 1,1 million d'emplois en moins qu'en 2000 alors

Figure 33. France: Valeur ajoutée du PIB par secteur



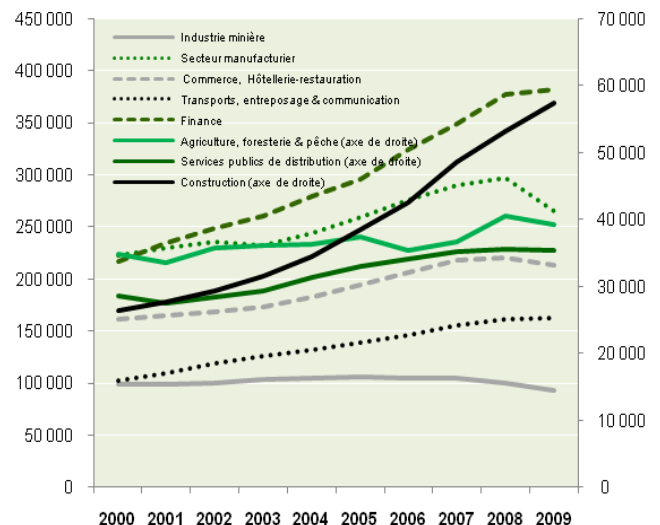
Source: BIT sur la base de la Banque centrale européenne. Les données reflètent la valeur ajoutée brute aux prix de base non corrigés des variations saisonnières.

Figure 34. France: Emploi dans le secteur manufacturier (en milliers)



Source: BIT sur la base d'Eurostat.

Figure 35. Afrique du Sud: Valeur ajoutée du PIB par secteur



Source: BIT sur la base du Bureau de statistique national de l'Afrique du Sud.

que, dans le même intervalle, le PIB progressait à un taux moyen relativement stable (1,9 pour cent par an) (voir figures 35 et 36). Près de 390 000 emplois ont été perdus uniquement entre 2007 et 2008. Au deuxième trimestre 2010, la part de l'agriculture dans le PIB a augmenté de près de 4 pour cent (par rapport à l'année précédente) alors que, dans le même temps, l'emploi reculait de près de 13 pour cent, ce qui représente quasiment deux fois le niveau (-7,6 pour cent) enregistré au premier trimestre 2009 par rapport à 2008 (voir figures 37 et 38). De nouveau, cela laisse prévoir une accélération d'une tendance déjà observée avant la crise, à savoir que l'expansion du secteur devrait s'accompagner de faibles créations d'emplois.

Alors que la reprise est encore en cours, il est difficile de déterminer les facteurs susceptibles d'influer sur la faible croissance de l'emploi observée dans certains secteurs. Il est probable que plusieurs aspects interagissent dans un contexte d'évolution plus vaste et plus complexe. Ainsi, au cours des dernières décennies, l'évolution technologique, la réorganisation de la production et l'externalisation locale et internationale ont entraîné des changements dans la répartition des travailleurs dans tous les secteurs économiques dans plusieurs pays avancés. En outre, l'emploi s'est peu à peu déplacé des économies développées vers les économies émergentes, sous l'influence d'une rapide expansion de l'intégration internationale des réseaux de production, de la production industrielle et du secteur manufacturier⁶⁶. Comme le montrent les exemples cités précédemment, cette transition s'est aussi accompagnée d'une croissance constante de la part que représente le secteur des activités de services tant dans le PIB que dans l'emploi.

Par ailleurs, il se peut que l'évolution des conditions du marché ait encouragé les entreprises à faire des ajustements en introduisant des stratégies de réduction des coûts pour rester compétitives. Si l'on relève de nombreux cas d'insolvabilité d'entreprises, certaines ont renforcé les plans de restructuration qu'elles avaient déjà envisagés, en fermant les installations les moins rentables et en réduisant la main-d'œuvre permanente. Ainsi, l'indice global des défaillances d'entreprises Euler Hermes⁶⁷ pour 2009 a

⁶⁶ Voir R. Kaplinsky, *Easternisation: The spread of Japanese Management Techniques to Developing Countries*, 1994, et G. Gereffi, *The Organization of Buyer-Driven Global Commodity Chains: How U.S. Retailers Shape Overseas Production Networks*, 1994.

⁶⁷ L'indice d'insolvabilité est calculé sur la base du nombre de cas d'insolvabilité divisé par le nombre d'entreprises existantes dans le pays. L'indice global est la

Figure 36. Afrique du Sud: Emploi dans le secteur manufacturier et l'agriculture (en milliers)

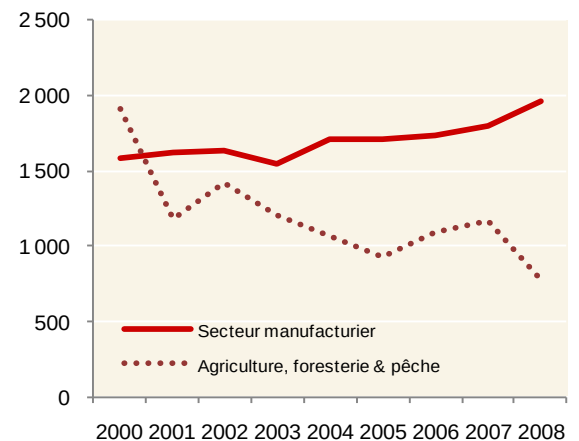
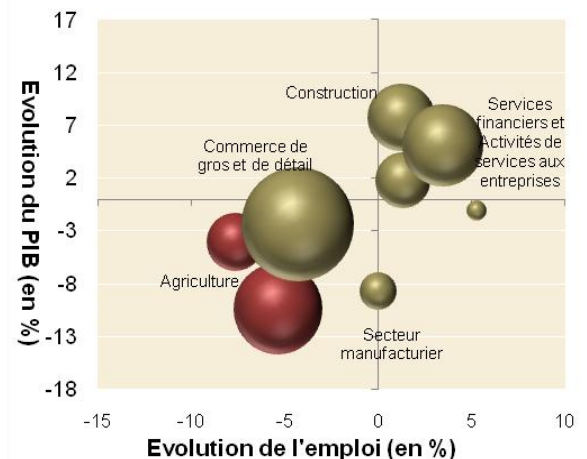
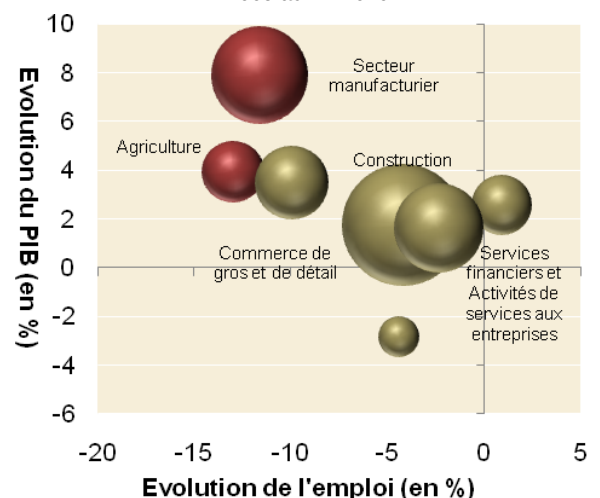


Figure 37. Afrique du Sud: Evolution (en %) de l'emploi et du PIB durant la crise, du T1 2008 au T1 2009



Source: BIT sur la base du Bureau de statistique national de l'Afrique du Sud

Figure 38. Afrique du Sud: Evolution (en %) de l'emploi et du PIB durant la période de reprise, du T2 2009 au T2 2010



Source: BIT sur la base du Bureau de statistique national de l'Afrique du Sud.

somme pondérée de tous les indices nationaux. L'indice de chaque pays est pondéré en fonction de la part dudit pays dans le PIB total (aux taux de change actuels) des pays visés par la présente étude. L'indice est actuellement calculé pour 31 pays, la plupart étant des économies avancées.

relevé les taux d'insolvabilité d'entreprises les plus élevés de la décennie dans certains pays, notamment les Etats-Unis, le Royaume-Uni, la France et la Finlande, ainsi que les taux les plus alarmants que l'Espagne, les Pays-Bas, les pays baltes et d'autres pays encore aient jamais connus⁶⁸.

Si la tendance aux changements structurels devient prédominante sur les marchés du travail, il se peut que bon nombre de travailleurs licenciés ne retrouvent pas leur ancien emploi. Et le problème pourrait encore s'aggraver si les compétences des travailleurs licenciés ne sont pas facilement transférables à d'autres secteurs, et si la rigidité du marché du travail empêche une mobilité plus fluide de la main-d'œuvre. L'emploi peu qualifié tend traditionnellement à être fortement concentré dans les secteurs de la construction et de l'industrie, qui ont été les plus durement touchés par la crise. En Espagne, les données semblent indiquer que la plupart des licenciements ont touché les travailleurs peu qualifiés et les travailleurs temporaires du secteur de la construction⁶⁹.

La mobilité des travailleurs d'une entreprise et d'un secteur à l'autre semble être un élément important pour favoriser et stimuler la reprise de l'emploi à moyen et long termes. Dans ce contexte, outre les considérations relatives à la consolidation budgétaire, il se peut que les gouvernements aient à examiner d'autres réformes structurelles pour faire face à la segmentation des marchés du travail, accélérer la mobilité et favoriser la réintégration des travailleurs licenciés, en soutenant les investissements dans la formation et l'éducation. En bref, il existe de bonnes raisons de craindre que la crise économique aura un effet à long terme, à la fois dans les économies avancées et dans les pays en développement. L'interaction des changements tant stratégiques qu'opérationnels peut influencer sur le rythme actuel de la reprise dans l'ensemble des secteurs. Au-delà des politiques budgétaires et monétaires, d'autres réformes structurelles du marché du travail et d'autres politiques industrielles s'imposent. La crise de l'emploi a été et demeure complexe. D'autres recherches pourraient permettre de comprendre, dans un avenir proche, jusqu'à quel point les ajustements du marché du travail dans tous les secteurs auront été plutôt cycliques ou davantage structurels.

⁶⁸ Voir Euler Hermes, *Global Corporate Insolvencies Report*, juin 2010.

⁶⁹ Banque centrale européenne, Bulletin mensuel, juillet 2010.

Notes méthodologiques

Le présent rapport a été élaboré à l'aide des informations dont disposait l'OIT en octobre 2010. Les données recueillies correspondent à un total de 51 pays, parmi lesquels 28 sont des économies développées et 23 des pays émergents et en développement. Cet échantillon représente 75 pour cent des pays du monde entier qui réalisent des enquêtes sur la main-d'œuvre mensuelles ou trimestrielles. Or, compte tenu des écarts de données des principaux pays en développement, notamment la Chine et l'Inde, il convient d'interpréter les chiffres globaux avec prudence.

Les données proviennent des enquêtes nationales sur la main-d'œuvre et des estimations officielles réalisées dans chaque pays. Les informations concernant les pays de l'Union européenne ont été fournies par EUROSTAT. Les données sont basées sur les définitions nationales, et elles n'ont fait l'objet d'aucun type d'ajustement ou de modification de la part de l'OIT. Les informations fournies dans le présent rapport proviennent, dans la mesure du possible, de sources identiques.

Le choix et la définition des activités économiques correspondent à la Classification internationale type, par industrie, de toutes les branches d'activité économique (CITI) des Nations Unies, troisième révision. Les données présentées dans ce rapport portent uniquement sur les grandes divisions ou catégories de branches d'activité économique.

Les indicateurs du marché du travail figurant dans le rapport ont été sélectionnés pour leur capacité à refléter l'évolution récente et à court terme, tant de l'emploi que des conditions de travail. Il s'agit essentiellement de l'emploi (total et/ou rémunéré), de la durée moyenne du travail et des salaires moyens.

L'emploi total couvre toutes les catégories de situation dans la profession, c'est-à-dire non seulement les salariés (ouvriers et employés), y compris les travailleurs familiaux rémunérés, mais aussi les employeurs, les personnes travaillant pour leur propre compte, les membres de coopératives de producteurs, les travailleurs familiaux collaborant à l'entreprise familiale, et les travailleurs inclassables d'après la situation dans la profession. Les données concernent généralement l'emploi durant une brève période de référence spécifiée, à savoir une semaine ou un jour. Habituellement, il n'est pas établi de distinction entre les personnes employées à plein temps et celles dont la durée du travail est inférieure à un plein temps.

L'emploi salarié concerne uniquement les salariés (ouvriers et employés) occupant un emploi. Dans certains cas, les données relatives à l'emploi salarié peuvent couvrir d'autres catégories de travailleurs. Le présent rapport fournit des données sur l'emploi total recueillies dans les pays où ces informations sont disponibles. Les données relatives aux Etats-Unis concernent l'emploi salarié.

Les données relatives à l'emploi présentées dans ce rapport sont également ventilées par région et par sexe, lorsque les informations sont disponibles. Sur les 51 pays compris dans l'échantillon, 44 ont fourni des données ventilées par sexe.

La durée du travail s'entend de toute période de temps dédiée à l'exercice d'activités qui contribuent à la production de biens et de services relevant du domaine de la production générale au sens du Système de comptabilité nationale. Les statistiques sur la durée du travail indiquent généralement la durée hebdomadaire moyenne du travail ou, dans certains cas, la durée journalière ou mensuelle. Les données énoncées dans le présent rapport correspondent à la durée hebdomadaire moyenne du travail, selon les informations transmises par les pays.

Les données sur les **salaires** concernent généralement le salaire brut moyen en espèces perçu par chaque salarié, exprimé en termes de revenus moyens. Il s'agit des paiements en espèces reçus des employeurs (avant

déduction des impôts et des cotisations de sécurité sociale dues par les travailleurs): rémunération des horaires de travail normaux, heures supplémentaires, primes de stimulation, gains des travailleurs aux pièces, rémunération des heures non effectuées (congé annuel, jours fériés, congé de maladie et autres congés payés), primes et gratifications, etc. Il convient de relever que les chiffres relatifs aux salaires ne reflètent pas les revenus disponibles ou nets des travailleurs, mais les salaires bruts, avant déduction des impôts et des cotisations de sécurité sociale notamment. Le rapport présente des données sur les salaires mensuels ou hebdomadaires, selon les informations transmises par les pays, exprimées en monnaie nationale.

Annexes statistiques

Annexe 1. Niveau et évolution de l'emploi dans les principales activités économiques (*certains pays, en milliers)

	Moyenne 2008	T1 2009	T2 2009	T3 2009	T4 2009	Moyenne 2009	T1 2010	T2 2010	Evolution moyenne de 2008 à 2009	Evolution du T1 2009 au T1 2010	Evolution du T2 2009 au T2 2010
									Evolution (en %)	Evolution (en %)	Evolution (en %)
Agriculture, foresterie & pêche¹	45 232,0	44 081,4	45 872,7	46 484,1	44 303,8	45 185,5	43 606,7	48 239,0	-46,5	-474,7	2,366,3
									-0,1%	-1,1%	5,2%
Industrie minière²	3 840,9	3 627,0	3 697,2	3 663,2	3 569,4	3 639,2	3 612,8	3 642,1	-201,7	-14,2	-55,1
									-5,3%	-0,4%	-1,5%
Secteur manufacturier³	102 572,2	96 915,8	95 236,5	93 945,1	94 697,5	95 198,7	93 904,5	94 143,1	-7 373,5	-3 011,3	-1 093,5
									-7,2%	-3,1%	-1,1%
Services publics de distribution⁴	9 973,8	9 933,4	9 879,4	10 086,2	10 057,5	9 989,1	10 062,1	10 204,5	15,3	128,7	325,0
									0,2%	1,3%	3,3%
Construction⁵	47 897,5	45 869,6	45 628,7	45 013,2	44 881,4	45 348,2	43 633,5	44 213,1	-2 549,2	-2 236,1	-1 415,6
									-5,3%	-4,9%	-3,1%
Commerce de gros et de détail⁶	98 833,1	97 091,6	97 133,4	96 873,0	96 310,8	96 852,2	96 170,3	96 386,1	-1 980,9	-921,4	-747,3
									-2,0%	-0,9%	-0,8%
Hôtellerie-restauration⁷	37 974,5	37 346,3	38 432,3	38 670,7	38 504,6	38 238,5	38 242,3	39 024,8	263,9	896,0	592,5
									0,7%	2,4%	1,5%
Transports, entreposage & communication⁸	44 491,5	44 074,2	43 707,8	43 684,7	43 468,4	43 733,8	43 547,2	43 462,4	-757,7	-527,0	-245,4
									-1,7%	-1,2%	-0,6%
Intermédiation financière⁹	22 939,2	22 765,0	22 832,9	22 785,7	22 739,4	22 780,7	22 455,1	22 889,8	-158,4	-309,9	56,9
									-0,7%	-1,4%	0,2%
Immobilier, locations & activités de services aux entreprises¹⁰	32 117,1	32 374,3	32 497,7	32 508,9	32 775,4	32 539,1	32 463,4	32 860,5	421,9	89,2	362,8
									1,3%	0,3%	1,1%
Fonction publique¹¹	40 234,7	40 286,1	40 796,9	40 799,1	40 776,5	40 664,6	40 630,0	40 931,7	430,0	343,9	134,8
									1,1%	0,9%	0,3%
Education¹²	43 552,6	44 036,6	44 277,7	43 478,1	44 340,5	44 033,2	44 330,8	44 415,5	480,6	294,2	137,7
									1,1%	0,7%	0,3%
Service de santé¹³	52 985,1	53 866,2	54 217,4	54 794,5	54 954,1	54 458,0	55 248,3	55 320,6	1 472,9	1 382,2	1 103,3
									2,8%	2,6%	2,0%

Source: BIT sur la base des enquêtes nationales sur la main-d'œuvre et des estimations officielles de chaque pays. Les données concernant l'Union européenne sont fournies par Eurostat.

* Pays sélectionnés: Australie, Autriche, Belgique, Bosnie-Herzégovine, Brésil, Bulgarie, Canada, Colombie, Croatie, Chypre, République tchèque, Danemark, Estonie, Finlande, France, Allemagne, Grèce, Hong Kong (Chine), Hongrie, Islande, Irlande, Israël, Italie, Japon, République de Corée, Lettonie, Lituanie, Luxembourg, Macao (Chine), Malaisie, Malte, Mexique, Pays-Bas, Nouvelle-Zélande, Norvège, Philippines, Pologne, Portugal, Roumanie, Fédération de Russie, Singapour, Slovaquie, Slovénie, Afrique du Sud, Espagne, Suède, Suisse, Taiwan (Chine), Turquie, Royaume-Uni et Etats-Unis.

¹N'inclut pas: Brésil, Canada, Hong Kong (Chine), Singapour, Suisse et Etats-Unis. ²N'inclut pas: Brésil, Chypre, Danemark, Estonie, Islande, Irlande, Israël, Japon, République de Corée, Lettonie, Lituanie, Luxembourg, Macao (Chine), Malte, Mexique et Singapour. ³N'inclut pas: Brésil et Irlande. ⁴N'inclut pas: Estonie, Islande, Japon, République de Corée, Luxembourg, Malte, Mexique et Singapour. ⁵N'inclut pas: République de Corée. ⁶N'inclut pas: Colombie, République de Corée et Turquie. ⁷N'inclut pas: Brésil, République de Corée, Afrique du Sud et Turquie. ⁸N'inclut pas: Brésil et République de Corée. ⁹N'inclut pas: Brésil, République de Corée et Turquie. ¹⁰N'inclut pas: Brésil, Croatie, Islande, Japon, République de Corée, Luxembourg, Malte, Afrique du Sud et Turquie.

¹¹N'inclut pas: Brésil, Colombie, Hong Kong (Chine), République de Corée, Singapour, Afrique du Sud et Turquie. ¹²N'inclut pas: Brésil, Colombie, République de Corée, Mexique, Singapour, Afrique du Sud et Turquie. ¹³N'inclut pas: Brésil, Colombie, République de Corée, Mexique, Afrique du Sud et Turquie.

Annexe 2. Niveau et évolution de l'emploi dans les principaux secteurs économiques dans les pays développés et les économies émergentes et en développement (*pays sélectionnés, en milliers)

		Moyenne 2008	T1 2009	T2 2009	T3 2009	T4 2009	Moyenne 2009	T1 2010	T2 2010	Evolution moyenne de 2008 à 2009	Evolution du T1 2009 au T1 2010	Evolution du T2 2009 au T1 2010
Agriculture, foresterie & pêche¹	<i>Pays développés</i>	10 147,8	9 989,3	10 218,7	10 286,5	9 411,1	9 976,4	9 509,8	10 317,6	-171,4 -1,7%	-479,5 -4,8%	98,9 1,0%
	<i>Economies émergentes et en développement</i>	35 084,2	34 092,1	35 654,0	36 197,6	34 892,7	35 209,1	34 096,9	37 921,4	124,9 0,4%	4,9 0,0%	2 267,4 6,4%
Industrie minière²	<i>Pays développés</i>	1 570,4	1 507,3	1 462,8	1 435,4	1 432,4	1 459,5	1 443,5	1 492,1	-110,9 -7,1%	-63,7 -4,2%	29,3 2,0%
	<i>Economies émergentes et en développement</i>	2 270,5	2 119,8	2 234,5	2 227,8	2 137,0	2 179,7	2 169,2	2 150,4	-90,7 -4,0%	49,4 2,3%	-84,0 -3,8%
Secteur manufacturier³	<i>Pays développés</i>	61 945,7	58 491,7	57 190,8	56 060,0	56 451,3	57 048,4	56 206,4	56 129,0	-4 897,2 -7,9%	-2 285,2 -3,9%	-1 061,8 -1,9%
	<i>Economies émergentes et en développement</i>	40 626,5	38 424,1	38 045,8	37 885,1	38 246,2	38 150,3	37 698,0	38 014,1	-2 476,2 -6,1%	-726,1 -1,9%	-31,7 -0,1%
Services publics de distribution⁴	<i>Pays développés</i>	3 039,6	3 109,9	3 145,9	3 201,8	3 142,7	3 150,1	3 134,4	3 171,2	110,5 3,6%	24,5 0,8%	25,3 0,8%
	<i>Economies émergentes et en développement</i>	6 934,2	6 823,5	6 733,5	6 884,4	6 914,8	6 839,1	6 927,7	7 033,2	-95,1 -1,4%	104,3 1,5%	299,7 4,5%
Construction⁵	<i>Pays développés</i>	30 149,5	28 457,8	27 835,9	27 476,2	27 405,9	27 793,9	26 411,6	26 609,5	-2 355,5 -7,8%	-2 046,2 -7,2%	-1 226,3 -4,4%
	<i>Economies émergentes et en développement</i>	17 747,9	17 411,8	17 792,9	17 537,0	17 475,6	17 554,3	17 221,8	17 603,6	-193,6 -1,1%	-190,0 -1,1%	-189,3 -1,1%
Commerce de gros et de détail⁶	<i>Pays développés</i>	63 422,9	61 909,5	61 985,3	61 507,5	60 802,6	61 551,2	60 978,3	61 023,2	-1 871,7 -3,0%	-931,2 -1,5%	-962,0 -1,6%
	<i>Economies émergentes et en développement</i>	35 410,2	35 182,1	35 148,1	35 365,6	35 508,1	35 301,0	35 192,0	35 362,8	-109,2 -0,3%	9,9 0,0%	214,7 0,6%
Hôtellerie-restauration⁷	<i>Pays développés</i>	26 167,0	25 527,5	26 203,1	26 541,5	25 686,7	25 989,7	25 827,2	26 292,0	-177,3 -0,7%	299,7 1,2%	88,8 0,3%
	<i>Economies émergentes et en développement</i>	11 807,1	11 818,1	12 227,9	12 128,0	12 817,6	12 247,9	12 415,1	12 732,8	440,9 3,7%	597,0 5,1%	504,9 4,1%
Transports, entreposage & communication⁸	<i>Pays développés</i>	27 719,5	27 425,2	26 839,6	26 833,9	26 551,0	26 912,4	26 649,8	26 570,6	-807,1 -2,9%	-775,3 -2,8%	-268,9 -1,0%
	<i>Economies émergentes et en développement</i>	16 772,0	16 648,9	16 867,4	16 850,7	16 917,4	16 821,1	16 897,4	16 889,9	49,1 0,3%	248,5 1,5%	22,4 0,1%
Intermédiation financière⁹	<i>Pays développés</i>	15 085,0	14 856,8	14 827,0	14 674,8	14 740,9	14 774,9	14 586,0	14 717,0	-310,1 -2,1%	-270,9 -1,8%	-110,0 -0,7%
	<i>Economies émergentes et en développement</i>	7 854,2	7 908,1	8 005,9	8 111,0	7 998,5	8 005,9	7 869,1	8 172,8	151,7 1,9%	-39,0 -0,5%	166,9 2,1%
Immobilier, locations & activités de services aux entreprises¹⁰	<i>Pays développés</i>	23 122,4	23 349,7	23 289,9	23 344,8	23 457,3	23 360,4	23 285,3	23 496,1	238,0 1,0%	-64,4 -0,3%	206,2 0,9%
	<i>Economies émergentes et en développement</i>	8 994,7	9 024,6	9 207,8	9 164,1	9 318,1	9 178,6	9 178,1	9 364,4	183,9 2,0%	153,6 1,7%	156,6 1,7%
Fonction publique¹¹	<i>Pays développés</i>	28 799,8	28 549,7	28 875,2	28 873,5	28 823,5	28 780,5	28 620,9	29 040,0	-19,3 -0,1%	71,3 0,2%	164,8 0,6%
	<i>Economies émergentes et en développement</i>	11 434,9	11 736,4	11 921,7	11 925,6	11 953,0	11 884,2	12 009,0	11 891,7	449,3 3,9%	272,6 2,3%	-30,0 -0,3%
Education¹²	<i>Pays développés</i>	31 772,6	32 201,8	32 348,3	31 689,1	32 477,4	32 179,1	32 463,3	32 546,7	406,6 1,3%	261,5 0,8%	198,4 0,6%
	<i>Economies émergentes et en développement</i>	11 780,1	11 834,9	11 929,5	11 789,0	11 863,1	11 854,1	11 867,6	11 868,8	74,0 0,6%	32,7 0,3%	-60,7 -0,5%
Services de santé¹³	<i>Pays développés</i>	44 810,5	45 607,8	45 916,0	46 454,7	46 559,3	46 134,4	46 850,7	46 922,6	1 324,0 3,0%	1 242,9 2,7%	1 006,6 2,2%
	<i>Economies émergentes et en développement</i>	8 174,6	8 258,4	8 301,3	8 339,8	8 394,8	8 323,6	8 397,6	8 398,0	149,0 1,8%	139,2 1,7%	96,6 1,2%

Source: Enquêtes nationales sur la main-d'œuvre et estimations officielles de chaque pays. Les données concernant l'Union européenne sont fournies par Eurostat. * **Pays développés**: Australie, Autriche, Belgique, Canada, Chypre, Danemark, Finlande, France, Allemagne, Grèce, Islande, Irlande, Israël, Italie, Japon, Luxembourg, Malte, Pays-Bas, Nouvelle-Zélande, Norvège, Portugal, République de Corée, Singapour, Espagne, Suède, Suisse, Royaume-Uni et Etats-Unis. **Economies émergentes et en développement**: Bosnie-Herzégovine, Brésil, Bulgarie, Colombie, Croatie, République tchèque, Estonie, Hong Kong (Chine), Hongrie, Lettonie, Lituanie, Macao (Chine), Malaisie, Mexique, Philippines, Pologne, Roumanie, Fédération de Russie, Slovaquie, Slovénie, Afrique du Sud, Taiwan (Chine) et Turquie. ¹ N'inclut pas: Brésil, Canada, Hong Kong (Chine), Macao (Chine), Singapour, Suisse et Etats-Unis. ² N'inclut pas: Brésil, Chypre, Danemark, Estonie, Islande, Irlande, Israël, Japon, République de Corée, Lettonie, Lituanie, Luxembourg, Macao (Chine), Malte, Mexique et Singapour. ³ N'inclut pas: Brésil et Irlande. ⁴ N'inclut pas: Estonie, Islande, Japon, République de Corée, Luxembourg, Malte, Mexique et Singapour. ⁵ N'inclut pas: République de Corée. ⁶ N'inclut pas: Colombie, République de Corée et Turquie. ⁷ N'inclut pas: Brésil, République de Corée, Afrique du Sud et Turquie. ⁸ N'inclut pas: Brésil et République de Corée. ⁹ N'inclut pas: Brésil, République de Corée et Turquie. ¹⁰ N'inclut pas: Brésil, Croatie, Islande, Japon, République de Corée, Luxembourg, Malte, Afrique du Sud et Turquie. ¹¹ N'inclut pas: Brésil, Colombie, Hong Kong (Chine), République de Corée, Singapour, Afrique du Sud et Turquie. ¹² N'inclut pas: Brésil, Colombie, République de Corée, Mexique, Singapour, Afrique du Sud et Turquie. ¹³ N'inclut pas: Brésil, Colombie, République de Corée, Mexique, Afrique du Sud et Turquie.

Annexe 3.1. Niveau et évolution de l'emploi dans les principales activités économiques en Asie et dans le Pacifique (*pays sélectionnés, en milliers)

	Moyenne 2008	T1 2009	T2 2009	T3 2009	T4 2009	Moyenne 2009	T1 2010	T2 2010	Evolution moyenne de 2008 à 2009	Evolution du T1 2009 au T1 2010	Evolution du T2 2009 au T2 2010
									Evolution (en %)	Evolution (en %)	Evolution (en %)
Agriculture, foresterie & pêche¹	17 133,9	17 210,5	17 253,8	17 247,5	16 101,2	16 953,2	16 194,4	18 839,7	-180,7	-1 016,1	1 585,9
									-1,1%	-5,9%	9,2%
Industrie minière²	375,3	413,1	405,1	411,5	423,9	413,4	455,5	362,4	38,1	42,5	-42,7
									10,1%	10,3%	-10,5%
Secteur manufacturier	25 124,3	24 123,2	23 791,4	23 964,9	24 029,8	23 977,3	24 088,8	24 015,3	-1 147,0	-34,4	223,9
									-4,6%	-0,1%	0,9%
Services publics de distribution³	449,9	476,5	465,3	494,4	450,4	471,6	461,6	462,5	21,7	-14,8	-2,8
									4,8%	-3,1%	-0,6%
Construction	10 602,0	10 611,7	10 454,6	10 280,2	10 713,1	10 514,9	10 433,5	10 353,6	-87,1	-178,2	-101,0
									-0,8%	-1,7%	-1,0%
Commerce de gros et de détail	23 749,7	23 671,8	24 012,8	23 891,1	23 957,0	23 883,2	24 009,3	23 846,5	133,5	337,5	-166,3
									0,6%	1,4%	-0,7%
Hôtellerie-restauration	7 683,4	7 665,5	8 016,1	7 992,6	7 973,9	7 912,0	7 938,2	8 137,7	228,6	272,7	121,6
									3,0%	3,6%	1,5%
Transports, entreposage & communication	8 647,8	8 986,5	8 795,1	8 875,0	8 789,4	8 861,5	9 024,0	8 944,9	213,7	37,5	149,8
									2,5%	0,4%	1,7%
Intermédiation financière	3 498,7	3 457,2	3 664,0	3 516,2	3 460,2	3 524,4	3 451,7	3 687,4	25,7	-5,5	23,4
									0,7%	-0,2%	0,6%
Immobilier, locations & activités de services aux entreprises	4 549,9	4 584,1	4 697,1	4 686,6	4 850,1	4 704,5	4 800,5	4 863,6	154,6	216,4	166,5
									3,4%	4,7%	3,5%
Fonction publique⁴	5 828,0	5 884,1	6 107,0	6 018,8	6 097,8	6 026,9	6 108,2	6 012,7	198,9	224,1	-94,2
									3,4%	3,8%	-1,5%
Education⁵	6 326,6	6 404,0	6 567,1	6 539,1	6 559,8	6 517,5	6 505,0	6 612,1	190,9	101,0	45,0
									3,0%	1,6%	0,7%
Services de santé	8 512,9	8 667,6	8 880,3	9 027,3	9 003,2	8 894,6	9 251,1	9 171,2	381,7	583,5	290,9
									4,5%	6,7%	3,3%

Source: Enquêtes nationales sur la main-d'œuvre et estimations officielles de chaque pays.

*Pays sélectionnés: Australie, Hong Kong (Chine), Japon, Macao (Chine), Nouvelle-Zélande, Philippines, Singapour et Taiwan (Chine).

¹N'inclut pas: Hong Kong (Chine), Macao (Chine) et Singapour. ²N'inclut pas: Japon, Macao (Chine) et Singapour. ³N'inclut pas: Japon et Singapour. ⁴N'inclut pas: Hong Kong (Chine) et Singapour. ⁵N'inclut pas: Singapour.

Annexe 3.2. Niveau et évolution de l'emploi dans les principales activités économiques dans les Amériques (*pays sélectionnés, en milliers)

	Moyenne 2008	T1 2009	T2 2009	T3 2009	T4 2009	Moyenne 2009	T1 2010	T2 2010	Evolution moyenne 2008 à 2009	Evolution du T1-09 au T1-10	Evolution du T2-09 au T2-10
									Evolution (en %)	Evolution (en %)	Evolution (en %)
Agriculture, foresterie & pêche¹	8 972,8	8 871,7	8 972,9	9 414,5	9 656,9	9 229,0	9 093,9	9 400,3	256,2	222,2	427,3
									2,9%	2,5%	4,8%
Industrie minière²	1 121,1	1 007,6	1 076,1	1 069,6	954,8	1 027,0	1 010,7	1 095,3	-94,1	3,1	19,2
									-8,4%	0,3%	1,8%
Secteur manufacturier³	24 251,7	22 730,3	22 298,1	22 071,9	22 235,5	22 334,0	22 183,1	22 328,0	-1 917,8	-547,2	29,9
									-7,9%	-2,4%	0,1%
Services publics de distribution⁴	4 349,0	4 210,6	4 227,3	4 311,0	4 322,7	4 267,9	4 317,2	4 419,5	-81,1	106,6	192,2
									-1,9%	2,5%	4,5%
Construction	13 977,5	13 302,7	13 024,1	12 799,1	12 526,0	12 913,0	12 543,2	12 531,1	-1 064,6	-759,4	-492,9
									-7,6%	-5,7%	-3,8%
Commerce de gros et de détail⁵	36 623,5	35 790,2	35 707,6	35 701,8	35 217,1	35 604,2	35 344,7	35 641,2	-1 019,4	-445,5	-66,4
									-2,8%	-1,2%	-0,2%
Hôtellerie-restauration³	19 923,0	19 749,1	19 932,3	19 796,7	20 283,7	19 940,5	20 089,6	20 228,9	17,5	340,6	296,5
									0,1%	1,7%	1,5%
Transports, entreposage & communication³	11 785,0	11 546,6	11 508,9	11 418,0	11 450,0	11 480,9	11 311,8	11 340,5	-304,1	-234,8	-168,3
									-2,6%	-2,0%	-1,5%
Intermédiation financière³	9 619,5	9 374,6	9 402,2	9 495,5	9 353,4	9 406,4	9 312,6	9 468,9	-213,1	-62,0	66,8
									-2,2%	-0,7%	0,7%
Immobilier, locations & activités de services aux entreprises⁶	3 482,1	3 441,7	3 418,6	3 395,5	3 452,5	3 427,1	3 396,0	3 408,8	-55,0	-45,6	-9,8
									-1,6%	-1,3%	-0,3%
Fonction publique⁷	14 513,7	14 628,9	14 690,3	14 698,0	14 655,2	14 668,1	14 697,8	14 965,0	154,4	68,8	274,7
									1,1%	0,5%	1,9%
Education⁸	14 612,2	14 690,2	14 708,6	14 574,5	14 698,6	14 668,0	14 691,8	14 693,4	55,8	1,6	-15,2
									0,4%	0,0%	-0,1%
Services de santé⁸	17 385,9	17 652,5	17 739,0	17 857,7	17 854,1	17 775,8	17 929,0	17 990,4	390,0	276,5	251,4
									2,2%	1,6%	1,4%

Source: Enquêtes nationales sur la main-d'œuvre et estimations officielles de chaque pays.

*Pays sélectionnés: Brésil, Canada, Colombie, Mexique et Etats-Unis.

¹Inclut: Colombie et Mexique. ²Inclut: Canada et Colombie. ³N'inclut pas: Brésil. ⁴N'inclut pas: Mexique. ⁵N'inclut pas: Colombie. ⁶N'inclut pas: Brésil et Mexique. ⁷N'inclut pas: Brésil et Colombie. ⁸Inclut: uniquement Canada et Etats-Unis.

Annexe 3.3. Niveau et évolution de l'emploi dans les principales activités économiques en Europe (*pays sélectionnés, en milliers)

	Moyenne 2008	T1 2009	T2 2009	T3 2009	T4 2009	Moyenne 2009	T1-2010	T2-2010	Evolution moyenne de 2008 à 2009	Evolution du T1 2009 au T1 2010	Evolution du T2 2009 au T2 2010
									Evolution (en %)	Evolution (en %)	Evolution (en %)
Agriculture, foresterie & pêche	18 297,4	17 209,3	18 888,5	19 125,1	17 888,7	18 277,9	17 613,8	19 339,3	-19,5 -0,1%	404,6 2,4%	450,8 2,4%
Industrie minière¹	2 015,4	1 873,5	1 897,5	1 883,2	1 895,5	1 887,4	1 848,8	1 879,8	-128,0 -6,4%	-24,7 -1,3%	-17,7 -0,9%
Secteur manufacturier	50 809,9	47 765,0	46 852,7	45 785,7	46 295,6	46 674,7	45 526,6	45 719,5	-4 135,2 -8,1%	-2 238,4 -4,7%	-1 133,2 -2,4%
Services publics de distribution²	5 060,7	5 131,2	5 068,3	5 167,2	5 169,7	5 134,1	5 198,5	5 210,9	73,4 1,4%	67,4 1,3%	142,6 2,8%
Construction	22 031,3	20 687,5	20 886,2	20 733,4	20 419,7	20 681,7	19 496,8	20 165,5	-1 349,6 -6,1%	-1 190,7 -5,8%	-720,7 -3,5%
Commerce de gros et de détail³	34 931,8	34 250,9	34 073,3	34 045,0	33 901,2	34 067,6	33 625,4	33 673,2	-864,2 -2,5%	-625,5 -1,8%	-400,1 -1,2%
Hôtellerie-restauration³	10 237,7	9 807,7	10 361,1	10 743,9	10 115,4	10 257,0	10 092,9	10 528,2	19,3 0,2%	285,2 2,9%	167,2 1,6%
Transports, entreposage & communication	23 118,2	22 600,5	22 497,9	22 475,5	22 306,9	22 470,2	22 257,2	22 257,8	-648,0 -2,8%	-343,3 -1,5%	-240,0 -1,1%
Intermédiation financière³	8 066,2	8 092,6	7 951,9	7 989,4	8 066,3	8 025,1	7 944,7	7 948,5	-41,2 -0,5%	-148,0 -1,8%	-3,4 0,0%
Immobilier, locations & activités de services aux entreprises⁴	23 696,3	23 958,2	23 979,0	24 016,7	24 061,8	24 003,9	23 859,0	24 163,3	307,6 1,3%	-99,2 -0,4%	184,3 0,8%
Fonction publique³	19 762,4	19 643,3	19 874,5	19 949,2	19 891,8	19 839,7	19 694,6	19 819,0	77,4 0,4%	51,2 0,3%	-55,5 -0,3%
Education³	22 264,6	22 597,7	22 649,8	22 020,4	22 717,3	22 496,3	22 767,1	22 746,6	231,7 1,0%	169,4 0,7%	96,9 0,4%
Services de santé³	26 811,7	27 255,6	27 329,3	27 625,2	27 806,3	27 504,1	27 768,6	27 859,1	692,4 2,6%	513,0 1,9%	529,9 1,9%

Source: Enquêtes nationales sur la main-d'œuvre et estimations officielles de chaque pays. Les données concernant l'Union européenne sont fournies par Eurostat.

*Pays sélectionnés: Autriche, Belgique, Bosnie-Herzégovine, Bulgarie, Croatie, Chypre, République tchèque, Danemark, Estonie, Finlande, France, Allemagne, Grèce, Hongrie, Islande, Irlande, Italie, Lettonie, Lituanie, Luxembourg, Malte, Pays-Bas, Norvège, Pologne, Portugal, Roumanie, Fédération de Russie, Slovaquie, Slovénie, Espagne, Suède, Suisse, Turquie et Royaume-Uni.

¹N'inclut pas: Chypre, Danemark, Estonie, Islande, Lettonie, Lituanie, Luxembourg et Malte. ²N'inclut pas: Estonie, Islande, Luxembourg et Malte. ³N'inclut pas: Turquie. ⁴N'inclut pas: Croatie, Islande, Luxembourg, Malte et Turquie.

Annexe 4. Niveau et évolution de l'emploi selon le sexe dans les principaux secteurs économiques (*pays sélectionnés, en milliers)

		Moyenne 2008	T109	T209	T309	T409	Moyenne 2009	T110	T210	Evolution moyenne de 2008 à 2009	Evolution du T1 2009 au T1 2010	Evolution du T2 2009 au T2 2010
Agriculture, foresterie & pêche¹	<i>Femmes</i>	8 026,1	7 426,7	7 957,9	8 171,3	7 422,6	7 744,6	7 178,2	8 069,9	-281,5	-248,5	112,0
	<i>Hommes</i>	18 637,0	18 521,6	18 769,9	19 204,9	18 707,2	18 800,9	18 358,3	19 205,0	-3,5%	-3,3%	1,4%
Industrie minière²	<i>Femmes</i>	324,0	298,8	319,0	335,6	292,3	311,4	310,2	320,1	163,9	-163,3	435,0
	<i>Hommes</i>	2 226,7	2 040,2	2 089,5	2 075,7	2 047,0	2 063,1	2 047,7	2 155,9	0,9%	-0,9%	2,3%
Secteur manufacturier	<i>Femmes</i>	27 130,1	25 516,2	25 200,0	25 034,1	26 113,1	25 465,8	24 627,6	24 783,2	-12,6	11,5	1,1
	<i>Hommes</i>	60 848,8	57 878,7	56 739,2	56 406,4	56 511,7	56 884,0	56 207,4	56 272,0	-3,9%	3,8%	0,4%
Services publics de distribution³	<i>Femmes</i>	921,6	925,2	935,1	951,7	957,7	942,4	881,9	928,8	-163,6	7,4	66,4
	<i>Hommes</i>	3 385,7	3 488,1	3 476,7	3 485,0	3 455,1	3 476,2	3 515,7	3 608,0	-7,3%	0,4%	3,2%
Construction	<i>Femmes</i>	4 734,7	4 536,4	4 377,6	4 349,0	4 341,8	4 401,2	4 300,6	4 244,4	-1 664,3	-888,6	-416,8
	<i>Hommes</i>	36 726,5	34 746,7	34 624,9	34 057,7	33 951,2	34 345,1	32 722,3	33 401,7	-6,1%	-3,5%	-1,7%
Commerce de gros et de détail⁴	<i>Femmes</i>	39 375,4	38 491,0	38 651,1	38 226,5	38 341,9	38 427,6	37 841,9	38 131,5	-3 964,8	-1 671,3	-467,2
	<i>Hommes</i>	41 828,3	40 785,3	40 631,7	40 602,6	40 512,6	40 633,1	40 648,9	40 690,5	-6,5%	-2,9%	-0,8%
Hôtellerie-restauration⁵	<i>Femmes</i>	16 565,8	16 302,2	16 686,3	16 990,8	16 574,8	16 638,5	16 500,1	16 823,0	20,8	-43,3	-6,3
	<i>Hommes</i>	13 302,0	12 994,7	13 342,8	13 449,3	13 248,1	13 258,7	13 326,6	13 617,5	2,3%	-4,7%	-0,7%
Transports, entreposage & communication⁶	<i>Femmes</i>	9 563,4	9 569,1	9 307,9	9 232,2	9 284,0	9 348,3	9 219,8	9 072,0	90,5	27,6	131,3
	<i>Hommes</i>	28 975,0	28 726,0	28 765,4	28 427,4	28 385,4	28 576,0	28 437,2	28 646,1	2,7%	0,8%	3,8%
Intermédiation financière⁷	<i>Femmes</i>	6 901,9	6 943,9	7 015,7	6 972,7	6 948,3	6 970,2	6 810,0	6 935,7	-233,5	-235,8	-133,2
	<i>Hommes</i>	7 326,6	7 352,0	7 415,2	7 446,7	7 440,1	7 413,5	7 308,8	7 600,3	-7,0%	-5,2%	-3,0%
Immobilier, locations & activités de services aux entreprises⁸	<i>Femmes</i>	11 596,2	11 790,3	11 944,6	11 925,8	12 053,4	11 928,5	11 874,3	12 036,2	-2 381,4	-2 024,5	-1 223,3
	<i>Hommes</i>	12 850,7	13 073,8	12 999,3	13 065,3	13 124,1	13 065,6	13 141,2	13 316,2	-6,5%	-5,8%	-3,5%
Fonction publique⁹	<i>Femmes</i>	9 290,0	9 258,1	9 430,7	9 519,7	9 462,0	9 417,6	9 373,2	9 380,8	-947,7	-649,1	-519,5
	<i>Hommes</i>	12 556,7	12 388,8	12 690,8	12 534,4	12 510,9	12 531,2	12 307,1	12 594,0	-2,4%	-1,7%	-1,3%
Education¹⁰	<i>Femmes</i>	16 266,4	16 510,3	16 780,9	16 235,3	16 781,1	16 576,9	16 857,4	16 932,1	-1 195,2	-136,4	58,7
	<i>Hommes</i>	7 838,7	7 959,9	7 925,7	7 808,4	7 986,1	7 920,0	7 976,0	7 962,8	-2,9%	-0,3%	0,1%
Services de santé¹¹	<i>Femmes</i>	36 377,3	37 066,1	37 237,6	37 527,6	37 691,2	37 380,6	38 017,0	38 068,8	72,7	198,0	136,7
	<i>Hommes</i>	9 808,8	9 839,3	9 955,8	10 187,9	10 294,2	10 069,3	10 284,7	10 387,3	0,4%	1,2%	0,8%
										332,3	84,0	91,6
										2,9%	0,7%	0,8%
										214,9	67,3	316,9
										1,7%	0,5%	2,4%
										127,6	115,1	-49,9
										1,4%	1,2%	-0,5
										-25,5	-81,7	-96,8
										-0,2%	-0,7%	-0,8%
										310,5	347,0	151,2
										1,9%	2,1%	0,9%
										81,3	16,1	37,1
										1,0%	0,2%	0,5%
										1 003,3	950,9	831,2
										2,8%	2,6%	2,2%
										260,5	445,3	431,4
										2,7%	4,5%	4,3%

Source: Enquêtes nationales sur la main-d'œuvre et estimations officielles de chaque pays. Les données concernant l'Union européenne sont fournies par Eurostat.

*Pays sélectionnés: Australie, Autriche, Belgique, Bosnie-Herzégovine, Bulgarie, Colombie, Croatie, Chypre, République tchèque, Danemark, Estonie, Finlande, France, Allemagne, Grèce, Hong Kong (Chine), Hongrie, Islande, Irlande, Israël, Italie, Japon, République de Corée, Lettonie, Lituanie, Luxembourg, Macao (Chine), Malte, Mexique, Pays-Bas, Nouvelle-Zélande, Norvège, Pologne, Portugal, Roumanie, Slovaquie, Slovénie, Afrique du Sud, Espagne, Suède, Suisse, Taiwan (Chine), Turquie, Royaume-Uni et Etats-Unis. ¹N'inclut pas: Hong Kong (Chine), Malte et Etats-Unis. ²N'inclut pas: Bosnie-Herzégovine, Bulgarie, Chypre, Danemark, Estonie, Islande, Israël, Japon, Lettonie, Lituanie, Luxembourg, Macao (Chine), Malte et Mexique. ³N'inclut pas: République de Corée. ⁴N'inclut pas: Colombie, République de Corée et Turquie. ⁵N'inclut pas: Colombie, République de Corée, Lituanie, Afrique du Sud et Turquie. ⁶N'inclut pas: Estonie et République de Corée. ⁷N'inclut pas: Estonie, République de Corée, Lettonie, Lituanie, Turquie et Etats-Unis. ⁸N'inclut pas: Bulgarie, Croatie, Hong Kong (Chine), Islande, Japon, République de Corée, Luxembourg, Malte, Mexique, Afrique du Sud, Turquie et Etats-Unis. ⁹N'inclut pas: Colombie, Hong Kong (Chine), République de Corée, Afrique du Sud, Turquie et Etats-Unis. ¹⁰N'inclut pas: Croatie, République de Corée, Mexique, Afrique du Sud et Turquie. ¹¹N'inclut pas: Colombie, République de Corée, Mexique, Afrique du Sud et Turquie.

Annexe 5: Nombre moyen d'heures de travail hebdomadaires effectuées dans les principales activités économiques (*pays sélectionnés)

	Moyenne 2008	T1 2009	T2 2009	T3 2009	T4 2009	Moyenne 2009	T1 2010	T2 2010	Evolution moyenne de 2008 à 2009	Evolution du T1 2009 au T1 2010	Evolution du T2 2009 au T2 2010
Agriculture, foresterie & pêche¹	42,34	40,10	43,20	43,88	40,95	42,03	39,98	42,92	-0,31	-0,12	-0,27
Industrie minière²	40,84	40,37	40,58	41,34	40,43	40,68	40,61	41,02	-0,16	0,24	0,44
Secteur manufacturier	39,61	38,96	38,53	39,62	38,90	39,00	39,29	39,05	-0,61	0,33	0,52
Services publics de distribution³	38,91	38,85	38,25	39,14	38,81	38,76	39,33	39,07	-0,15	0,48	0,81
Construction	40,84	39,74	39,75	40,98	39,70	40,04	39,65	40,00	-0,80	-0,09	0,25
Commerce de gros et de détail	37,87	37,37	37,31	38,15	37,43	37,56	37,61	37,57	-0,31	0,24	0,27
Hôtellerie-restauration	37,56	36,61	37,33	37,70	36,93	37,14	36,83	37,19	-0,42	0,22	-0,14
Transports, entreposage & communication	39,62	38,91	38,93	39,76	39,12	39,18	39,49	39,20	-0,44	0,58	0,27
Intermédiation financière	37,82	37,86	37,39	38,28	37,46	37,75	38,20	37,87	-0,07	0,33	0,48
Immobilier, locations & activités de services aux entreprises⁴	37,87	37,41	37,03	37,70	36,86	37,25	37,50	37,25	-0,62	0,09	0,22
Fonction publique⁵	37,49	37,45	37,00	37,79	37,15	37,35	37,62	37,23	-0,14	0,17	0,23
Education⁶	33,67	33,37	33,05	33,89	33,45	33,44	33,77	33,57	-0,23	0,40	0,52
Services de santé⁶	35,74	35,49	35,40	36,10	35,42	35,60	35,65	35,53	-0,13	0,17	0,13

Source: Enquêtes nationales sur la main-d'œuvre et estimations officielles de chaque pays. Les données concernant l'Union européenne sont fournies par Eurostat.

*Pays sélectionnés: Australie, Autriche, Belgique, Bulgarie, Canada, Croatie, Chypre, République tchèque, Danemark, Estonie, Finlande, France, Allemagne, Grèce, Hongrie, Islande, Irlande, Israël, Italie, Japon, Lettonie, Lituanie, Luxembourg, Macao (Chine), Malte, Pays-Bas, Norvège, Pologne, Portugal, Roumanie, Slovaquie, Slovénie, Espagne, Suède, Royaume-Uni et Etats-Unis.

¹N'inclut pas: Canada, Japon, Macao (Chine) et Etats-Unis. ²N'inclut pas: Belgique, Chypre, Danemark, Islande, Israël, Lituanie, Luxembourg, Macao (Chine) et Malte. ³N'inclut pas: Canada, Islande et Luxembourg. ⁴N'inclut pas: Canada et Japon.

⁵N'inclut pas: Japon et Etats-Unis. ⁶N'inclut pas: Etats-Unis.

Annexe 6. Agriculture, foresterie & pêche

Niveau et évolution de l'emploi (*pays sélectionnés, en milliers)

	Moyenne 2008	2009				Moyenne 2009	2010		Evolution moyenne de 2008 à 2009	Evolution du T1 2009 au T1 2010	Evolution du T2 2009 au T2 2010
		T1	T2	T3	T4		T1	T2			
Australie	354,8	366,7	348,1	360,2	360,0	358,7	359,9	372,5	4,0	-6,8	24,4
Autriche	220,1	209,9	218,0	219,3	210,1	214,3	204,7	212,4	-5,7	-5,2	-5,6
Barbade	3,7	5,1	4,0	3,4	3,4	4,0	4,2	:	0,3	-0,9	:
Belgique	69,1	70,7	54,7	54,9	82,7	65,8	52,9	60,9	-3,3	-17,8	6,2
Bosnie-Herzégovine	18,5	18,8	18,2	18,6	18,6	18,5	18,9	22,5	0,0	0,2	4,3
Bulgarie	251,1	216,0	244,8	245,1	217,0	230,7	188,8	224,0	-20,4	-27,2	-20,8
Chili ¹	754,3	734,6	683,6	693,4	765,1	719,2	814,6	694,4	-35,2	80,0	10,7
Colombie	3 170,2	3 416,8	3 328,1	3 424,9	3 542,7	3 428,1	3 499,1	3 501,0	257,9	82,4	172,9
Croatie	219,0	229,2	229,1	214,5	218,1	222,7	233,5	229,8	3,8	4,3	0,7
Chypre	16,2	14,8	14,7	15,4	15,2	15,0	13,8	14,9	-1,2	-1,0	0,2
République tchèque	158,8	151,5	155,2	159,5	148,9	153,8	147,8	154,9	-5,0	-3,7	-0,3
Danemark	71,9	74,9	67,9	73,5	66,5	70,7	61,4	67,6	-1,2	-13,5	-0,3
Estonie	25,3	22,5	24,9	25,5	23,2	24,0	23,3	25,1	-1,3	0,8	0,2
Finlande	113,9	110,5	117,4	114,6	110,6	113,3	107,7	109,1	-0,6	-2,8	-8,3
France	702,0	712,0	752,3	794,4	748,8	751,9	739,9	745,3	49,9	27,9	-7,0
Allemagne	690,1	687,1	610,3	644,3	653,7	648,9	653,6	618,8	-41,2	-33,5	8,5
Grèce	516,9	520,0	529,6	545,4	551,2	536,6	562,4	551,7	19,7	42,4	22,1
Hongrie	167,4	170,8	173,3	178,8	172,9	174,0	160,0	169,9	6,6	-10,8	-3,4
Islande	8,1	6,2	6,2	8,2	9,2	7,5	8,6	9,6	-0,7	2,4	3,4
Irlande	112,1	100,6	96,9	95,5	89,4	95,6	79,7	84,9	-16,5	-20,9	-12,0
Israël	47,9	51,9	47,4	44,1	42,0	46,4	54,6	41,7	-1,5	2,7	-5,7
Italie	867,5	816,5	824,8	869,6	887,5	849,6	797,1	878,6	-17,9	-19,4	53,8
Jamaïque	216,9	220,1	229,8	231,7	228,1	227,4	:	:	10,6	:	:
Japon	2 435,0	2 420,0	2 490,0	2 470,0	2 140,0	2 380,0	2 170,0	2 550,0	-55,0	-250,0	60,0
République de Corée	1 666,8	1 573,0	1 858,0	1 815,0	1 231,0	1 619,3	1 385,0	1 820,0	-47,5	-188,0	-38,0
Lettonie	88,6	82,8	89,4	90,6	78,7	85,4	75,3	84,7	-3,2	-7,5	-4,7
Lituanie	119,8	123,5	131,8	138,8	127,9	130,5	119,4	124,5	10,7	-4,1	-7,3
Luxembourg	3,4	2,8	2,2	3,6	2,9	2,9	1,9	2,5	-0,5	-0,9	0,3
Malaisie	1 373,2	1 337,9	1 409,8	1 344,3	1 339,8	1 358,0	1 506,6	1 460,9	-15,3	168,7	51,1
Malte	2,8	2,3	2,3	2,4	2,2	2,3	2,1	2,2	-0,5	-0,2	-0,1
Mexique	5 802,6	5 454,9	5 644,8	5 989,6	6 114,2	5 800,9	5 594,8	5 899,3	-1,7	139,9	254,5
Pays-Bas	223,6	221,7	219,8	217,6	213,2	218,1	218,5	208,1	-5,5	-3,2	-11,7
Nouvelle-Zélande	147,6	149,7	135,8	137,8	148,7	143,0	149,9	145,3	-4,6	0,2	9,5
Norvège	64,6	64,5	70,4	69,3	65,8	67,5	65,8	66,3	2,9	1,3	-4,1
Philippines	10 620,1	10 829,2	10 475,2	10 572,1	10 329,7	10 551,6	10 070,0	11 940,0	-68,5	-759,2	1 464,8
Pologne	2 206,3	2 079,6	2 119,9	2 177,6	2 050,6	2 106,9	1 983,7	2 050,5	-99,3	-95,9	-69,4
Portugal	581,2	558,9	551,3	567,2	581,7	564,8	560,0	540,9	-16,4	1,1	-10,4
Roumanie	2 689,3	2 453,2	2 826,0	2 911,6	2 565,4	2 689,1	2 522,4	3 019,6	-0,3	69,2	193,6
Fédération de Russie	1 674,9	1 496,9	1 559,3	1 566,5	1 463,8	1 521,6	1 398,9	1 457,3	-153,2	-98,0	-102,0
Slovaquie	96,3	88,7	86,4	83,0	81,5	84,9	76,6	75,2	-11,4	-12,1	-11,2
Slovénie	85,2	75,8	89,8	101,6	88,7	89,0	77,8	80,2	3,8	2,0	-9,6
Afrique du Sud	780,0	738,0	710,0	653,0	615,0	679,0	650,0	618,0	-101,0	-88,0	-92,0
Espagne	818,9	837,8	786,6	737,2	782,6	786,1	835,2	778,2	-32,9	-2,6	-8,4
Sri Lanka	2 344,4	2 460,0	2 226,9	2 292,2	2 295,4	2 318,6	1 831,2	:	-25,8	-628,7	:
Suède	97,0	94,7	102,9	99,3	93,5	97,6	91,8	97,6	0,6	-2,9	-5,3
Taiwan, Chine	536,5	534,0	537,0	548,0	552,0	542,8	553,0	551,0	6,3	19,0	14,0
Thaïlande	14 283,3	12 399,7	14 054,2	15 476,7	15 448,8	14 344,8	12 662,5	:	61,6	262,8	:
Turquie	5 001,3	4 572,0	5 801,0	5 754,0	5 144,0	5 317,8	5 197,0	6 233,0	316,5	625,0	432,0
Royaume-Uni	316,7	322,1	311,1	327,7	322,6	320,9	333,3	338,5	4,2	11,2	27,4
Venezuela	1 072,2	1 048,4	971,1	1 214,4	1 057,9	1 073,0	1 105,8	:	0,8	57,4	:

Source: BIT sur la base des enquêtes nationales sur la main-d'œuvre et des estimations officielles de chaque pays. Les données concernant l'Union européenne sont fournies par Eurostat.

¹ Les données à partir du T2 2010 ne sont pas comparables en raison de changements méthodologiques par rapport à l'enquête officielle.

Annexe 7. Industrie minière

Niveau et évolution de l'emploi (*pays sélectionnés, en milliers)

	Moyenne 2008	2009				Moyenne 2009	2010		Evolution moyenne de 2008 à 2009	Evolution du T1 2009 au T1 2010	Evolution du T2 2009 au T2 2010
		T1	T2	T3	T4		T1	T2			
Australie	163,9	165,0	152,3	161,7	165,0	161,0	174,5	179,4	-2,9	9,5	27,1
Autriche	10,7	12,3	10,8	10,3	8,4	10,5	8,1	9,9	-0,2	-4,2	-0,9
Belgique	5,2	5,0	9,2	4,3	4,2	5,7	4,7	2,7	0,4	-0,3	-6,5
Bosnie-Herzégovine	19,7	20,4	19,9	19,8	19,6	20,0	19,6	19,7	0,2	-0,9	-0,2
Bulgarie	35,0	31,8	36,8	35,6	31,7	34,0	33,7	35,4	-1,0	1,9	-1,4
Canada	202,4	188,1	177,0	172,6	172,5	177,6	181,2	185,6	-24,8	-6,9	8,6
Chili ¹	99,4	96,4	94,0	95,5	105,6	97,9	194,3	204,0	-1,6	98,0	110,1
Colombie	202,1	117,5	224,8	243,8	150,9	184,2	177,8	232,5	-17,9	60,3	7,8
Croatie	8,7	9,1	8,8	9,2	8,3	8,9	7,3	11,0	0,2	-1,8	2,2
République tchèque	55,2	53,2	52,1	51,9	51,5	52,2	50,8	47,3	-3,0	-2,4	-4,8
Finlande	5,0	4,0	4,9	6,0	6,2	5,3	7,2	7,2	0,3	3,2	2,3
France	21,9	25,5	27,1	26,4	24,9	26,0	23,9	27,7	4,1	-1,6	0,6
Allemagne	108,7	104,2	99,0	107,0	106,4	104,2	92,8	102,7	-4,6	-11,4	3,7
Grèce	17,3	13,5	14,0	15,9	14,6	14,5	13,4	13,4	-2,8	-0,1	-0,6
Hong Kong, Chine	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	-0,0	-0,0	0,0
Hongrie	10,2	10,3	9,5	9,3	10,4	9,9	11,4	11,7	-0,3	1,1	2,2
Irlande	11,0	8,2	7,5	7,1	6,0	7,2	5,9	7,5	-3,8	-2,3	0,0
Italie	36,1	32,0	32,8	32,7	35,4	33,2	33,1	31,1	-2,8	1,1	-1,7
Jamaïque	9,8	7,4	6,0	3,9	5,0	5,6	:	:	-4,2	:	:
Malaisie	54,1	62,0	63,6	60,1	67,6	63,3	57,8	55,2	9,2	-4,2	-8,4
Pays-Bas	11,1	11,4	11,4	9,9	11,3	11,0	11,2	9,3	-0,1	-0,2	-2,1
Nouvelle-Zélande	5,7	6,3	6,6	7,2	7,3	6,9	7,2	6,7	1,2	0,9	0,1
Norvège	41,9	44,3	45,6	46,0	44,5	45,1	43,9	45,6	3,3	-0,4	0,0
Philippines	145,6	174,7	177,5	177,4	180,0	177,4	212,0	117,0	31,8	37,3	-60,5
Pologne	233,8	210,3	224,6	223,3	225,2	220,9	215,8	226,5	-13,0	5,5	1,9
Portugal	18,0	17,6	18,0	18,4	17,4	17,9	20,2	20,9	-0,1	2,6	2,9
Roumanie	107,1	104,7	98,0	94,7	104,1	100,4	102,2	92,8	-6,7	-2,5	-5,2
Fédération de Russie	934,8	888,3	879,2	865,2	854,4	871,8	857,9	865,1	-63,0	-30,4	-14,1
Slovaquie	14,1	9,6	9,3	12,0	12,5	10,9	13,8	13,6	-3,2	4,2	4,3
Slovénie	3,8	4,8	3,2	4,4	3,7	4,0	4,1	4,0	0,3	-0,7	0,8
Afrique du Sud	328,5	333,0	319,0	299,0	296,0	311,8	296,0	305,0	-16,8	-37,0	-14,0
Espagne	52,9	46,8	47,1	42,9	47,0	46,0	45,0	44,7	-7,0	-1,8	-2,4
Suède	9,3	8,9	9,5	9,2	9,0	9,2	9,3	9,7	-0,1	0,4	0,2
Suisse	4,9	4,8	4,8	4,9	4,9	4,8	4,9	5,0	-0,0	0,1	0,2
Taiwan, Chine	6,0	5,0	5,0	5,0	4,0	4,8	4,0	4,0	-1,3	-1,0	-1,0
Thaïlande	57,9	52,6	49,9	48,2	54,1	51,2	52,0	:	-6,7	-0,7	:
Turquie	111,8	85,0	103,0	117,0	117,0	105,5	105,0	109,0	-6,3	20,0	6,0
Royaume-Uni	127,6	107,5	111,4	99,7	116,9	108,9	103,6	106,3	-18,7	-3,9	-5,1
Etats-Unis	717,2	701,9	673,8	653,2	630,5	664,9	653,4	676,7	-52,3	-48,5	2,9
Venezuela	97,8	116,8	97,6	121,2	108,4	111,0	111,6	:	13,2	-5,2	:

Source: BIT sur la base des enquêtes nationales sur la main-d'œuvre et des estimations officielles de chaque pays. Les données concernant l'Union européenne sont fournies par Eurostat.

¹Les données à partir du T2 2010 ne sont pas comparables en raison de changements méthodologiques par rapport à l'enquête officielle.

Annexe 8. Secteur manufacturier

Niveau et évolution de l'emploi (*certains pays, en milliers)

	Moyenne 2008	2009				Moyenne 2009	2010		Evolution moyenne de 2008 à 2009	Evolution du T1 2009 au T1 2010	Evolution du T2 2009 au T2 2010
		T1	T2	T3	T4		T1	T2			
Australie	1 050,6	1 015,1	993,5	1 014,3	985,4	1 002,1	1 002,3	972,1	-48,5	-12,7	-21,4
Autriche	641,6	613,2	615,3	602,1	607,2	609,5	609,5	616,4	-32,1	-3,7	1,1
Barbade	6,8	7,1	6,8	7,8	8,1	7,5	10,0	:	0,7	2,9	:
Belgique	710,3	659,3	647,1	652,1	666,1	656,2	650,6	638,3	-54,1	-8,7	-8,8
Bosnie-Herzégovine	143,8	151,3	138,7	136,6	135,4	140,5	138,5	130,2	-3,3	-12,7	-8,6
Bulgarie	769,7	741,2	729,1	707,5	678,0	714,0	652,4	651,4	-55,7	-88,8	-77,7
Canada	1 657,9	1 525,5	1 471,9	1 454,1	1 444,0	1 473,9	1 467,7	1 469,4	-184,0	-57,8	-2,5
Chili ¹	863,1	858,3	843,0	853,2	843,7	849,5	747,7	775,7	-13,5	-110,6	-67,3
Colombie	2 315,7	2 274,5	2 471,0	2 346,1	2 582,6	2 418,6	2 329,3	2 441,8	102,9	54,8	-29,2
Croatie	303,3	279,7	282,3	272,7	263,7	274,6	252,4	242,4	-28,7	-27,3	-39,9
Chypre	37,0	35,1	35,0	34,7	34,4	34,8	32,0	32,9	-2,2	-3,1	-2,1
République tchèque	1 378,5	1 307,7	1 253,3	1 208,7	1 201,1	1 242,7	1 213,5	1 213,0	-135,8	-94,2	-40,3
Danemark	408,3	358,8	360,4	352,6	334,2	351,5	345,8	356,5	-56,8	-13,0	-3,9
Estonie	135,0	113,1	116,3	116,1	109,9	113,9	96,1	100,7	-21,1	-17,0	-15,6
Finlande	417,3	386,2	385,7	380,2	364,8	379,2	355,1	370,7	-38,1	-31,1	-15,0
France	3 698,0	3 585,7	3 524,3	3 498,3	3 440,9	3 512,3	3 373,9	3 403,1	-185,7	-211,8	-121,2
Allemagne	8 154,2	7 984,7	7 861,8	7 821,7	7 916,9	7 896,3	7 803,3	7 714,4	-257,9	-181,4	-147,4
Grèce	538,9	529,0	516,0	514,2	494,3	513,4	481,9	483,1	-25,6	-47,1	-32,9
Hong Kong, Chine	132,5	125,7	124,7	124,7	124,9	125,0	122,6	119,8	-7,5	-3,1	-4,9
Hongrie	854,7	806,7	793,5	783,2	787,4	792,7	768,1	785,2	-61,9	-38,6	-8,3
Islande	18,7	17,6	19,7	19,5	17,8	18,7	15,8	18,1	0,0	-1,8	-1,6
Irlande	268,2	230,0	226,3	220,7	215,3	223,1	209,8	209,3	-45,2	-20,2	-17,0
Israël	432,0	415,2	421,3	399,6	394,6	407,7	396,9	424,3	-24,3	-18,3	3,0
Italie	4 665,2	4 524,9	4 519,5	4 417,8	4 333,6	4 449,0	4 266,6	4 262,6	-216,3	-258,3	-256,9
Jamaïque	85,3	77,9	77,6	79,0	76,3	77,7	:	:	-7,6	:	:
Japon	11 385,0	10 890,0	10 510,0	10 610,0	10 640,0	10 662,5	10 580,0	10 350,0	-722,5	-310,0	-160,0
République de Corée	3 952,0	3 813,0	3 836,0	3 810,0	3 872,0	3 832,8	3 924,0	4 017,0	-119,3	111,0	181,0
Lettonie	165,7	149,5	143,6	122,5	128,1	135,9	127,1	128,4	-29,8	-22,4	-15,2
Lituanie	260,4	238,4	230,6	223,1	212,0	226,0	207,5	207,3	-34,4	-30,9	-23,3
Luxembourg	12,8	14,2	13,5	11,7	14,4	13,5	13,2	12,7	0,7	-1,0	-0,8
Macao, Chine	24,5	18,9	16,9	16,1	16,1	17,0	16,6	16,6	-7,5	-2,3	-0,3
Malaisie	1 952,6	1 847,3	1 772,5	1 853,7	1 789,1	1 815,7	1 787,1	1 947,0	-137,0	-60,2	174,5
Malte	23,7	23,8	24,4	24,3	22,9	23,9	24,1	25,4	0,1	0,3	1,0
Mexique	6 935,2	6 634,3	6 478,2	6 531,7	6 679,9	6 581,0	6 795,1	6 735,8	-354,2	160,8	257,6
Pays-Bas	917,7	874,4	854,2	831,0	830,2	847,5	829,6	829,2	-70,2	-44,8	-25,0
Nouvelle-Zélande	271,1	255,6	258,4	244,7	239,4	249,5	248,6	239,5	-21,6	-7,0	-18,9
Norvège	260,6	253,3	249,7	246,5	240,1	247,4	236,5	239,1	-13,2	-16,8	-10,6
Philippines	2 922,7	2 829,6	2 947,2	2 944,6	3 023,3	2 936,2	3 062,0	2 947,0	13,5	232,4	-0,2
Pologne	3 228,3	3 084,2	2 991,5	3 096,7	3 063,9	3 059,1	2 938,4	2 948,0	-169,2	-145,8	-43,5
Portugal	894,0	867,3	863,6	844,3	831,4	851,7	825,4	842,4	-42,4	-41,9	-21,2
Roumanie	1 905,2	1 835,0	1 752,5	1 710,5	1 707,3	1 751,3	1 682,3	1 661,6	-153,9	-152,7	-90,9
Fédération de Russie	7 277,2	6 674,2	6 466,0	6 353,5	6 275,3	6 442,3	6 215,7	6 217,6	-834,9	-458,5	-248,4
Singapour	586,7	564,1	548,2	541,8	542,6	549,2	545,6	543,3	-37,6	-18,5	-4,9
Slovaquie	639,9	597,2	574,7	547,2	542,1	565,3	518,5	518,5	-74,6	-78,7	-56,2
Slovénie	260,2	242,7	239,1	234,8	234,0	237,7	235,8	235,8	-22,6	-6,9	-3,3
Afrique du Sud	1 954,3	1 882,0	1 873,0	1 723,0	1 742,0	1 805,0	1 709,0	1 656,0	-149,3	-173,0	-217,0
Espagne	2 951,8	2 639,6	2 537,7	1 723,0	2 429,6	2 332,5	2 360,6	2 360,6	-619,3	-279,0	-177,1
Sri Lanka	1 354,9	1 297,4	1 251,6	1 307,6	1 348,7	1 301,3	1 241,8	:	-53,6	-55,6	:
Suède	620,7	575,0	564,7	559,3	538,3	559,3	536,2	536,2	-61,4	-38,8	-28,5
Suisse	718,7	710,5	700,2	695,4	688,6	698,7	685,9	686,9	-20,0	-24,6	-13,3
Taiwan, Chine	2 877,0	2 764,0	2 784,0	2 805,0	2 797,0	2 787,5	2 800,0	2 863,0	-89,5	36,0	79,0
Thaïlande	5 453,3	5 585,0	5 388,6	5 300,7	5 221,4	5 373,9	5 565,8	:	-79,4	-19,2	:
Turquie	4 220,8	3 827,0	3 867,0	4 027,0	4 153,0	3 968,5	4 030,0	4 247,0	-252,3	203,0	380,0
Royaume-Uni	3 326,6	2 834,5	2 755,3	2 796,1	2 783,4	2 792,3	2 794,5	2 794,5	-534,2	-40,0	39,2
Etats-Unis	13 343,0	12 296,0	11 877,0	11 740,0	11 529,0	11 860,5	11 591,0	11 681,0	-1 482,5	-705,0	-196,0
Venezuela	1 388,0	1 333,9	1 493,5	1 351,4	1 402,7	1 395,4	1 342,1	:	7,4	8,2	:

Source: BIT sur la base des enquêtes nationales sur la main-d'œuvre et des estimations officielles de chaque pays. Les données concernant l'Union européenne sont fournies par Eurostat.

¹Les données à partir du T2 2010 ne sont pas comparables en raison de changements méthodologiques par rapport à l'enquête officielle.

Annexe 9. Services publics de distribution

Niveau et évolution de l'emploi (*pays sélectionnés, en milliers)

	Moyenne 2008	2009				Moyenne 2009	2010		Evolution moyenne de 2008 à 2009	Evolution du T1 2009 au T1 2010	Evolution du T2 2009 au T2 2010
		T1	T2	T3	T4		T1	T2			
Australie	123,1	151,0	136,7	124,2	121,2	133,3	134,0	143,0	10,1	-16,9	6,4
Autriche	43,5	47,2	45,2	44,9	40,8	44,5	42,0	43,5	1,0	-5,2	-1,7
Barbade	1,6	2,3	1,8	1,1	1,8	1,8	3,5	:	0,2	1,2	:
Belgique	59,1	60,2	62,0	65,1	51,4	59,7	69,1	70,4	0,6	8,9	8,4
Bosnie-Herzégovine	24,1	22,9	22,9	23,0	23,0	23,0	23,3	23,2	-1,1	0,4	0,2
Brésil	3 594,8	3 433,2	3 460,3	3 561,9	3 561,9	3 504,3	3 550,0	3 657,0	-90,5	116,8	196,7
Bulgarie	79,2	74,9	75,9	75,8	77,7	76,1	74,2	75,9	-3,1	-0,7	0,0
Canada	120,3	120,4	119,8	116,6	117,5	118,6	116,7	117,8	-1,7	-3,7	-2,0
Chili ¹	38,6	33,6	32,7	31,8	32,0	32,5	57,1	55,6	-6,0	23,5	22,9
Colombie	73,5	86,9	78,9	65,0	86,1	79,3	92,7	90,0	5,7	5,8	11,1
Croatie	42,8	40,8	36,5	35,5	37,8	37,7	35,9	36,2	-5,2	-4,9	-0,3
Chypre	4,5	5,6	4,6	4,4	4,2	4,7	3,8	3,7	0,2	-1,8	-0,9
République tchèque	112,7	114,6	115,6	107,6	108,3	111,5	104,0	101,8	-1,2	-10,6	-13,8
Danemark	36,7	29,5	29,5	29,7	31,0	29,9	33,8	29,4	-6,8	4,3	-0,1
Finlande	25,5	28,1	28,8	27,1	23,3	26,8	26,9	29,7	1,4	-1,2	0,9
France	325,1	325,3	358,6	395,4	390,0	367,3	393,9	402,1	42,3	68,6	43,5
Allemagne	532,8	539,5	571,4	573,0	568,9	563,2	532,2	567,2	30,5	-7,3	-4,2
Grèce	65,2	59,3	60,4	57,2	58,7	58,9	58,3	59,9	-6,3	-1,0	-0,5
Hong Kong, Chine	10,7	10,6	10,6	10,4	10,9	10,6	10,8	10,8	-0,1	0,3	0,2
Hongrie	78,4	80,7	82,7	84,6	87,0	83,8	82,8	85,5	5,4	2,1	2,8
Irlande	24,0	23,0	23,9	24,0	24,4	23,8	25,2	23,3	-0,2	2,2	-0,6
Israël	19,9	15,1	19,6	20,6	16,7	18,0	14,8	18,6	-1,9	-0,3	-1,0
Italie	299,4	302,6	302,3	316,1	332,0	313,3	332,5	315,2	13,9	29,9	12,9
Jamaïque	7,6	6,9	7,7	10,0	7,8	8,1	:	:	0,5	:	:
Lettonie	29,4	26,4	26,9	24,0	28,9	26,6	30,5	22,5	-2,8	4,1	-4,4
Lituanie	35,5	28,6	28,8	34,8	31,2	30,9	26,2	24,6	-4,6	-2,4	-4,2
Macao, Chine	0,9	1,0	1,0	1,0	0,9	1,0	0,8	0,9	0,1	-0,2	-0,1
Malaisie	61,3	55,6	58,0	66,5	57,5	59,4	55,2	41,1	-1,9	-0,4	-16,9
Pays-Bas	69,6	72,3	68,8	79,6	75,6	74,1	73,2	76,3	4,5	0,9	7,5
Nouvelle-Zélande	17,5	16,6	15,0	13,9	13,0	14,6	15,8	14,7	-2,9	-0,8	-0,3
Norvège	29,5	31,6	30,2	31,6	31,2	31,2	30,1	31,5	1,7	-1,5	1,3
Philippines	136,4	139,7	142,0	177,4	144,0	150,8	139,0	145,0	14,4	-0,7	3,0
Pologne	340,0	359,6	333,9	352,5	339,2	346,3	318,1	347,3	6,3	-41,5	13,4
Portugal	23,2	24,7	23,7	47,8	49,7	36,5	47,1	49,0	13,3	22,4	25,3
Roumanie	199,7	209,6	201,4	187,7	189,0	196,9	200,9	205,1	-2,7	-8,7	3,7
Fédération de Russie	1 748,0	1 775,7	1 706,9	1 714,6	1 761,9	1 739,8	1 766,5	1 702,9	-8,2	-9,2	-4,0
Slovaquie	65,0	61,6	64,6	70,9	59,2	64,1	56,5	60,4	-1,0	-5,1	-4,2
Slovénie	17,8	17,1	18,5	20,2	17,4	18,3	18,4	17,4	0,5	1,3	-1,1
Afrique du Sud	94,3	100,0	99,0	93,0	98,0	97,5	70,0	93,0	3,3	-30,0	-6,0
Espagne	194,3	213,8	214,5	205,7	204,3	209,6	194,2	195,9	15,3	-19,6	-18,6
Suède	40,2	39,3	42,2	43,5	43,2	42,1	42,2	45,6	1,9	2,9	3,4
Suisse	25,5	25,8	26,2	26,1	26,3	26,1	26,4	26,8	0,6	0,6	0,6
Taiwan, Chine	99,5	102,0	102,0	101,0	103,0	102,0	106,0	107,0	2,5	4,0	5,0
Thaïlande	106,4	102,2	98,6	106,0	102,1	102,2	114,2	:	-4,2	12,0	:
Turquie	90,0	82,0	67,0	77,0	92,0	79,5	166,0	185,7	-10,5	84,0	118,7
Royaume-Uni	365,8	378,1	368,6	387,8	362,2	374,2	364,4	352,9	8,4	-13,7	-15,7
Etats-Unis	560,4	570,1	568,2	567,5	557,2	565,8	557,8	554,7	5,3	-12,3	-13,5
Venezuela	48,6	54,0	56,5	48,3	51,7	52,6	55,7	:	4,1	1,7	:

Source: BIT sur la base des enquêtes nationales sur la main-d'œuvre et des estimations officielles de chaque pays. Les données concernant l'Union européenne sont fournies par Eurostat.

¹Les données à partir du T2 2010 ne sont pas comparables en raison de changements méthodologiques par rapport à l'enquête officielle.

Annexe 10. Construction

Niveau et évolution de l'emploi (*pays sélectionnés, en milliers)

	Moyenne 2008	2009				Moyenne 2009	2010		Evolution moyenne de 2008 à 2009	Evolution du T1 2009 au T1 2010	Evolution du T2 2009 au T2 2010
		T1	T2	T3	T4		T1	T2			
Australie	987,0	991,2	984,1	967,3	980,3	980,7	995,4	1 014,1	-6,3	4,2	30,0
Autriche	376,6	332,3	361,5	366,6	356,3	354,2	314,4	348,9	-22,4	-17,9	-12,6
Belgique	322,3	323,6	328,0	285,5	327,9	316,3	323,3	325,0	-6,0	-0,3	-3,0
Bosnie-Herzégovine	43,9	45,8	42,4	41,4	40,7	42,6	42,0	38,2	-1,3	-3,9	-4,1
Brésil	1 554,2	1 542,5	1 549,2	1 599,0	1 658,0	1 587,2	1 706,0	1 665,0	33,0	163,5	115,8
Bulgarie	340,3	336,4	329,7	319,4	304,3	322,5	262,3	269,3	-17,9	-74,1	-60,4
Canada	827,3	790,1	785,1	797,3	805,9	794,6	816,1	818,3	-32,7	26,0	33,2
Chili ¹	582,7	556,9	524,6	533,4	554,9	542,5	541,0	575,1	-40,3	-16,0	50,5
Colombie	888,4	965,5	947,9	947,7	1 012,4	968,4	952,0	968,0	80,0	-13,5	20,1
Croatie	147,0	141,8	142,7	137,7	140,7	140,7	127,6	108,1	-6,3	-14,2	-34,6
Chypre	46,2	45,2	42,7	44,8	44,4	44,3	42,3	41,7	-2,0	-2,9	-1,0
République tchèque	480,8	479,1	499,6	503,5	504,7	496,7	469,6	478,7	15,9	-9,5	-20,9
Danemark	195,6	180,8	172,4	177,8	179,9	177,7	162,1	147,0	-17,8	-18,7	-25,4
Estonie	81,0	63,5	55,0	59,2	55,6	58,3	40,6	41,2	-22,7	-22,9	-13,8
Finlande	185,8	171,8	176,7	179,1	171,6	174,8	160,9	171,9	-11,0	-10,9	-4,8
France	1 897,0	1 870,0	1 873,8	1 889,3	1 857,5	1 872,7	1 838,9	1 931,2	-24,4	-31,1	57,4
Allemagne	2 572,2	2 576,9	2 519,8	2 579,4	2 624,1	2 575,1	2 513,5	2 531,2	2,9	-63,4	11,4
Grèce	395,1	367,7	366,6	376,9	364,1	368,8	340,4	330,0	-26,3	-27,3	-36,6
Hong Kong, Chine	49,4	51,9	48,9	48,0	53,2	50,5	53,9	55,5	1,1	2,0	6,6
Hongrie	311,0	288,1	299,1	298,7	289,8	293,9	267,7	276,7	-17,0	-20,4	-22,4
Islande	17,6	11,1	11,6	12,2	10,7	11,4	10,5	11,8	-6,2	-0,6	0,2
Irlande	235,6	183,1	158,4	149,7	131,2	155,6	123,9	125,3	-80,0	-59,2	-33,1
Israël	150,7	141,7	146,8	143,4	137,6	142,4	138,9	156,8	-8,3	-2,8	10,0
Italie	1 987,0	1 963,8	1 943,7	1 929,9	2 011,8	1 962,3	1 962,2	1 974,4	-24,7	-1,6	30,7
Jamaïque	109,0	101,8	91,9	95,0	95,3	96,0	:	:	-13,0	:	:
Japon	5 340,0	5 220,0	5 060,0	5 030,0	5 260,0	5 142,5	4 890,0	4 870,0	-197,5	-330,0	-190,0
Lettonie	128,7	96,2	89,0	70,0	65,0	80,1	58,8	64,0	-48,7	-37,4	-25,0
Lituanie	166,5	141,1	131,2	116,6	101,4	122,6	89,6	88,1	-43,9	-51,5	-43,1
Luxembourg	15,8	10,7	12,7	12,3	13,5	12,3	12,3	15,2	-3,5	1,6	2,5
Macao, Chine	38,4	35,5	35,4	30,5	29,4	32,7	27,9	25,7	-5,7	-7,6	-9,7
Malaisie	1 004,4	1 001,4	987,0	996,8	1 106,4	1 022,9	1 050,3	1 010,8	18,5	48,9	23,8
Malte	12,5	12,9	10,5	11,1	12,5	11,8	12,9	11,5	-0,7	0,0	1,0
Mexique	3 588,2	3 534,6	3 517,8	3 412,1	3 349,7	3 453,6	3 457,2	3 495,8	-134,6	-77,5	-22,0
Pays-Bas	515,3	509,5	509,2	479,0	474,5	493,1	462,7	455,1	-22,3	-46,8	-54,1
Nouvelle-Zélande	182,9	188,1	186,7	171,9	177,3	181,0	179,4	183,8	-1,9	-8,7	-2,9
Norvège	184,6	182,0	176,2	178,0	182,0	179,6	178,5	177,1	-5,1	-3,5	0,9
Philippines	1 832,4	1 956,2	1 988,5	1 880,3	1 943,6	1 942,2	2 071,0	2 004,0	109,7	114,8	15,5
Pologne	1 233,8	1 260,4	1 359,9	1 340,4	1 271,1	1 308,0	1 196,9	1 299,4	74,2	-63,5	-60,5
Portugal	555,1	514,6	513,5	503,1	491,1	505,6	478,6	478,1	-49,5	-36,0	-35,4
Roumanie	748,9	679,8	702,8	783,8	737,2	725,9	685,6	695,4	-23,0	5,8	-7,4
Fédération de Russie	1 584,7	1 435,7	1 398,7	1 386,2	1 333,7	1 388,6	1 285,1	1 320,8	-196,1	-150,6	-77,9
Singapour	340,1	368,3	373,0	380,5	385,0	376,7	384,6	386,7	36,6	16,3	13,7
Slovaquie	257,6	256,7	254,7	260,4	256,9	257,2	252,8	254,0	-0,4	-3,9	-0,7
Slovénie	66,5	62,5	66,3	63,3	61,8	63,5	60,0	55,8	-3,0	-2,5	-10,5
Afrique du Sud	1 135,8	1 126,0	1 117,0	1 057,0	1 085,0	1 096,3	1 021,0	1 006,0	-39,5	-105,0	-111,0
Espagne	2 453,4	1 978,0	1 922,1	1 850,3	1 802,7	1 888,3	1 663,0	1 699,7	-565,2	-315,0	-222,4
Suède	305,1	283,0	292,9	301,6	296,7	293,6	288,9	307,7	-11,6	5,9	14,8
Suisse	306,7	300,3	306,6	313,2	304,6	306,2	304,0	312,2	-0,6	3,7	5,6
Taiwan, Chine	837,3	799,0	791,0	775,0	778,0	785,8	781,0	803,0	-51,5	-18,0	12,0
Thaïlande	2 214,0	2 537,2	2 527,0	2 044,1	2 103,6	2 303,0	2 554,3	:	88,9	17,2	:
Turquie	1 238,8	1 062,0	1 383,0	1 353,0	1 213,0	1 252,8	1 263,0	1 580,0	14,0	201,0	197,0
Royaume-Uni	2 622,7	2 471,1	2 377,2	2 303,0	2 302,7	2 363,5	2 201,9	2 200,8	-259,2	-269,2	-176,4
Etats-Unis	7 119,5	6 470,0	6 224,0	6 043,0	5 700,0	6 109,3	5 612,0	5 584,0	-1 010,3	-858,0	-640,0
Venezuela	1 133,8	1 064,9	1 063,4	1 070,6	1 120,5	1 079,8	1 048,3	:	-53,9	-16,5	:

Source: BIT sur la base des enquêtes nationales sur la main-d'œuvre et des estimations officielles de chaque pays. Les données concernant l'Union européenne sont fournies par Eurostat.

¹Les données à partir du T2 2010 ne sont pas comparables en raison de changements méthodologiques par rapport à l'enquête officielle.

Annexe 11. Commerce de gros et de détail

Niveau et évolution de l'emploi (*pays sélectionnés, en milliers)

	Moyenne 2008	2009				Moyenne 2009	2010		Evolution moyenne de 2008 à 2009	Evolution du T1 2009 au T1 2010	Evolution du T2 2009 au T2 2010
		T1	T2	T3	T4		T1	T2			
Australie	1 620,6	1 610,9	1 608,7	1 558,4	1 622,2	1 600,0	1 614,8	1 595,5	-20,5	3,9	-13,2
Autriche	661,3	645,3	644,4	648,2	650,9	647,2	619,6	629,1	-14,1	-25,7	-15,3
Barbade	19,0	17,0	19,7	17,6	20,8	18,8	19,0	:	-0,2	2,0	:
Belgique	567,6	571,8	566,5	586,1	562,1	571,6	607,9	594,9	4,0	36,1	28,4
Bosnie-Herzégovine	138,2	145,4	129,5	127,7	127,1	132,4	136,1	124,4	-5,8	-9,3	-5,1
Brésil	4 105,4	4 033,8	4 037,1	4 073,1	4 219,0	4 090,8	4 077,0	4 085,0	-14,6	43,2	47,9
Bulgarie	530,0	513,5	522,4	536,7	539,2	528,0	511,5	515,1	-2,0	-2,0	-7,3
Canada	2 654,4	2 610,2	2 582,1	2 574,6	2 579,8	2 586,7	2 572,2	2 570,8	-67,7	-38,0	-11,3
Chili ¹	1 317,2	1 301,2	1 314,2	1 322,9	1 358,4	1 324,2	1 468,9	1 484,7	7,0	167,7	170,4
Croatie	239,8	248,8	227,6	224,5	219,5	230,1	214,4	202,1	-9,7	-34,4	-25,5
Cyprus	68,9	71,2	72,5	72,0	71,5	71,8	74,2	74,2	2,9	3,0	1,7
République tchèque	619,2	628,6	633,0	627,3	634,8	630,9	597,8	593,6	11,7	-30,8	-39,4
Danemark	432,5	446,7	413,4	401,3	400,0	415,4	401,3	398,4	-17,2	-45,4	-15,0
Estonie	92,5	91,9	74,4	80,7	85,7	83,2	81,7	74,5	-9,3	-10,2	0,1
Finlande	310,5	297,5	300,6	297,9	287,9	296,0	283,9	308,9	-14,6	-13,6	8,3
France	3 338,2	3 342,9	3 411,2	3 510,7	3 397,0	3 415,5	3 374,4	3 398,3	77,3	31,5	-12,9
Allemagne	5 267,0	5 239,5	5 312,0	5 150,3	5 276,3	5 244,5	5 287,5	5 275,3	-22,4	48,0	-36,7
Grèce	828,1	837,2	828,2	806,6	791,7	815,9	785,5	801,1	-12,1	-51,7	-27,1
Hong Kong, Chine	818,6	791,8	786,7	795,1	802,3	794,0	804,9	803,0	-24,6	13,1	16,2
Hongrie	582,5	559,6	560,8	548,7	549,9	554,8	536,5	541,6	-27,7	-23,1	-19,2
Islande	23,0	22,8	19,7	20,9	20,2	20,9	20,3	20,0	-2,1	-2,5	0,3
Irlande	303,8	284,0	278,5	270,0	264,9	274,4	266,2	269,1	-29,4	-17,8	-9,4
Israël	377,9	357,7	377,7	383,0	362,4	370,2	365,9	386,2	-7,6	8,2	8,5
Italie	3 503,2	3 393,2	3 399,7	3 452,8	3 414,0	3 414,9	3 354,2	3 331,6	-88,3	-39,0	-68,1
Jamaïque	223,4	214,9	212,4	219,4	212,5	214,8	:	:	-8,6	:	:
Japon	10 742,5	10 530,0	10 800,0	10 520,0	10 340,0	10 547,5	10 600,0	10 600,0	-195,0	70,0	-200,0
Lettonie	181,5	171,9	164,3	163,5	154,1	163,5	146,0	147,7	-18,1	-25,9	-16,6
Lituanie	270,1	258,5	244,7	253,7	241,8	249,7	245,1	244,2	-20,5	-13,4	-0,5
Luxembourg	20,6	18,4	22,4	21,8	21,4	21,0	20,5	18,3	0,4	2,1	-4,1
Macao, Chine	39,6	41,5	41,5	41,2	41,5	41,4	41,4	41,0	1,9	-0,1	-0,5
Malaisie	1 738,5	1 824,3	1 842,2	1 861,0	1 840,5	1 842,0	1 795,2	1 821,1	103,5	-29,1	-21,1
Malte	24,7	25,3	25,3	23,9	24,3	24,7	27,6	27,6	0,0	2,3	2,3
Mexique	8 608,7	8 532,5	8 616,6	8 713,6	8 505,3	8 592,0	8 685,8	8 981,0	-16,8	153,3	364,4
Pays-Bas	1 175,1	1 155,9	1 140,9	1 143,5	1 142,6	1 145,7	1 109,1	1 108,5	-29,4	-46,8	-32,4
Nouvelle-Zélande	99,1	91,8	101,8	101,0	103,9	99,6	108,0	107,1	0,5	16,2	5,3
Norvège	355,6	346,1	354,0	340,9	341,5	345,6	343,8	346,4	-10,0	-2,3	-7,6
Philippines	6 451,9	6 672,2	6 711,2	6 882,5	7 054,4	6 830,1	6 883,0	6 725,0	378,2	210,8	13,8
Pologne	2 325,9	2 316,0	2 311,0	2 323,5	2 378,2	2 332,2	2 359,5	2 360,0	6,3	43,5	49,0
Portugal	766,1	779,6	771,9	746,4	753,5	762,9	754,6	741,3	-3,3	-25,0	-30,6
Roumanie	1 166,4	1 160,3	1 166,4	1 175,3	1 124,1	1 156,5	1 116,9	1 141,9	-9,9	-43,4	-24,5
Fédération de Russie	2 096,3	1 998,5	1 962,5	1 920,2	1 936,8	1 954,5	1 942,6	1 958,7	-141,8	-55,9	-3,8
Singapour	395,6	368,3	399,7	400,9	407,2	394,0	409,0	410,8	-1,5	40,7	11,1
Slovaquie	292,3	306,5	309,4	316,9	318,3	312,8	317,6	305,0	20,5	11,1	-4,4
Slovénie	119,3	124,5	123,8	117,3	117,6	120,8	121,0	116,0	1,5	-3,5	-7,8
Afrique du Sud	3 150,3	3 021,0	2 962,0	2 852,0	2 873,0	2 927,0	2 825,0	2 839,0	-223,3	-196,0	-123,0
Espagne	3 203,3	3 022,0	2 966,1	2 989,6	2 921,2	2 974,7	2 903,7	2 872,4	-228,6	-118,3	-93,7
Sri Lanka	924,5	938,1	866,1	921,1	928,3	913,4	878,2	:	-11,1	-59,9	:
Suède	557,8	544,5	553,8	553,8	548,4	550,1	539,9	555,7	-7,6	-4,6	1,9
Suisse	611,9	610,9	604,0	602,3	606,5	605,9	604,2	602,7	-6,0	-6,8	-1,3
Taiwan, Chine	1 765,5	1 741,0	1 721,0	1 731,0	1 745,0	1 734,5	1 753,0	1 743,0	-31,0	12,0	22,0
Thaïlande	5 754,3	6 175,5	6 063,7	5 871,7	6 079,7	6 047,6	6 354,2	:	293,4	178,7	:
Royaume-Uni	4 258,9	4 072,1	3 958,4	3 990,0	3 978,2	3 999,7	3 920,3	3 974,6	-259,2	-151,8	16,2
Etats-Unis	21 255,0	20 613,7	20 471,8	20 340,5	19 913,0	20 334,8	20 009,7	20 004,4	-920,3	-604,0	-467,4

Source: BIT sur la base des enquêtes nationales sur la main-d'œuvre et des estimations officielles de chaque pays. Les données concernant l'Union européenne sont fournies par Eurostat.

¹Les données à partir du T2 2010 ne sont pas comparables en raison de changements méthodologiques par rapport à l'enquête officielle.

Annexe 12. Hôtellerie-restauration

Niveau et évolution de l'emploi (*pays sélectionnés, en milliers)

	Moyenne 2008	2009				Moyenne 2009	2010		Evolution moyenne de 2008 à 2009	Evolution du T1 2009 au T1 2010	Evolution du T2 2009 au T2 2010
		T1	T2	T3	T4		T1	T2			
Australie	708,3	702,5	721,2	739,6	740,8	726,0	730,3	766,3	17,7	27,8	45,1
Autriche	251,1	261,5	251,9	264,0	244,4	255,5	266,6	251,2	4,4	5,1	-0,7
Barbade	14,0	13,8	13,9	13,2	12,3	13,3	12,9	:	-0,7	-0,9	:
Belgique	143,0	134,9	148,7	145,0	142,3	142,7	141,8	145,9	-0,3	6,9	-2,8
Bosnie-Herzégovine	33,9	36,1	31,9	30,9	32,8	32,9	33,3	28,6	-1,0	-2,8	-3,2
Bulgarie	168,8	153,4	166,8	191,4	163,4	168,8	140,4	166,0	0,0	-13,0	-0,8
Canada	1 079,4	1 081,4	1 057,0	1 064,6	1 067,9	1 067,7	1 067,6	1 055,5	-11,7	-13,8	-1,5
Colombie	4 493,3	4 539,5	4 790,6	4 656,4	5 091,9	4 769,6	4 930,4	5 013,2	276,3	390,8	222,6
Croatie	89,1	81,5	86,1	94,9	86,3	87,2	87,7	86,1	-1,9	6,2	0,0
Chypre	25,7	23,9	28,8	30,5	28,3	27,9	24,2	28,7	2,2	0,3	-0,1
République tchèque	176,9	177,9	185,7	188,7	191,7	186,0	184,4	186,4	9,1	6,5	0,7
Danemark	82,4	85,2	85,3	90,6	77,4	84,6	77,8	87,9	2,2	-7,4	2,6
Estonie	23,6	17,6	23,2	22,9	16,9	20,2	16,9	20,7	-3,5	-0,7	-2,5
Finlande	88,5	83,2	86,3	87,7	83,1	85,1	80,7	84,6	-3,4	-2,5	-1,7
France	877,7	829,9	906,7	964,2	903,1	901,0	940,7	966,8	23,3	110,8	60,1
Allemagne	1 470,7	1 431,9	1 534,1	1 564,5	1 471,9	1 500,6	1 451,9	1 522,3	29,9	20,0	-11,8
Grèce	315,1	279,7	314,8	345,7	315,8	314,0	288,0	302,2	-1,1	8,3	-12,6
Hong Kong, Chine	241,5	238,2	238,8	240,2	247,0	241,1	247,3	247,5	-0,4	9,1	8,6
Hongrie	161,7	154,1	158,6	158,0	160,5	157,8	158,3	161,6	-3,9	4,2	3,0
Islande	6,3	6,5	7,9	7,9	7,8	7,5	8,0	8,2	1,2	1,5	0,3
Irlande	125,8	118,7	120,7	118,6	119,2	119,3	122,3	119,8	-6,5	3,6	-0,9
Israël	129,9	123,3	121,5	136,3	131,2	128,1	121,6	130,0	-1,8	-1,7	8,5
Italie	1 179,4	1 091,2	1 184,6	1 275,5	1 119,2	1 167,6	1 136,9	1 224,6	-11,8	45,7	40,0
Jamaïque	80,2	78,1	84,2	76,4	76,9	78,9	:	:	-1,3	:	:
Japon	3 745,0	3 730,0	3 940,0	3 940,0	3 770,0	3 845,0	3 880,0	3 950,0	100,0	150,0	10,0
Lettonie	31,0	23,3	24,0	26,8	26,1	25,1	28,7	31,4	-5,9	5,4	7,4
Lituanie	38,9	33,8	36,4	35,6	33,6	34,9	35,7	30,9	-4,0	1,9	-5,5
Luxembourg	6,5	7,6	5,4	6,9	6,6	6,6	4,2	5,6	0,1	-3,4	0,2
Macao, Chine	41,3	41,9	43,8	44,6	44,4	43,7	44,9	44,0	2,4	3,0	0,2
Malaisie	786,6	779,9	815,5	792,0	818,6	801,5	805,5	830,6	14,9	25,6	15,1
Malte	13,2	13,0	13,9	13,4	13,2	13,4	13,1	12,1	0,2	0,1	-1,8
Mexique	2 782,0	2 855,0	2 791,1	2 822,1	3 022,5	2 872,7	2 930,9	2 977,4	90,7	75,9	186,3
Pays-Bas	339,7	325,7	329,9	339,9	345,3	335,2	342,5	360,3	-4,4	16,8	30,4
Nouvelle-Zélande	348,0	343,5	337,7	331,8	333,6	336,7	331,7	328,0	-11,4	-11,8	-9,7
Norvège	67,5	66,1	68,7	69,6	67,4	68,0	66,9	66,2	0,5	0,8	-2,5
Philippines	954,3	978,1	1 065,3	1 028,3	1 115,8	1 046,9	991,0	1 064,0	92,6	12,9	-1,3
Pologne	307,3	300,5	324,0	341,4	350,6	329,1	355,0	367,4	21,8	54,5	43,4
Portugal	319,4	307,8	297,3	291,6	283,6	295,1	296,4	287,0	-24,3	-11,4	-10,3
Roumanie	154,3	161,9	176,5	178,6	141,1	164,5	163,3	182,8	10,3	1,4	6,3
Fédération de Russie	485,0	429,5	446,3	416,1	402,9	423,7	388,5	418,8	-61,3	-41,0	-27,5
Singapour	171,3	176,3	173,8	174,1	180,7	176,2	180,5	182,3	4,9	4,2	8,5
Slovaquie	107,6	104,2	107,1	111,0	106,4	107,2	102,4	102,5	-0,4	-1,8	-4,6
Slovénie	43,4	37,4	37,4	47,2	42,3	41,1	43,6	47,9	-2,3	6,2	10,5
Espagne	1 452,5	1 360,1	1 451,6	1 497,6	1 375,4	1 421,2	1 326,5	1 399,7	-31,3	-33,6	-51,9
Sri Lanka	103,8	116,7	129,4	165,2	121,5	133,2	118,0	:	29,4	1,4	:
Suède	147,9	135,7	150,0	151,1	139,4	144,1	147,5	157,1	-3,8	11,8	7,1
Suisse	234,8	230,8	229,8	231,6	232,0	231,0	233,0	232,2	-3,8	2,2	2,4
Taiwan, Chine	683,0	675,0	680,0	702,0	723,0	695,0	727,0	725,0	12,0	52,0	45,0
Thaïlande	2 384,2	2 587,7	2 567,8	2 557,4	2 658,8	2 592,9	2 871,4	:	208,7	283,7	:
Royaume-Uni	1 269,7	1 303,8	1 341,9	1 405,6	1 385,7	1 359,3	1 385,7	1 434,7	89,6	81,9	92,8
Etats-Unis	11 568,2	11 273,2	11 293,6	11 253,6	11 101,4	11 230,5	11 160,8	11 182,8	-337,8	-112,4	-110,8

Source: BIT sur la base des enquêtes nationales sur la main-d'œuvre et des estimations officielles de chaque pays. Les données concernant l'Union européenne sont fournies par Eurostat.

Annexe 13. Transports, entreposage & communication

Niveau et évolution de l'emploi (*pays sélectionnés, en milliers)

	Moyenne 2008	2009				Moyenne 2009	2010		Evolution moyenne de 2008 à 2009	Evolution du T1 2009 au T1 2010	Evolution du T2 2009 au T2 2010
		T1	T2	T3	T4		T1	T2			
Australie	791,2	818,0	823,5	780,2	782,3	801,0	765,1	815,1	9,8	-52,9	-8,4
Autriche	300,4	299,6	303,7	313,5	319,6	309,1	311,5	301,4	8,7	11,9	-2,3
Barbade	5,8	5,9	5,6	5,6	4,7	5,5	7,0	:	-0,4	1,1	:
Belgique	412,8	411,9	393,7	418,1	405,0	407,2	411,5	411,8	-5,7	-0,4	18,1
Bosnie-Herzégovine	45,5	44,6	44,9	44,6	44,2	44,6	45,0	48,5	-0,9	0,3	3,7
Bulgarie	260,7	257,2	259,6	262,7	254,3	258,5	249,0	249,3	-2,3	-8,2	-10,3
Canada	690,7	690,8	672,8	668,2	667,8	674,9	673,3	667,6	-15,8	-17,5	-5,2
Chili ¹	570,3	558,7	515,3	514,5	538,0	531,6	502,0	513,0	-38,7	-56,7	-2,3
Colombie	1 453,7	1 461,2	1 554,8	1 529,7	1 597,1	1 535,7	1 579,5	1 570,4	82,0	118,3	15,6
Croatie	131,0	125,2	124,8	134,7	136,7	130,4	137,5	138,0	-0,7	12,3	13,2
Chypre	23,9	24,6	24,5	24,8	24,9	24,7	24,2	23,9	0,8	-0,4	-0,6
République tchèque	445,4	450,6	457,6	463,6	467,7	459,9	462,6	464,3	14,5	12,0	6,7
Danemark	251,7	229,8	257,8	257,9	236,7	245,6	228,0	242,8	-6,1	-1,8	-15,0
Estonie	65,2	64,5	64,0	64,0	63,4	64,0	60,1	58,1	-1,3	-4,4	-5,9
Finlande	247,6	242,5	250,2	246,0	248,4	246,8	248,4	257,3	-0,8	5,9	7,1
France	2 099,7	2 091,5	2 063,4	2 087,1	2 070,4	2 078,1	2 084,7	2 062,0	-21,6	-6,8	-1,4
Allemagne	3 092,0	3 044,9	3 071,2	3 094,2	3 045,9	3 064,1	3 055,5	3 009,1	-27,9	10,6	-62,1
Grèce	288,4	293,3	302,0	304,3	302,4	300,5	305,7	292,4	12,1	12,4	-9,6
Hong Kong, Chine	244,9	244,1	243,7	245,6	247,1	245,2	246,8	248,8	0,3	2,7	5,1
Hongrie	352,2	353,6	349,4	337,3	342,5	345,7	362,7	357,7	-6,5	9,1	8,3
Islande	16,8	17,8	15,6	18,1	17,5	17,3	16,2	17,3	0,5	-1,6	1,7
Irlande	165,1	165,4	167,6	167,7	165,0	166,4	166,0	163,8	1,3	0,6	-3,8
Israël	174,5	183,5	178,2	179,2	183,1	181,0	187,3	183,2	6,5	3,8	5,0
Italie	1 635,2	1 629,4	1 638,9	1 620,3	1 616,3	1 626,2	1 588,4	1 625,4	-9,0	-41,0	-13,5
Jamaïque	82,4	81,0	77,6	74,7	72,7	76,5	:	:	-5,9	:	:
Japon	3 385,0	3 720,0	3 390,0	3 470,0	3 360,0	3 485,0	3 540,0	3 470,0	100,0	-180,0	80,0
Lettonie	123,7	123,5	99,5	111,6	109,8	111,1	112,6	110,9	-12,6	-10,9	11,4
Lituanie	120,9	114,6	113,8	117,2	116,3	115,5	105,4	108,8	-5,4	-9,2	-5,0
Luxembourg	18,3	17,1	18,3	18,1	16,8	17,6	19,0	19,3	-0,7	1,9	1,0
Macao, Chine	16,0	16,9	16,7	17,2	15,7	16,6	17,0	19,4	0,6	0,1	2,7
Malaisie	582,6	550,6	600,8	605,2	613,5	592,5	691,3	672,9	10,0	140,7	72,1
Malte	15,7	16,0	17,0	16,5	15,6	16,3	14,7	14,4	0,6	-1,3	-2,6
Mexique	2 178,0	2 230,0	2 261,1	2 258,7	2 265,2	2 253,8	2 184,8	2 214,2	75,7	-45,3	-46,8
Pays-Bas	765,7	757,1	743,9	714,2	700,9	729,0	711,1	700,9	-36,6	-46,0	-43,0
Nouvelle-Zélande	140,4	130,8	131,5	136,7	138,7	134,4	134,6	131,9	-6,0	3,8	0,4
Norvège	230,7	226,9	225,6		227,6	226,7	227,9	234,4	-3,9	1,0	8,8
Philippines	2 589,9	2 620,0	2 698,7	2 731,7	2 735,4	2 696,4	2 741,0	2 694,0	106,5	121,0	-4,7
Pologne	1 191,4	1 228,8	1 190,4	1 208,4	1 199,3	1 206,7	1 153,5	1 200,5	15,3	-75,3	10,1
Portugal	270,9	267,1	274,3	267,9	270,9	270,1	285,1	278,8	-0,8	18,0	4,5
Roumanie	573,1	569,6	582,5	590,3	571,7	578,5	572,2	568,1	5,4	2,6	-14,4
Fédération de Russie	3 634,1	3 490,6	3 460,1	3 416,2	3 385,5	3 438,1	3 335,9	3 337,7	-196,0	-154,7	-122,4
Singapour	278,3	282,1	280,2	280,3	281,7	281,1	284,2	288,8	2,8	2,1	8,6
Slovaquie	204,2	202,1	200,6	199,6	197,9	200,1	189,6	198,2	-4,2	-12,5	-2,4
Slovénie	85,8	88,2	86,5	89,3	89,0	88,3	86,0	86,0	2,5	-2,2	-0,5
Afrique du Sud	766,0	757,0	727,0	737,0	739,0	740,0	767,0	734,0	-26,0	10,0	7,0
Espagne	1 525,1	1 447,3	1 411,6	1 426,8	1 420,9	1 426,7	1 382,1	1 395,1	-98,5	-65,2	-16,5
Sri Lanka	426,0	408,1	445,1	407,2	418,1	419,6	462,0	:	-6,3	53,9	:
Suède	418,0	414,3	413,8	427,8	418,9	418,7	413,8	421,3	0,7	-0,5	7,5
Suisse	256,9	259,2	254,0	251,7	251,8	254,2	253,2	251,2	-2,7	-6,0	-2,8
Taiwan, Chine	617,0	604,0	610,0	608,0	615,0	609,3	604,0	604,0	-7,8	0,0	-6,0
Thaïlande	1 117,1	1 203,6	1 117,9	1 111,4	1 130,4	1 140,8	1 166,6	:	23,7	-37,1	:
Turquie	1 088,3	1 052,0	1 121,0	1 078,0	1 111,0	1 090,5	1 194,0	1 206,0	2,3	142,0	85,0
Royaume-Uni	2 762,3	2 579,7	2 496,1	2 454,8	2 442,1	2 493,2	2 444,1	2 405,0	-269,1	-135,6	-91,1
Etats-Unis	7 462,5	7 164,6	7 020,2	6 961,4	6 919,8	7 016,5	6 874,2	6 888,3	-446,0	-290,4	-131,9
Venezuela	1 024,5	1 062,6	1 011,2	1 064,8	1 063,7	1 050,6	1 080,5	:	26,0	17,9	:

Source: BIT sur la base des enquêtes nationales sur la main-d'œuvre et des estimations officielles de chaque pays. Les données concernant l'Union européenne sont fournies par Eurostat.

¹Les données à partir du T2 2010 ne sont pas comparables en raison de changements méthodologiques par rapport à l'enquête officielle.

Annexe 14. Intermédiation financière

Niveau et évolution de l'emploi (*pays sélectionnés, en milliers)

	Moyenne 2008	2009				Moyenne 2009	2010		Evolution moyenne de 2008 à 2009	Evolution du T1 2009 au T1 2010	Evolution du T2 2009 au T2 2010
		T1	T2	T3	T4		T1	T2			
Australie	401,5	397,1	391,6	390,2	394,9	393,5	418,5	389,0	-8,0	21,4	-2,6
Autriche	143,5	137,7	145,4	264,0	143,5	172,7	145,3	151,6	29,1	7,6	6,2
Belgique	175,9	157,2	148,7	165,2	159,2	157,6	141,9	165,3	-18,4	-15,3	16,6
Bosnie-Herzégovine	14,8	15,0	14,7	14,7	14,7	14,7	15,5	16,1	-0,1	0,5	1,4
Bulgarie	57,0	66,6	63,7	59,9	55,7	61,5	51,1	48,8	4,5	-15,5	-14,9
Canada	657,9	664,8	668,1	671,3	681,2	671,4	683,0	684,3	13,4	18,2	16,2
Chili ¹	612,4	625,9	635,0	644,8	638,3	636,0	592,3	574,6	23,6	-33,5	-60,4
Colombie	223,2	215,6	212,4	233,8	221,4	220,8	237,1	246,0	-2,3	21,5	33,6
Croatie	34,7	31,8	31,7	36,4	36,6	34,1	33,3	36,2	-0,6	1,5	4,5
Chypre	19,6	18,6	18,4	18,2	20,3	18,9	20,1	19,2	-0,7	1,5	0,8
République tchèque	115,9	113,2	111,9	111,4	105,0	110,4	108,2	113,8	-5,5	-5,0	1,9
Danemark	88,8	93,7	102,3	98,4	89,0	95,9	90,0	92,0	7,1	-3,7	-10,3
Estonie	10,4	12,9	13,9	8,6	10,2	11,4	9,6	8,3	1,1	-3,3	-5,6
Finlande	51,8	52,0	50,9	48,8	51,6	50,8	48,1	51,5	-0,9	-3,9	0,6
France	832,3	877,1	868,2	877,5	884,3	876,8	863,8	866,6	44,5	-13,3	-1,6
Allemagne	1 333,2	1 377,1	1 279,6	1 286,6	1 425,8	1 342,3	1 393,4	1 323,3	9,0	16,3	43,7
Grèce	118,3	111,7	114,1	110,6	112,7	112,3	114,5	115,1	-6,0	2,8	1,0
Hong Kong, Chine	183,9	181,9	182,3	182,2	185,6	183,0	186,7	190,8	-0,9	4,8	8,6
Hongrie	94,1	100,9	98,1	93,1	91,4	95,9	89,8	88,8	1,8	-11,1	-9,3
Islande	9,0	7,8	8,1	7,8	7,5	7,8	7,5	8,2	-1,2	-0,3	0,1
Irlande	93,4	94,7	99,0	99,0	97,3	97,5	94,7	94,0	4,1	0,0	-5,0
Israël	99,2	115,6	104,8	102,6	100,5	105,9	113,1	115,0	6,7	-2,5	10,2
Italie	654,6	678,5	621,1	618,7	677,0	648,8	670,6	635,5	-5,7	-7,9	14,4
Jamaïque	22,3	24,7	24,0	27,2	26,7	25,7	:	:	3,4	:	:
Japon	1 625,0	1 590,0	1 780,0	1 620,0	1 560,0	1 637,5	1 510,0	1 760,0	12,5	-80,0	-20,0
Lettonie	19,6	21,5	20,1	19,9	18,2	19,9	16,9	18,2	0,3	-4,6	-1,9
Lituanie	20,4	21,1	25,2	19,7	22,0	22,0	23,7	22,7	1,7	2,6	-2,5
Luxembourg	21,5	30,1	26,5	27,0	26,6	27,6	26,0	26,8	6,1	-4,1	0,3
Macao, Chine	7,5	8,5	7,6	6,9	6,9	7,5	7,4	6,9	-0,1	-1,1	-0,7
Malaisie	276,7	269,2	272,8	281,7	259,8	270,9	291,0	302,1	-5,8	21,8	29,3
Malte	6,3	5,8	6,0	6,9	6,1	6,2	5,9	5,9	0,0	0,1	-0,1
Mexique	2 694,1	2 664,7	2 759,7	2 869,4	2 757,3	2 762,8	2 733,2	2 890,8	68,7	68,6	131,2
Pays-Bas	254,7	249,2	234,3	247,1	233,8	241,1	235,6	244,3	-13,6	-13,6	10,0
Nouvelle-Zélande	68,3	63,5	71,2	70,0	69,1	68,5	62,6	62,8	0,1	-0,9	-8,4
Norvège	52,9	57,2	53,0	54,4	50,5	53,8	49,2	53,2	0,9	-8,0	0,2
Philippines	366,6	384,3	390,6	390,2	395,9	390,3	383,0	376,0	23,7	-1,3	-14,6
Pologne	340,1	351,3	384,7	394,2	356,7	371,7	329,3	385,4	31,6	-22,0	0,7
Portugal	96,3	90,8	94,1	85,7	82,2	88,2	83,2	85,2	-8,1	-7,6	-8,9
Roumanie	110,5	129,7	125,5	123,4	109,9	122,1	124,4	127,5	11,7	-5,3	2,0
Fédération de Russie	1 138,3	1 105,9	1 091,0	1 095,8	1 097,4	1 097,5	1 101,0	1 121,0	-40,8	-4,9	30,0
Singapour	157,5	158,7	157,9	160,0	164,0	160,2	169,5	172,7	2,6	10,8	14,8
Slovaquie	55,5	57,0	52,5	46,9	43,5	50,0	46,0	48,7	-5,5	-11,0	-3,8
Slovénie	24,0	28,2	27,6	25,7	27,2	27,2	25,9	27,6	3,2	-2,3	0,0
Afrique du Sud	507,7	468,3	476,8	475,3	476,1	474,1	472,7	478,9	-33,6	4,4	-2,1
Espagne	1 655,5	1 725,0	1 710,0	1 682,0	1 759,0	1 719,0	1 633,0	1 670,0	63,5	-92,0	-40,0
Suède	93,4	95,0	99,8	100,3	98,6	98,4	99,7	99,0	5,0	4,7	-0,8
Suisse	214,4	214,6	213,3	218,2	218,8	216,2	214,5	213,2	1,8	-0,1	-0,1
Taiwan, Chine	410,3	404,0	410,0	415,0	424,0	413,3	423,0	427,0	3,0	19,0	17,0
Thaïlande	373,1	349,6	393,8	372,3	385,4	375,3	360,2	:	2,1	10,6	:
Royaume-Uni	1 263,8	1 220,5	1 231,8	1 243,1	1 216,9	1 228,1	1 193,3	1 156,6	-35,7	-27,2	-75,2
Etats-Unis	6 044,4	5 829,5	5 762,0	5 720,9	5 693,4	5 751,5	5 659,3	5 647,8	-293,0	-170,2	-114,2
Venezuela	598,1	594,6	642,2	603,6	646,0	621,6	610,5	:	23,5	15,9	:

Source: BIT sur la base des enquêtes nationales sur la main-d'œuvre et des estimations officielles de chaque pays. Les données concernant l'Union européenne sont fournies par Eurostat.

¹Les données à partir du T2 2010 ne sont pas comparables en raison de changements méthodologiques par rapport à l'enquête officielle.

Annexe 15. Immobilier, locations & activités de services aux entreprises

Niveau et évolution de l'emploi (*pays sélectionnés, en milliers)

	Moyenne 2008	2009				Moyenne 2009	2010		Evolution moyenne de 2008 à 2009	Evolution du T1 2009 au T1 2010	Evolution du T2 2009 au T2 2010
		T1	T2	T3	T4		T1	T2			
Australie	1 335,4	1 299,0	1 284,6	1 319,5	1 379,4	1 321,0	1 412,0	1 403,6	-14,3	113,1	119,0
Autriche	379,8	383,7	378,0	388,1	382,8	381,5	369,7	391,0	1,7	-14,0	13,0
Belgique	390,4	411,5	391,7	401,8	420,7	408,0	400,9	372,8	17,6	-10,6	-18,9
Bosnie-Herzégovine	28,8	27,4	25,7	25,6	25,3	26,1	25,4	24,2	-2,7	-2,0	-1,6
Bulgarie	171,9	172,4	172,8	174,3	173,4	172,9	165,3	174,8	1,0	-7,1	2,0
Canada	251,9	243,7	240,5	244,3	245,2	243,4	239,5	237,6	-8,5	-4,2	-2,9
Colombie	1 119,1	1 171,0	1 184,8	1 168,9	1 241,8	1 199,2	1 206,4	1 233,0	80,1	35,5	48,2
Chypre	32,5	31,9	34,1	32,8	35,1	33,7	34,3	33,9	1,2	2,4	-0,2
République tchèque	363,3	366,5	357,3	364,7	352,0	358,6	341,2	356,8	-4,7	-25,3	-0,5
Danemark	251,5	248,3	265,1	271,5	247,2	253,5	254,9	257,9	2,0	6,6	-7,2
Estonie	48,0	42,1	44,1	54,7	44,9	43,7	51,4	53,6	-4,3	9,3	9,5
Finlande	273,2	263,9	266,2	267,5	255,5	261,9	262,4	275,5	-11,4	-1,5	9,3
France	2 538,5	2 505,7	2 407,2	2 477,5	2 480,5	2 464,5	2 460,1	2 483,1	-74,0	-45,6	75,9
Allemagne	3 949,7	4 070,2	4 123,7	4 160,0	4 247,1	4 147,0	4 086,1	4 209,5	197,3	15,9	85,8
Grèce	317,2	317,4	319,5	307,1	303,9	313,6	302,4	295,8	-3,6	-15,0	-23,7
Hong Kong, Chine	393,2	390,9	395,2	401,5	410,8	398,9	409,6	413,8	5,8	18,7	18,6
Hongrie	273,7	282,6	276,2	268,8	277,7	278,8	277,3	277,1	5,1	-5,3	0,9
Irlande	199,1	177,6	176,8	177,9	173,4	176,4	168,1	171,5	-22,7	-9,5	-5,3
Israël	388,9	390,3	403,0	410,2	411,1	401,5	407,9	424,8	12,6	17,6	21,8
Italie	2 435,7	2 395,9	2 415,5	2 389,0	2 366,9	2 392,8	2 457,0	2 441,6	-42,9	61,1	26,1
Jamaïque	50,2	42,1	49,2	55,6	45,9	48,2	:	:	-2,0	:	:
Lettonie	68,7	73,6	75,5	63,3	71,1	73,4	73,2	74,8	4,7	-0,4	-0,7
Lituanie	97,8	91,0	96,6	99,3	108,6	98,7	105,5	100,5	0,9	14,5	3,9
Macao, Chine	23,8	24,7	25,3	26,3	26,0	25,3	26,4	27,8	1,6	1,7	2,5
Malaisie	557,0	582,6	620,4	604,6	634,6	612,5	597,9	618,0	55,6	15,3	-2,4
Pays-Bas	969,7	941,7	927,0	887,1	895,8	921,5	886,2	885,6	-48,1	-55,5	-41,4
Nouvelle-Zélande	280,7	286,3	279,7	270,3	279,5	281,8	266,5	271,5	1,2	-19,8	-8,2
Norvège	250,3	255,7	265,6	259,8	258,4	259,9	255,0	258,2	9,6	-0,7	-7,4
Philippines	946,1	1 013,1	1 100,8	1 071,9	1 115,8	1 075,4	1 060,0	1 090,0	129,3	46,9	-10,8
Pologne	917,8	971,0	995,6	1 023,6	1 014,7	993,8	1 067,4	1 106,1	76,0	96,4	110,5
Portugal	336,8	350,4	341,5	328,2	336,2	342,7	327,7	339,6	5,9	-22,7	-1,9
Roumanie	299,6	299,8	310,3	323,6	320,7	310,3	313,1	326,1	10,6	13,3	15,8
Fédération de Russie	2 821,5	2 689,2	2 689,8	2 658,2	2 662,4	2 680,5	2 621,0	2 631,3	-141,0	-68,2	-58,5
Singapour	363,6	374,6	377,1	379,5	385,0	378,9	396,4	404,9	15,3	21,8	27,8
Slovaquie	149,6	154,2	157,6	153,4	149,4	153,7	143,5	153,2	4,1	-10,7	-4,4
Slovénie	64,5	59,6	65,8	68,4	70,0	65,1	61,8	69,3	0,6	2,2	3,5
Espagne	1 921,3	1 855,1	1 852,5	1 832,6	1 826,9	1 844,8	1 806,5	1 827,5	-76,5	-48,6	-25,0
Suède	606,2	602,2	605,9	606,1	599,0	602,4	598,4	610,8	-3,8	-3,8	4,9
Suisse	508,9	514,7	515,5	522,5	520,1	516,8	523,5	525,0	7,9	8,8	10,5
Taiwan, Chine	620,8	613,0	614,0	613,0	619,0	615,3	627,0	634,0	-5,4	14,0	20,0
Thaïlande	731,5	748,2	694,8	743,4	790,1	744,3	781,3	:	12,8	33,1	:
Royaume-Uni	3 030,2	3 402,9	3 425,9	3 429,3	3 442,1	3 423,6	3 419,7	3 436,2	393,4	16,8	10,3
Etats-Unis	2 111,8	2 027,0	1 993,3	1 982,3	1 965,5	1 995,3	1 950,1	1 938,2	-116,5	-76,9	-55,1

Source: BIT sur la base des enquêtes nationales sur la main-d'œuvre et des estimations officielles de chaque pays. Les données concernant l'Union européenne sont fournies par Eurostat.

Annexe 16. Fonction publique

Niveau et évolution de l'emploi (*pays sélectionnés, en milliers)											
	Moyenne 2008	2009				Moyenne 2009	2010		Evolution moyenne de 2008 à 2009	Evolution du T1 2009 au T1 2010	Evolution du T2 2009 au T2 2010
		T1	T2	T3	T4		T1	T2			
Australie	648,5	666,0	693,1	638,8	672,0	667,5	681,4	694,8	19,0	15,4	1,7
Autriche	277,3	277,3	277,8	264,0	272,6	272,9	267,8	274,3	-4,3	-9,5	-3,5
Barbade	26,6	26,8	26,9	26,2	26,7	26,7	22,7	:	0,0	-4,1	:
Belgique	429,6	406,6	428,5	428,8	410,2	418,5	407,4	401,8	-11,1	0,8	-26,7
Bosnie-Herzégovine	86,7	70,5	69,8	69,8	70,0	70,0	69,7	70,9	-16,7	-0,8	1,1
Bulgarie	235,4	242,4	246,0	225,4	226,4	235,1	224,2	221,6	-0,3	-18,2	-24,4
Canada	1 013,5	1 031,5	1 030,0	1 056,7	1 054,7	1 043,2	1 044,2	1 043,4	29,7	12,7	13,4
Chili ¹	1 800,2	1 784,0	1 865,9	1 848,0	1 875,1	1 843,2	1 770,3	1 915,8	43,0	-13,7	49,9
Croatie	93,3	102,0	103,0	98,1	98,7	100,5	104,8	101,2	7,2	2,8	-1,8
Chypre	30,6	29,7	29,0	29,2	27,9	29,0	28,4	28,5	-1,6	-1,3	-0,5
République tchèque	317,0	308,8	317,1	325,5	333,6	321,3	325,8	331,5	4,3	17,0	14,4
Danemark	174,2	189,7	172,2	174,3	175,6	178,0	173,7	160,0	3,8	-16,0	-12,2
Estonie	38,4	39,2	34,0	36,6	36,9	36,7	39,8	39,6	-1,7	0,6	5,6
Finlande	117,0	113,0	112,5	119,2	119,7	116,1	113,3	117,1	-0,9	0,3	4,6
France	2 679,3	2 633,7	2 641,7	2 626,7	2 577,3	2 619,9	2 548,6	2 603,7	-59,4	-85,1	-38,0
Allemagne	2 792,6	2 713,6	2 825,1	2 782,6	2 869,8	2 797,8	2 820,3	2 847,9	5,2	106,7	22,8
Grèce	377,5	372,8	378,6	376,2	373,5	375,3	373,2	374,4	-2,2	0,4	-4,2
Hongrie	276,2	269,2	292,8	305,2	295,5	290,7	285,7	301,4	14,5	16,5	8,6
Islande	9,6	9,5	9,3	8,4	8,8	9,0	9,3	9,3	-0,6	-0,2	0,0
Irlande	104,6	107,1	107,7	104,3	107,2	106,6	105,8	107,8	2,0	-1,3	0,1
Israël	130,6	129,7	125,1	133,2	131,7	129,9	129,5	135,0	-0,6	-0,2	9,9
Italie	1 441,9	1 386,3	1 421,1	1 458,3	1 413,2	1 419,7	1 369,6	1 390,0	-22,2	-16,7	-31,1
Jamaïque	55,4	54,1	51,2	47,4	51,8	51,1	:	:	-4,2	:	:
Japon	2 265,0	2 140,0	2 310,0	2 240,0	2 230,0	2 230,0	2 140,0	2 230,0	-35,0	0,0	-80,0
Lettonie	86,7	74,6	70,4	67,6	64,6	69,3	63,4	62,3	-17,4	-11,2	-8,1
Lituanie	83,1	88,5	84,7	83,3	83,1	84,9	82,5	83,1	1,8	-6,0	-1,6
Luxembourg	23,8	22,5	27,3	24,6	24,3	24,7	27,0	25,5	0,9	4,5	-1,8
Macao, Chine	20,2	19,4	19,5	21,5	20,7	20,3	20,1	21,7	0,1	0,7	2,2
Malaisie	754,4	785,5	809,2	841,4	830,1	816,6	802,2	773,9	62,2	16,7	-35,3
Malte	4,8	4,2	4,5	5,3	15,6	7,4	13,2	13,8	2,6	9,0	9,3
Mexique	2 170,7	2 205,7	2 277,1	2 248,5	2 204,5	2 234,0	2 210,8	2 254,1	63,3	5,0	-23,0
Nouvelle-Zélande	113,0	111,6	114,7	123,2	123,4	118,2	123,5	576,3	5,2	11,9	461,6
Pays-Bas	563,9	562,5	562,8	569,3	574,8	567,4	562,2	125,3	3,5	-0,3	-437,5
Norvège	140,8	145,2	145,8	150,5	150,7	148,1	154,4	153,4	7,3	9,2	7,6
Philippines	1 699,6	1 781,6	1 775,5	1 773,9	1 835,6	1 791,6	1 957,0	1 772,0	92,0	175,4	-3,5
Pologne	984,4	1 005,3	1 013,3	1 012,3	1 052,1	1 020,8	1 020,3	1 028,9	36,4	15,0	15,6
Portugal	341,8	334,5	327,3	345,4	331,8	334,8	331,3	317,2	-7,0	-3,2	-10,1
Roumanie	465,5	482,9	501,8	496,2	479,0	490,0	457,7	486,4	24,5	-25,2	-15,4
Fédération de Russie	3 568,0	3 648,4	3 678,7	3 697,7	3 697,9	3 680,7	3 713,4	3 700,7	112,7	65,0	22,0
Slovaquie	167,0	172,7	183,2	179,9	178,1	178,5	183,7	188,0	11,5	11,0	4,8
Slovénie	57,2	59,7	60,6	62,7	60,3	60,8	64,0	59,4	3,6	4,3	-1,2
Sri Lanka	462,6	520,8	495,2	468,8	464,9	487,4	534,6	1 379,6	24,8	13,8	884,4
Espagne	1 276,4	1 338,5	1 348,3	1 399,0	1 383,5	1 367,3	1 391,0	:	90,9	52,5	:
Suède	260,6	258,9	263,9	274,9	269,2	266,7	269,0	274,8	6,2	10,1	10,9
Suisse	171,2	172,0	173,6	174,3	177,4	174,3	178,7	179,2	3,1	6,7	5,6
Taiwan, Chine	345,3	380,0	385,0	380,0	386,0	382,8	384,0	395,0	37,5	4,0	10,0
Thaïlande	1 299,3	1 354,5	1 357,6	1 365,9	1 316,7	1 348,7	1 361,3	:	49,4	6,8	:
Royaume-Uni	2 077,2	1 991,5	1 953,1	1 964,8	1 932,6	1 960,5	1 915,4	1 909,4	-116,7	-76,1	-43,7
Etats-Unis	11 329,6	11 391,7	11 383,2	11 392,8	11 396,0	11 390,9	11 442,8	11 667,5	61,4	51,1	284,3

Source: BIT sur la base des enquêtes nationales sur la main-d'œuvre et des estimations officielles de chaque pays. Les données concernant l'Union européenne sont fournies par Eurostat.

¹Les données à partir du T2 2010 ne sont pas comparables en raison de changements méthodologiques par rapport à l'enquête officielle.

Annexe 17. Education

Niveau et évolution de l'emploi (*pays sélectionnés, en milliers)

	Moyenne 2008	2009				Moyenne 2009	2010		Evolution moyenne de 2008 à 2009	Evolution du T1 2009 au T1 2010	Evolution du T2 2009 au T2 2010
		T1	T2	T3	T4		T1	T2			
Australie	807,9	765,4	808,8	818,4	836,4	807,2	796,1	835,1	-0,7	30,7	26,3
Autriche	234,9	242,8	261,3	252,6	256,3	253,3	256,8	260,6	18,4	14,0	-0,7
Belgique	378,1	407,7	406,4	380,0	379,2	393,3	416,9	422,3	15,3	9,2	15,9
Bosnie-Herzégovine	54,7	57,5	56,2	56,2	57,8	56,9	58,5	58,1	2,2	1,0	1,9
Bulgarie	205,6	200,2	194,1	181,3	189,1	191,2	194,4	182,3	-14,4	-5,8	-11,8
Canada	1 136,3	1 153,7	1 151,7	1 135,8	1 165,6	1 151,7	1 162,0	1 163,9	15,4	8,3	12,2
Croatie	90,9	93,3	96,3	87,6	84,8	90,5	94,6	104,0	-0,4	1,3	7,7
Chypre	27,1	26,2	25,7	24,1	24,7	25,2	26,7	27,6	-2,0	0,5	1,9
République tchèque	283,9	293,1	296,3	292,1	300,9	295,6	301,3	298,3	11,8	8,2	2,0
Danemark	212,2	226,3	216,0	215,4	235,1	223,2	227,1	226,1	11,0	0,8	10,1
Estonie	59,9	70,8	64,4	54,4	60,5	62,5	60,7	57,9	2,7	-10,1	-6,5
Finlande	165,1	169,1	163,2	159,6	165,4	164,3	179,3	170,1	-0,8	10,2	6,9
France	1 793,2	1 807,5	1 752,8	1 674,1	1 759,0	1 748,4	1 795,6	1 769,4	-44,8	-11,9	16,6
Allemagne	2 373,3	2 330,8	2 452,3	2 351,9	2 484,7	2 404,9	2 421,2	2 397,8	31,6	90,4	-54,5
Grèce	321,2	326,5	331,9	317,8	325,3	325,4	331,2	331,1	4,2	4,7	-0,8
Hong Kong, Chine	152,2	157,0	157,6	161,7	164,7	160,2	165,6	166,1	8,0	8,6	8,5
Hongrie	308,6	300,8	318,0	319,0	323,4	315,3	321,8	320,0	6,7	21,0	2,0
Islande	20,8	21,0	19,7	18,8	19,4	19,7	22,4	19,6	-1,1	1,4	-0,1
Irlande	144,4	149,5	147,7	146,9	147,6	147,9	145,3	149,8	3,5	-4,2	2,1
Israël	349,3	344,8	352,3	344,1	364,7	351,5	367,0	363,3	2,1	22,2	11,0
Italie	1 603,9	1 629,6	1 626,6	1 472,3	1 578,7	1 576,8	1 537,3	1 564,7	-27,1	-92,3	-61,9
Jamaïque	64,9	66,5	65,8	66,3	70,0	67,2	:	:	2,3	:	:
Japon	2 815,0	2 890,0	2 870,0	2 820,0	2 870,0	2 862,5	2 850,0	2 830,0	47,5	-40,0	-40,0
Lettonie	92,2	95,8	92,5	89,5	91,9	92,4	91,7	98,1	0,2	-4,1	5,6
Lituanie	152,3	145,2	148,0	150,4	152,3	149,0	142,5	149,1	-3,3	-2,7	1,1
Luxembourg	17,0	17,4	18,5	19,1	18,3	18,3	18,9	19,7	1,4	1,5	1,2
Macao, Chine	11,4	12,1	12,2	12,6	12,4	12,3	12,5	12,4	0,9	0,4	0,2
Malaisie	657,9	706,5	746,5	757,2	720,3	732,6	726,0	796,0	74,7	19,5	49,5
Malte	13,4	14,0	12,8	14,0	14,1	13,7	13,0	14,2	0,3	-1,0	1,4
Pays-Bas	590,7	582,2	596,8	589,9	600,7	592,4	597,8	613,7	1,7	15,6	16,9
Nouvelle-Zélande	179,6	176,1	182,2	188,4	189,3	184,0	185,8	198,5	4,4	9,7	16,3
Norvège	218,9	206,9	206,2	202,5	208,2	206,0	209,0	205,6	-13,0	2,1	-0,6
Philippines	1 073,9	1 082,9	1 171,8	1 170,7	1 151,7	1 144,3	1 156,0	1 157,0	70,4	73,1	-14,8
Pologne	1 184,3	1 206,2	1 274,2	1 217,6	1 209,1	1 226,8	1 245,3	1 274,5	42,5	39,1	0,3
Portugal	344,4	355,3	360,9	351,9	362,4	357,6	376,8	369,8	13,2	21,5	8,9
Roumanie	399,4	398,0	377,9	381,0	387,6	386,1	387,9	384,6	-13,2	-10,1	6,7
Fédération de Russie	6 186,0	6 169,1	6 074,2	6 011,3	6 102,4	6 089,3	6 053,7	5 950,6	-96,7	-115,4	-123,6
Slovaquie	164,0	160,7	160,3	164,1	163,0	162,0	165,0	164,7	-1,9	4,3	4,4
Slovénie	74,5	71,6	71,0	72,2	76,2	72,8	77,1	78,1	-1,7	5,5	7,1
Espagne	1 149,1	1 180,4	1 189,6	1 094,8	1 175,6	1 160,1	1 213,4	1 210,9	11,0	33,0	21,3
Sri Lanka	298,8	280,4	283,1	333,5	303,6	300,1	286,1	:	1,3	5,7	:
Suède	487,4	488,3	477,4	466,5	484,0	479,1	493,1	497,0	-8,4	4,8	19,6
Suisse	252,5	259,0	257,0	257,5	261,0	258,6	259,4	257,4	6,1	0,3	0,4
Taiwan, Chine	607,0	614,0	618,0	610,0	615,0	614,3	613,0	617,0	7,3	-1,0	-1,0
Thaïlande	1 061,6	1 092,1	1 111,6	1 167,0	1 159,9	1 132,7	1 244,0	:	71,1	151,9	:
Royaume-Uni	2 661,0	2 894,8	2 903,6	2 934,1	3 018,6	2 937,8	3 031,4	3 098,9	276,8	136,6	195,3
Etats-Unis	13 475,9	13 536,5	13 556,9	13 438,7	13 533,0	13 516,3	13 529,8	13 529,5	40,4	-6,7	-27,4

Source: BIT sur la base des enquêtes nationales sur la main-d'œuvre et des estimations officielles de chaque pays. Les données concernant l'Union européenne sont fournies par Eurostat.

Annexe 18. Services de santé

Niveau et évolution de l'emploi (*pays sélectionnés, en milliers)

	Moyenne 2008	2009				Moyenne 2009	2010		Evolution moyenne de 2008 à 2009	Evolution du T1 2009 au T1 2010	Evolution du T2 2009 au T2 2010
		T1	T2	T3	T4		T1	T2			
Australie	1 109,0	1 161,1	1 189,4	1 212,6	1 178,1	1 185,3	1 197,5	1 221,6	76,3	36,4	32,2
Autriche	359,9	379,4	384,8	389,8	402,5	389,1	408,3	387,4	29,3	28,9	2,6
Belgique	567,3	581,7	595,2	588,0	596,0	590,2	593,1	594,9	23,0	11,4	-0,3
Bosnie-Herzégovine	44,1	45,9	45,7	45,9	45,9	45,8	46,1	46,3	1,7	0,2	0,6
Bulgarie	158,1	159,4	160,6	168,0	168,4	164,1	168,1	157,7	6,0	8,7	-2,9
Canada	1 533,6	1 572,4	1 576,9	1 584,5	1 611,1	1 586,2	1 610,6	1 606,7	52,7	38,2	29,8
Croatie	89,5	93,1	106,1	98,7	97,5	98,9	96,3	96,9	9,4	3,2	-9,2
Chypre	15,7	14,8	17,2	15,8	16,8	16,2	17,2	16,9	0,5	2,4	-0,3
République tchèque	321,3	318,0	318,2	328,9	340,0	326,3	336,1	344,8	5,0	18,1	26,6
Danemark	515,8	496,1	502,0	512,1	512,0	505,6	505,8	524,6	-10,3	9,7	22,6
Estonie	31,2	33,0	34,9	33,2	30,9	33,0	35,5	37,7	1,9	2,5	2,8
Finlande	382,0	387,3	399,0	389,4	378,1	388,5	371,7	383,7	6,4	-15,6	-15,3
France	3 200,8	3 257,7	3 285,4	3 317,7	3 278,7	3 284,9	3 370,9	3 358,3	84,1	113,2	72,9
Allemagne	4 425,6	4 537,4	4 472,4	4 614,6	4 715,8	4 585,1	4 647,1	4 597,8	159,5	109,7	125,4
Grèce	232,9	229,4	225,9	230,5	240,5	231,6	243,9	247,8	-1,3	14,5	21,9
Hong Kong, Chine	141,7	143,7	145,5	146,2	147,7	145,8	148,4	148,2	4,1	4,7	2,7
Hongrie	253,1	242,8	239,0	249,2	251,4	245,6	254,2	257,3	-7,5	11,4	18,3
Islande	19,5	17,6	17,2	21,1	20,3	19,1	20,4	21,3	-0,4	2,8	4,1
Irlande	222,8	223,8	228,9	231,4	233,3	229,4	231,4	234,9	6,6	7,6	6,0
Israël	274,6	290,5	268,8	284,3	290,5	283,5	299,6	299,9	8,9	9,1	31,1
Italie	1 642,6	1 680,4	1 683,2	1 619,9	1 627,9	1 652,9	1 681,7	1 673,0	10,3	1,3	-10,2
Jamaïque	31,1	31,4	25,8	29,4	29,8	29,1	:	:	-2,0	:	:
Japon	5 962,5	5 990,0	6 160,0	6 260,0	6 280,0	6 172,5	6 500,0	6 400,0	210,0	510,0	240,0
Lettonie	52,5	48,3	48,8	46,7	41,6	46,4	45,6	48,0	-6,1	-2,7	-0,8
Lituanie	94,5	89,8	90,8	92,9	97,0	92,6	93,0	88,0	-1,8	3,2	-2,8
Luxembourg	20,3	21,4	25,4	21,9	21,3	22,5	20,4	19,6	2,2	-1,0	-5,8
Macao, Chine	6,5	6,9	7,1	7,3	8,0	7,3	8,5	8,5	0,8	1,6	1,4
Malaisie	252,0	281,0	281,9	264,8	263,2	272,7	255,7	268,0	20,8	-25,3	-13,9
Malte	12,2	11,1	12,3	13,0	13,5	12,5	13,8	14,6	0,3	2,7	2,3
Pays-Bas	1 358,3	1 354,8	1 358,2	1 403,6	1 396,1	1 378,2	1 356,9	1 400,8	19,9	2,1	42,6
Nouvelle-Zélande	204,5	219,2	220,5	218,2	224,4	220,6	221,2	220,8	16,1	2,0	0,3
Norvège	469,9	510,5	522,2	518,5	523,5	518,7	518,2	529,2	48,8	7,7	7,0
Philippines	392,0	419,2	426,1	461,2	431,9	434,6	448,0	428,0	42,6	28,8	1,9
Pologne	856,9	894,7	872,0	858,0	899,2	881,0	926,5	924,9	24,1	31,8	52,9
Portugal	303,0	300,0	314,9	328,7	344,6	322,1	344,3	355,5	19,1	44,3	40,6
Roumanie	380,6	382,3	393,6	396,2	406,5	394,7	405,8	396,4	14,1	23,5	2,8
Fédération de Russie	4 527,8	4 534,8	4 564,6	4 568,8	4 576,1	4 561,1	4 542,4	4 551,7	33,3	7,6	-12,9
Singapour	78,3	82,5	85,8	87,0	87,9	85,8	89,8	92,1	7,5	7,3	6,3
Slovaquie	151,2	148,7	148,4	151,1	151,1	149,8	150,5	157,1	-1,4	1,8	8,7
Slovénie	55,5	52,8	54,0	52,7	56,4	54,0	54,9	54,5	-1,5	2,1	0,5
Espagne	1 261,7	1 287,2	1 302,0	1 371,9	1 332,5	1 323,4	1 316,6	1 337,6	61,7	29,4	35,6
Sri Lanka	110,9	142,4	116,6	121,4	133,6	128,5	115,6	:	17,6	-26,8	:
Suède	710,2	695,5	709,5	707,7	681,9	698,7	670,5	692,9	-11,5	-25,0	-16,6
Suisse	474,6	485,4	488,2	493,2	497,4	491,0	501,4	504,0	16,5	16,0	15,8
Taiwan, Chine	356,3	364,0	364,0	370,0	382,0	370,0	382,0	384,0	13,8	18,0	20,0
Thaïlande	681,4	661,7	709,5	714,8	709,7	698,9	725,3	:	17,5	63,7	:
Royaume-Uni	3 601,2	3 740,5	3 708,6	3 746,2	3 811,6	3 751,7	3 780,0	3 803,0	150,6	39,5	94,4
Etats-Unis	15 852,3	16 080,1	16 162,1	16 273,2	16 243,0	16 189,6	16 318,4	16 383,7	337,3	238,3	221,6

Source: BIT sur la base des enquêtes nationales sur la main-d'œuvre et des estimations officielles de chaque pays. Les données concernant l'Union européenne sont fournies par Eurostat.

Annexe 19.1. Salaire mensuel moyen dans l'agriculture, la foresterie & la pêche

	Moyenne 2008	T1 2009	T2 2009	T3 2009	T4 2009	Moyenne 2009	T1 2010	T2 2010	Evolution moyenne de 2008 à 2009	Evolution du T1 2009 au T1 2010	Evolution du T2 2009 au T2 2010
									Evolution (en %)	Evolution (en %)	Evolution (en %)
Fédération de Russie (en RUB)	8 174,25	8 622,00	9 475,00	10 383,00	9 593,00	9 518,25	9 194,00	9 782,00	1 344,00	572,00	307,00
									16,44%	6,63%	3,24%
Royaume-Uni (en GBP)	340,50	341,00	337,00	346,00	376,00	350,00	360,00	328,00	9,50	19,00	-9,00
									2,79%	5,57%	-2,67%

Source: Enquêtes nationales sur la main-d'œuvre et estimations officielles de chaque pays.

Annexe 20.1. Salaire hebdomadaire moyen dans l'industrie minière

	Moyenne 2008	T1 2009	T2 2009	T3 2009	T4 2009	Moyenne 2009	T1 2010	T2 2010	Evolution moyenne de 2008 à 2009	Evolution du T1 2009 au T1 2010	Evolution du T2 2009 au T2 2010
									Evolution (en %)	Evolution (en %)	Evolution (en %)
Australie (en AUD)	1 784,73	1 850,60	1 914,90	1 899,10	1 952,90	1 904,38	1 971,00	2 005,70	119,65	120,40	90,80
									6,70%	6,51%	4,74%
Canada (en CAD)	1 503,36	1 641,93	1 651,81	1 553,82	1 646,10	1 623,42	1 689,31	1 705,71	120,05	47,38	53,90
									7,99%	2,89%	3,26%
Etats-Unis (en USD)	1 021,30	1 003,86	1 000,18	996,74	1 017,73	1 004,63	1 036,79	1 007,86	-16,67	32,93	7,68
									-1,63%	3,28%	0,77%

Annexe 20.2. Salaire mensuel moyen dans l'industrie minière

	Moyenne 2008	T1 2009	T2 2009	T3 2009	T4 2009	Moyenne 2009	T1 2010	T2 2010	Evolution moyenne de 2008 à 2009	Evolution du T1 2009 au T1 2010	Evolution du T2 2009 au T2 2010
									Evolution (en %)	Evolution (en %)	Evolution (en %)
Japon (en JPY)	726 625,00	371 900,00	710 000,00	379 300,00	994 200,00	613 850,00	387 100,00	799 100,00	-112 775,00	15 200,00	89 100,00
									-15,52%	4,09%	12,55%
Fédération de Russie (en RUB)	33 314,75	32 980,00	32 980,00	39 002,00	34 267,00	34 807,25	36 785,00	36 923,00	1 492,50	3 805,00	3 943,00
									4,48%	11,54%	11,96%
Afrique du Sud (en ZAR)	6 052,50	6 234,00	6 279,00	6 639,00	6 938,00	6 522,50	6 678,00	6 557,00	470,00	444,00	278,00
									7,77%	7,12%	4,43%
Royaume-Uni (en GBP)	1 104,25	1 311,00	996,00	988,00	1 045,00	1 085,00	1 583,00	986,00	-19,25	272,00	-10,00
									-1,74%	20,75%	-1,00%

Source: Enquêtes nationales sur la main-d'œuvre et estimations officielles de chaque pays.

Annexe 21.1. Salaire hebdomadaire moyen dans le secteur manufacturier

	Moyenne 2008	T1 2009	T2 2009	T3 2009	T4 2009	Moyenne 2009	T1 2010	T2 2010	Evolution moyenne de 2008 à 2009	Evolution du T1 2009 au T1 2010	Evolution du T2 2009 au T2 2010
									Evolution (en %)	Evolution (en %)	Evolution (en %)
Australie (en AUD)	1 034,00	1 024,40	1 021,20	1 052,50	1 078,70	1 044,20	1 067,50	1 076,60	10,20	43,10	55,40
									0,99%	4,21%	5,42%
Canada (en CAD)	941,77	923,39	908,51	949,70	938,75	930,09	949,78	946,93	-11,68	26,39	38,42
									-1,24%	2,86%	4,23%
Etats-Unis (en USD)	728,04	709,13	719,36	736,40	745,82	727,68	756,45	760,14	-0,36	47,32	40,78
									-0,05%	6,67%	5,67%

Annexe 21.2. Salaire mensuel moyen dans le secteur manufacturier

	Moyenne 2008	T1 2009	T2 2009	T3 2009	T4 2009	Moyenne 2009	T1 2010	T2 2010	Evolution moyenne de 2008 à 2009	Evolution du T1 2009 au T1 2010	Evolution du T2 2009 au T2 2010
									Evolution (en %)	Evolution (en %)	Evolution (en %)
Japon (en JPY)	511 875,00	309 900,00	495 400,00	312 300,00	720 600,00	459 550,00	323 100,00	521 600,00	-52 325,00	13 200,00	26 200,00
									-10,22%	4,26%	5,29%
Fédération de Russie (en RUB)	15 895,25	16 073,00	16 830,00	16 882,00	16 830,00	16 653,75	17 282,00	17 984,00	758,50	1 209,00	1 154,00
									4,77%	7,52%	6,86%
Afrique du Sud (en ZAR)	5 147,75	5 149,00	5 176,00	5 230,00	5 431,00	5 246,50	5 603,00	5 811,00	98,75	454,00	635,00
									1,92%	8,82%	12,27%
Royaume-Uni (en GBP)	491,25	528,00	494,00	483,00	520,00	506,25	588,00	505,00	15,00	60,00	11,00
									3,05%	11,36%	2,23%

Source: Enquêtes nationales sur la main-d'œuvre et estimations officielles de chaque pays.

Annexe 22.1. Salaire hebdomadaire moyen dans les services publics de distribution

	Moyenne 2008	T1 2009	T2 2009	T3 2009	T4 2009	Moyenne 2009	T1 2010	T2 2010	Evolution moyenne de 2008 à 2009	Evolution du T1 2009 au T1 2010	Evolution du T2 2009 au T2 2010
									Evolution (en %)	Evolution (en %)	Evolution (en %)
Australie (en AUD)	1 255,58	1 309,30	1 296,50	1 323,40	1 385,10	1 328,58	1 436,10	1 482,10	73,00	126,80	185,60
									5,81%	9,68%	14,32%
Canada (en CAD)	1 426,82	1 482,97	1 477,94	1 566,33	1 532,36	1 514,90	1 689,31	1 705,71	88,08	206,34	227,77
									6,17%	13,91%	15,41%
Etats-Unis (en USD)	1 248,61	1 241,52	1 226,41	1 240,99	1 238,69	1 236,90	1 245,50	1 270,50	-11,70	3,98	44,09
									-0,94%	0,32%	3,60%

Annexe 22.2. Salaire mensuel moyen dans les services publics de distribution

	Moyenne 2008	T1 2009	T2 2009	T3 2009	T4 2009	Moyenne 2009	T1 2010	T2 2010	Evolution moyenne de 2008 à 2009	Evolution du T1 2009 au T1 2010	Evolution du T2 2009 au T2 2010
									Evolution (en %)	Evolution (en %)	Evolution (en %)
Fédération de Russie (en RUB)	19 735,00	21 065,00	22 087,00	21 703,00	21 226,00	21 520,25	22 519,00	23 300,00	1 785,25	1 454,00	1 213,00
									9,05%	6,90%	5,49%
Afrique du Sud (en ZAR)	10 873,75	11 736,00	11 539,00	12 694,00	13 536,00	12 376,25	13 123,00	13 048,00	1 502,50	1 387,00	1 509,00
									13,82%	11,82%	13,08%
Royaume-Uni (en GBP)	602,25	639,00	636,00	590,00	594,00	614,75	670,00	661,00	12,50	31,00	25,00
									2,08%	4,85%	3,93%

Source: Enquêtes nationales sur la main-d'œuvre et estimations officielles de chaque pays.

Annexe 23.1. Salaire hebdomadaire moyen dans la construction

	Moyenne 2008	T1 2009	T2 2009	T3 2009	T4 2009	Moyenne 2009	T1 2010	T2 2010	Evolution moyenne de 2008 à 2009	Evolution du T1 2009 au T1 2010	Evolution du T2 2009 au T2 2010
									Evolution (en %)	Evolution (en %)	Evolution (en %)
Australie (en AUD)	1 052,25	1 102,90	1 165,00	1 180,00	1 219,70	1 166,90	1 200,30	1 247,10	114,65	97,40	82,10
									10,90%	8,83%	7,05%
Canada (en CAD)	1 020,11	1 048,55	1 066,24	1 031,68	1 037,59	1 046,02	1 064,02	1 055,80	25,91	15,47	-10,44
									2,54%	1,48%	-0,98%
Etats-Unis (en USD)	847,27	837,39	858,35	830,45	862,54	847,18	876,20	885,48	-0,08	38,81	27,13
									-0,01%	4,63%	3,16%

Annexe 23.2. Salaire mensuel moyen dans la construction

	Moyenne 2008	T1 2009	T2 2009	T3 2009	T4 2009	Moyenne 2009	T1 2010	T2 2010	Evolution moyenne de 2008 à 2009	Evolution du T1 2009 au T1 2010	Evolution du T2 2009 au T2 2010
									Evolution (en %)	Evolution (en %)	Evolution (en %)
Japon (en JPY)	535 950,00	402 200,00	666 200,00	386 000,00	829 000,00	570 850,00	420 100,00	684 000,00	34 900,00	17 900,00	17 800,00
									6,51%	4,45%	2,67%
Fédération de Russie (en RUB)	18 818,75	17 478,00	18 506,00	19 437,00	18 857,00	18 569,50	19 046,00	20 250,00	-249,25	1 568,00	1 744,00
									-1,32%	8,97%	9,42%
Afrique du Sud (en ZAR)	3 930,00	4 019,00	4 127,00	4 268,00	4 608,00	4 255,50	4 663,00	5 025,00	325,50	644,00	898,00
									8,28%	16,02%	21,76%
Royaume-Uni (en GBP)	542,00	559,00	526,00	531,00	559,00	543,75	592,00	531,00	1,75	33,00	5,00
									0,32%	5,90%	0,95%

Source: Enquêtes nationales sur la main-d'œuvre et estimations officielles de chaque pays.

Annexe 24.1 Salaire hebdomadaire moyen dans le commerce de gros et de détail

	Moyenne 2008	T1 2009	T2 2009	T3 2009	T4 2009	Moyenne 2009	T1 2010	T2 2010	Evolution moyenne de 2008 à 2009	Evolution du T1 2009 au T1 2010	Evolution du T2 2009 au T2 2010
									Evolution (en %)	Evolution (en %)	Evolution (en %)
Australie (en AUD)	818,78	825,10	809,80	820,75	826,90	820,64	848,45	839,65	1,86	23,35	29,85
									0,23%	2,83%	3,69%
Canada (en CAD)	614,87	630,13	624,05	626,35	645,69	631,56	751,11	751,61	16,69	120,98	127,56
									2,71%	19,20%	20,44%
Etats-Unis (en USD)	580,81	583,18	582,16	589,07	598,78	588,30	603,99	609,42	7,48	20,82	27,25
									1,29%	3,57%	4,68%

Annexe 24.2 Salaire mensuel moyen dans le commerce de gros et de détail

	Moyenne 2008	T1 2009	T2 2009	T3 2009	T4 2009	Moyenne 2009	T1 2010	T2 2010	Evolution moyenne de 2008 à 2009	Evolution du T1 2009 au T1 2010	Evolution du T2 2009 au T2 2010
									Evolution (en %)	Evolution (en %)	Evolution (en %)
Japon (en JPY)	373 150,00	250 800,00	374 900,00	238 200,00	481 500,00	336 350,00	258 100,00	413 200,00	-36 800,00	7 300,00	38 300,00
									-9,86%	2,91%	10,22%
Fédération de Russie (en RUB)	14 725,25	16 061,00	15 906,00	15 651,00	15 586,00	15 801,00	18 546,00	18 847,00	1 075,75	2 485,00	2 941,00
									7,31%	15,47%	18,49%
Afrique du Sud (en ZAR)	4 006,25	3 958,00	4 005,00	4 122,00	4 158,00	4 060,75	4 196,00	4 395,00	54,50	238,00	390,00
									1,36%	6,01%	9,74%
Royaume-Uni (en GBP)	381,88	401,00	379,00	373,50	386,50	385,00	452,00	382,00	3,13	51,00	3,00
									0,82%	12,72%	0,79%

Source: Enquêtes nationales sur la main-d'œuvre et estimations officielles de chaque pays.

Annexe 25.1 Salaire hebdomadaire moyen dans l'hôtellerie-restauration

	Moyenne 2008	T1 2009	T2 2009	T3 2009	T4 2009	Moyenne 2009	T1 2010	T2 2010	Evolution moyenne de 2008 à 2009	Evolution du T1 2009 au T1 2010	Evolution du T2 2009 au T2 2010
									Evolution (en %)	Evolution (en %)	Evolution (en %)
Australie (en AUD)	429,05	451,80	438,80	451,10	464,60	451,58	475,10	472,70	22,53	23,30	33,90
									5,25%	5,16%	7,73%
Canada (en CAD)	330,85	331,28	324,97	340,52	346,12	335,72	343,35	362,84	4,88	12,07	37,87
									1,47%	3,64%	11,65%
Etats-Unis (en USD)	273,94	272,80	274,25	276,89	279,25	275,80	282,75	280,10	1,86	9,95	5,85
									0,68	3,65	2,13

Annexe 25.2 Salaire mensuel moyen dans l'hôtellerie-restauration

	Moyenne 2008	T1 2009	T2 2009	T3 2009	T4 2009	Moyenne 2009	T1 2010	T2 2010	Evolution moyenne de 2008 à 2009	Evolution du T1 2009 au T1 2010	Evolution du T2 2009 au T2 2010
									Evolution (en %)	Evolution (en %)	Evolution (en %)
Fédération de Russie (en RUB)	11 700,00	12 495,00	12 963,00	13 066,00	12 533,00	12 705,00	14 033,00	14 672,00	1 005,00	1 538,00	1 709,00
									8,59%	12,31%	13,18%
Royaume-Uni (en GBP)	215,25	213,00	211,00	210,00	219,00	213,25	221,00	215,00	-2,00	8,00	4,00
									-0,93	3,76	1,90

Source: Enquêtes nationales sur la main-d'œuvre et estimations officielles de chaque pays.

Annexe 26.1 Salaire hebdomadaire moyen dans les transports, l'entreposage & la communication											
	Moyenne 2008	T1 2009	T2 2009	T3 2009	T4 2009	Moyenne 2009	T1 2010	T2 2010	Evolution moyenne de 2008 à 2009	Evolution du T1 2009 au T1 2010	Evolution du T2 2009 au T2 2010
									Evolution (en %)	Evolution (en %)	Evolution (en %)
Australie (en AUD)	1 126,65	1 162,35	1 161,10	1 168,30	1 182,15	1 168,48	1 198,40	1 209,45	41,82	36,05	48,35
									3,71%	3,10%	4,16%
Canada (en CAD)	881,69	894,21	877,80	858,36	852,35	870,68	958,53	968,91	-11,01	64,32	91,11
									-1,25%	7,19%	10,38%
Annexe 26.2 Salaire mensuel moyen dans les transports, l'entreposage & la communication											
	Moyenne 2008	T1 2009	T2 2009	T3 2009	T4 2009	Moyenne 2009	T1 2010	T2 2010	Evolution moyenne de 2008 à 2009	Evolution du T1 2009 au T1 2010	Evolution du T2 2009 au T2 2010
									Evolution (en %)	Evolution (en %)	Evolution (en %)
Japon (en JPY)	402,750.00	293,000.00	409,600.00	296,400.00	566,000.00	391,250.00	303,500.00	453,200.00	-11,500.00	10,500.00	43,600.00
									-2.86%	3.58%	10.64%
Fédération de Russie (en RUB)	20,531.50	21,287.00	23,625.00	22,653.00	22,218.00	22,445.75	23,952.00	24,657.00	1,914.25	2,665.00	1,032.00
									9.32%	12.52%	4.37%
Afrique du Sud (en ZAR)	7,528.25	7,451.00	7,801.00	8,183.00	7,987.00	7,855.50	8,002.00	8,097.00	327.25	551.00	296.00
									4.35%	7.39%	3.79%
Royaume-Uni (en GBP)	498.00	490.00	500.00	492.00	503.00	496.25	517.00	521.00	-1.75	27.00	21.00
									-0.35%	5.51%	4.20%

Source: Enquêtes nationales sur la main-d'œuvre et estimations officielles de chaque pays.

Annexe 27.1 Salaire hebdomadaire moyen dans l'intermédiation financière

	Moyenne 2008	T1 2009	T2 2009	T3 2009	T4 2009	Moyenne 2009	T1 2010	T2 2010	Evolution moyenne de 2008 à 2009	Evolution du T1 2009 au T1 2010	Evolution du T2 2009 au T2 2010
									Evolution (en %)	Evolution (en %)	Evolution (en %)
Australie (en AUD)	1 193,48	1 198,90	1 202,30	1 248,60	1 231,80	1 220,40	1 295,10	1 280,50	26,93	96,20	78,20
									2,26%	8,02%	6,50%
Canada (en CAD)	1 001,49	1 049,72	1 025,17	991,54	1 045,95	1 028,10	1 027,40	1 051,99	26,61	-22,32	26,82
									2,66%	-2,13%	2,62%
Etats-Unis (en USD)	732,11	754,46	737,56	743,68	759,96	748,92	771,46	771,78	16,80	17,00	34,22
									2,30%	2,25%	4,64%

Annexe 27.2 Salaire mensuel moyen dans l'intermédiation financière

	Moyenne 2008	T1 2009	T2 2009	T3 2009	T4 2009	Moyenne 2009	T1 2010	T2 2010	Evolution moyenne de 2008 à 2009	Evolution du T1 2009 au T1 2010	Evolution du T2 2009 au T2 2010
									Evolution (en %)	Evolution (en %)	Evolution (en %)
Japon (en JPY)	769 400,00	422 100,00	907 300,00	401 400,00	993 300,00	681 025,00	441 300,00	915 000,00	-88 375,00	19 200,00	7 700,00
									-11,49%	4,55%	0,85%
Fédération de Russie (en RUB)	38 130,50	40 304,00	39 095,00	37 498,00	41 845,00	39 685,50	46 775,00	47 634,00	1 555,00	6 471,00	8 539,00
									4,08%	16,06%	21,84%
Afrique du Sud (en ZAR)	6 511,25	6 589,00	6 529,00	68 737,00	6 886,00	22 185,25	7 109,00	7 282,00	15 674,00	520,00	753,00
									240,72%	7,89%	11,53%
Royaume-Uni (en GBP)	949,75	1 170,00	846,00	785,00	922,00	930,75	1 438,00	869,00	-19,00	268,00	23,00
									-2,00%	22,91%	2,72%

Source: Enquêtes nationales sur la main-d'œuvre et estimations officielles de chaque pays.

Annexe 28.1 Salaire hebdomadaire moyen dans l'immobilier, les locations & les activités de services aux entreprises											
	Moyenne 2008	T1 2009	T2 2009	T3 2009	T4 2009	Moyenne 2009	T1 2010	T2 2010	Evolution moyenne de 2008 à 2009	Evolution du T1 2009 au T1 2010	Evolution du T2 2009 au T2 2010
									Evolution (en %)	Evolution (en %)	Evolution (en %)
Australie (en AUD)	980,74	1 003,27	1 002,37	1 037,30	1 048,70	1 022,91	1 066,27	1 061,33	42,17	63,00	58,96
									4,30%	6,28%	5,88%
Etats-Unis (en USD)	746,69	785,95	767,22	769,35	784,74	776,82	771,46	771,78	30,13	-14,49	4,56
									4,03%	-1,84%	0,59%
Annexe 28.2 Salaire mensuel moyen dans l'immobilier, les locations & les activités de services aux entreprises											
	Moyenne 2008	T1 2009	T2 2009	T3 2009	T4 2009	Moyenne 2009	T1 2010	T2 2010	Evolution moyenne de 2008 à 2009	Evolution du T1 2009 au T1 2010	Evolution du T2 2009 au T2 2010
									Evolution (en %)	Evolution (en %)	Evolution (en %)
Fédération de Russie (en RUB)	21 681,75	22 935,00	24 143,00	23 801,00	23 655,00	23 633,50	23 744,00	24 573,00	1 951,75	809,00	430,00
									9,00%	3,53%	1,78%
Royaume-Uni (en GBP)	475,42	499,33	472,00	467,00	483,66	480,50	531,00	479,33	5,08	31,67	7,33
									1,07%	6,34%	1,55%

Source: Enquêtes nationales sur la main-d'œuvre et estimations officielles de chaque pays.

Annexe 29.1 Salaire hebdomadaire moyen dans la fonction publique											
	Moyenne 2008	T1 2009	T2 2009	T3 2009	T4 2009	Moyenne 2009	T1 2010	T2 2010	Evolution moyenne de 2008 à 2009	Evolution du T1 2009 au T1 2010	Evolution du T2 2009 au T2 2010
									Evolution (en %)	Evolution (en %)	Evolution (en %)
Australie (en AUD)	1 067,83	1 110,80	1 108,30	1 124,20	1 172,10	1 128,85	1 187,50	1 194,80	61,02	76,70	86,50
									5,71%	6,90%	7,80%
Canada (en CAD)	1 040,06	1 062,52	1 075,74	1 084,81	1 093,75	1 079,21	1 071,86	1 091,47	39,15	9,34	15,73
									3,76%	0,88%	1,46%

Annexe 29.2 Salaire mensuel moyen dans la fonction publique											
	Moyenne 2008	T1 2009	T2 2009	T3 2009	T4 2009	Moyenne 2009	T1 2010	T2 2010	Evolution moyenne de 2008 à 2009	Evolution du T1 2009 au T1 2010	Evolution du T2 2009 au T2 2010
									Evolution (en %)	Evolution (en %)	Evolution (en %)
Fédération de Russie (en RUB)	21 929,25	22 731,00	24 572,00	23 761,00	26 557,00	24 405,25	23 219,00	23 682,00	2 476,00	488,00	-890,00
									11,29%	2,15%	-3,62%
Royaume-Uni (en GBP)	499,00	505,00	507,00	505,00	520,00	509,25	521,00	524,00	10,25	16,00	17,00
									2,05%	3,17%	3,35%

Source: Enquêtes nationales sur la main-d'œuvre et estimations officielles de chaque pays.

Annexe 30.1. Salaire hebdomadaire moyen dans l'éducation											
	Moyenne 2008	T1 2009	T2 2009	T3 2009	T4 2009	Moyenne 2009	T1 2010	T2 2010	Evolution moyenne de 2008 à 2009	Evolution du T1 2009 au T1 2010	Evolution du T2 2009 au T2 2010
									Evolution (en %)	Evolution (en %)	Evolution (en %)
Australie (en AUD)	856,60	919,70	879,70	910,80	911,20	905,35	975,30	939,40	48,75	55,60	59,70
									5,69%	6,05%	6,79%
Canada (en CAD)	867,53	855,36	860,66	900,15	896,66	878,21	932,11	964,46	10,68	76,75	103,80
									1,23%	8,97%	12,06%

Annexe 30.2. Salaire mensuel moyen dans l'éducation											
	Moyenne 2008	T1 2009	T2 2009	T3 2009	T4 2009	Moyenne 2009	T1 2010	T2 2010	Evolution moyenne de 2008 à 2009	Evolution du T1 2009 au T1 2010	Evolution du T2 2009 au T2 2010
									Evolution (en %)	Evolution (en %)	Evolution (en %)
Japon (en JPY)	715 500,00	379 500,00	835 100,00	340 800,00	977 700,00	633 275,00	376 600,00	840 400,00	-82 225,00	-2 900,00	5 300,00
									-11,49%	-0,76%	0,63%
Fédération de Russie (en RUB)	11 721,75	12 720,00	14 692,00	12 961,00	13 841,00	13 553,50	13 058,00	13 694,00	1 831,75	338,00	-998,00
									15,63%	2,66%	-6,79%
Royaume-Uni (en GBP)	383,00	388,00	394,00	402,00	398,00	395,50	393,00	394,00	12,50	5,00	0,00
									3,26%	1,29%	0,00%

Source: Enquêtes nationales sur la main-d'œuvre et estimations officielles de chaque pays.

Annexe 31.1. Salaire hebdomadaire moyen dans les services de santé											
	Moyenne 2008	T1 2009	T2 2009	T3 2009	T4 2009	Moyenne 2009	T1 2010	T2 2010	Evolution moyenne de 2008 à 2009	Evolution du T1 2009 au T1 2010	Evolution du T2 2009 au T2 2010
									Evolution (en %)	Evolution (en %)	Evolution (en %)
Australie (en AUD)	783,80	813,90	822,30	819,90	832,30	822,10	839,90	844,60	38,30	26,00	22,30
									4,89%	3,19%	2,71%
Canada (en CAD)	747,94	767,21	774,80	775,94	794,17	778,03	766,83	783,73	30,10	-0,38	8,93
									4,02%	-0,05%	1,15%
Annexe 31.2. Salaire mensuel moyen dans les services de santé											
	Moyenne 2008	T1 2009	T2 2009	T3 2009	T4 2009	Moyenne 2009	T1 2010	T2 2010	Evolution moyenne de 2008 à 2009	Evolution du T1 2009 au T1 2010	Evolution du T2 2009 au T2 2010
									Evolution (en %)	Evolution (en %)	Evolution (en %)
Japon (en JPY)	467 175,00	300 300,00	485 600,00	290 200,00	623 000,00	424 775,00	293 800,00	477 500,00	-42 400,00	-6 500,00	-8 100,00
									-9,08%	-2,16%	-1,67%
Fédération de Russie (en RUB)	13 233,75	14 110,00	16 090,00	14 414,00	15 216,00	14 957,50	14 828,00	15 418,00	1 723,75	718,00	-672,00
									13,03%	5,09%	-4,18%
Royaume-Uni (en GBP)	380,25	385,00	396,00	390,00	393,00	391,00	390,00	399,00	10,75	5,00	3,00
									2,83%	1,30%	0,76%

Source: Enquêtes nationales sur la main-d'œuvre et estimations officielles de chaque pays.